



**JEUDI 11 JANVIER 2018**

*"CÉLÉBRATION: La dette mondiale vient de battre tous les records mondiaux de dettes."*

- = [Article non publié de 2012:] **Les cinq stades de l'effondrement** (Dmitry Orlov) p.1
- = [Article non publié de 2012:] **1 Américain sur 7 dépend de l'aide alimentaire** p.22
- = [Article non publié de 2012:] **États-Unis: la grande illusion de la réindustrialisation** p.26
- \*\*\*\*\*
- = **La crypto-monnaie Bitcoin consomme plus d'électricité que 159 États dans le monde** p.27
- = **Les médias et le changement climatique : diffuser correctement l'information, mission impossible ?** (Jean-Marc Jancovici) p.30
- = **Les civilisations extraterrestres sont-elles technologiquement avancées ?** p.49
- = **New York intente une poursuite contre cinq pétrolières** p.52
- = **Il fait si chaud en Australie que des centaines de chauves-souris mourantes tombent des arbres** p.54
- = **Bioéthique, qui a le droit de vivre... ou de mourir ?** (Michel Sourrouille) p.56
- = **ÉNERGIE... 10/01/2018** (Patrick Reymond) p.57

## SECTION ÉCONOMIE

- = **Selon Bill Gross, c'est terminé ! Le marché obligataire est entré dans un « bear market »** p.59
- = **Fitch avertit de nouveau les USA sur le plafond de la dette** (Charles Sannat) p.60
- = **La Chine dédaigne le dollar, et alors ?** (Simone Wapler) p.61
- = **La confession d'un lobbyiste repent** (Bill Bonner) p.63
- = **Le déficit commercial américain au plus haut depuis 6 ans, de mauvais augure pour la croissance ?** p.66
- = **Nabilla, conseillère en Bitconne, mise en garde par l'AMF** (Charles Sannat) p.68
- = **Assurance-vie : l'effondrement des rendements** (Philippe Herlin) p.71
- = **Construction européenne : la chute des emplois à moyen salaire** (BA) p.73
- = **Vous êtes sûrs qu'on est bien en 2018 ?** (Thomas Veillet) p.74
- = **La revue de presse de Pierre Jovanovic du 8 au 12 janvier 2018** p.78



## ARTICLE NON PUBLIÉ DE 2012:

Texte de la série "grand classique"

Par Dmitry Orlov

11 novembre 2008

# Les cinq stades de l'effondrement

Dmitry Orlov

Bonsoir à tous ! L'exposé que vous êtes sur le point d'entendre est le résultat d'un processus longuet de mon côté. Ma spécialité est de réfléchir à — et malheureusement de prédire — l'effondrement. Ma méthode est basée sur la comparaison : j'ai vu l'Union

soviétique s'effondrer et, puisque je suis aussi familiarisé avec les détails de la situation aux États-Unis, je peux faire des comparaisons entre ces deux superpuissances défailtantes.

Je suis né et j'ai grandi en Russie, et je suis retourné en Russie à maintes reprises entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990. Cela m'a permis d'acquérir une solide compréhension de la dynamique du processus d'effondrement tandis qu'il se déroulait là-bas. À partir du milieu des années 1990 il était tout à fait clair pour moi que les États-Unis prenaient la même direction générale. Mais je ne pouvais pas encore dire combien de temps le processus prendrait, alors je me suis assis et j'ai regardé.

Je suis un ingénieur, et donc j'ai naturellement tendance à chercher des explications physiques à ce processus, par opposition aux explications économiques, politiques ou culturelles. Il s'avère que l'on peut trouver une très bonne explication de l'effondrement soviétique en suivant les flux d'énergie. Ce qui s'est produit dans les années 1980 est que la production de pétrole Russe a atteint un pic historique. Cela a coïncidé avec la mise en production de nouvelles provinces pétrolières à l'Ouest — la mer du Nord en Grande-Bretagne et en Norvège, la baie de Prudhoe en Alaska — et cela a rendu soudainement le pétrole très peu cher sur les marchés mondiaux. Les revenus soviétiques ont dégringolé, mais leur appétit pour les marchandises importées est demeuré inchangé, et donc ils ont plongé de plus en plus profondément dans l'endettement. Ce qui les a condamnés finalement n'était même pas tant le niveau d'endettement que leur incapacité à engager davantage d'endettement encore plus vite. Une fois que les prêteurs internationaux ont rechigné à accorder davantage de prêts, la partie était terminée.

Ce qui arrive aux États-Unis maintenant est largement similaire, avec certaines polarités inversées. Les États-Unis sont un importateur de pétrole, brûlant jusqu'à vingt-cinq pour cent de la production mondiale, et important plus des deux tiers de cela. Au milieu des années 1990, quand j'ai commencé pour la première fois à essayer de deviner le moment de l'effondrement des États-Unis, l'arrivée du pic global de la production pétrolière était prévue aux environs du tournant du siècle. Il s'est avéré que l'estimation était décalée d'une décennie, mais c'est assez précis, en fait, pour ce genre de grandes prédictions. Et voilà le prix élevé du pétrole qui met un frein à davantage d'expansion de la dette. Tandis que les prix plus élevés du pétrole déclenchent une récession, l'économie commence à se contracter, et une économie qui se contracte ne peut soutenir un niveau d'endettement en expansion perpétuelle. À un certain point la capacité de financer les importations de pétrole sera perdue, et ce sera le point de basculement, après lequel rien ne sera plus jamais pareil.

Ceci n'est pas pour dire que je crois à une sorte de déterminisme de l'énergie. Si les États-Unis réduisaient leur consommation d'énergie d'un ordre de grandeur<sup>1</sup>, ils consommeraient toujours une quantité invraisemblablement énorme, mais une crise énergétique serait évitée. Mais alors, ce pays, tel que nous avons l'habitude de le

concevoir, n'existerait plus. Le pétrole est ce qui actionne cette économie. À son tour, c'est cette économie basée sur le pétrole qui rend possible le maintien et l'augmentation d'un niveau d'endettement extravagant. Donc, une réduction drastique de la consommation de pétrole causerait un effondrement financier (plutôt que l'inverse). Quelques autres stades d'effondrement suivraient, dont nous discuterons ensuite. Ainsi, on peut voir cet appétit bizarre pour le pétrole importé comme un échec culturel, mais ce n'en est pas un qui peut être défait sans causer beaucoup de dommage. Si l'on veut, on peut appeler cela du déterminisme ontologique : ça doit être comme c'est, jusqu'à ce que ce ne soit plus.

Je ne veux pas suggérer que chaque partie du pays va soudainement subir une panne d'existence spontanée, en revenant à une nature inhabitée. Je suis d'accord avec John Michael Greer<sup>2</sup> que le mythe de l'apocalypse n'est pas le moins du monde utile pour faire face à la situation. L'expérience soviétique est très utile ici, parce qu'elle nous montre non seulement que la vie continue, mais aussi exactement comment elle continue. Mais je suis tout à fait certain qu'aucune quantité de transformation culturelle ne nous aidera à sauver divers aspects clefs de cette culture : la société de l'automobile, la vie dans les banlieues<sup>3</sup>, les grandes surfaces, le gouvernement affairiste, l'empire global, la finance incontrôlée.

D'un autre côté, je suis tout à fait convaincu que rien de moins qu'une profonde transformation culturelle ne permettra à un nombre significatif d'entre nous de garder un toit au dessus de la tête, et de la nourriture sur la table. Je crois aussi que le plus tôt nous commencerons à abandonner notre bagage culturel inadapté, plus nous aurons de chances de tenir. Il y a quelques années, mon attitude était juste de continuer de regarder les événements se dérouler, et de garder cette histoire d'effondrement comme une sorte de passe-temps macabre. Mais le cours des événements est certainement en train de s'accélérer, et maintenant mon sentiment est que le pire que nous pourrions faire est de prétendre que tout ira bien et de passer le temps restant dans l'organisation actuelle de notre vie, sans rien pour la remplacer une fois qu'elle aura commencé de s'arrêter.

Maintenant, pour en revenir à mes propres progrès personnels sur ces questions, en 2005 j'ai écrit un article appelé [Leçons post-soviétiques pour un siècle post-américain](#).

Initialement, je voulais le publier sur un site tenu par Dale Allen Pfeiffer<sup>4</sup>, mais, à ma surprise, il a fini sur [From the Wilderness](#), un site bien plus populaire tenu par Michael Ruppert<sup>5</sup> et, à mon étonnement croissant, Mike m'a même payé pour cela.

Et depuis lors, on me pose la même question, très souvent : Quand ? Quand l'effondrement va-t-il se produire ? Étant un petit peu intelligent, je refuse toujours de donner une réponse spécifique, parce que, voyez-vous, dès que l'une de vos prédictions spécifiques s'avère fautive, c'en est fait de votre réputation entière. Une manière raisonnable d'envisager le minutage est de dire que l'effondrement peut se produire à différents moments pour différentes personnes. Vous pouvez ne jamais vraiment savoir

que l'effondrement s'est produit, mais vous saurez qu'il s'est produit pour vous personnellement, ou pour votre famille, ou pour votre ville. La vision d'ensemble ne s'assemblera peut-être pas avant bien longtemps, grâce aux efforts des historiens. Individuellement, nous pouvons ne jamais savoir ce qui nous frappe et, en tant que groupe, nous pouvons ne jamais être d'accord sur une seule réponse. Regardez l'effondrement de l'URSS : certaines personnes débattent encore de pourquoi exactement il s'est produit.

Mais quelquefois la vision est plus claire que nous le souhaiterions. En janvier 2008, j'ai publié un article sur Les cinq stades de l'effondrement, dans lequel je définissais les cinq stades, et puis j'affirmais courageusement que nous étions au beau milieu d'un effondrement financier. Et dix mois plus tard il semble que je ne me sois pas trop avancé cette fois. Si le gouvernement américain doit prêter aux banques plus de deux cent milliards de dollars par jour juste pour empêcher l'ensemble du système d'imploser, alors le terme crise ne rend probablement pas justice à la situation. Pour continuer ce jeu, le gouvernement américain doit être capable de vendre la dette qu'il engage, et quelles chances y a-t-il, pensez-vous, pour que l'ensemble du monde s'arrache des milliers de milliards de dollars de dette nouvelle, sachant qu'ils sont utilisés pour consolider une économie en train de se contracter ? Et si la dette ne peut être vendue, alors elle doit être monétisée, en imprimant de l'argent. Et cela déclenchera l'hyperinflation. Alors, n'ergotons pas, et appelons ce qui est en train de se produire comme ce à quoi cela ressemble : un effondrement financier.

#### Les cinq stades de l'effondrement

- Stade 1 : L'effondrement financier ✓
- Stade 2 : L'effondrement commercial
- Stade 3 : L'effondrement politique
- Stade 4 : L'effondrement social
- Stade 5 : L'effondrement culturel

Alors voici les cinq stades tels que je les ai définis il y a presque un an. La petite coche à côté de l'effondrement financier est là pour nous rappeler que nous ne sommes pas ici pour ergoter ou être ambigus, car le stade 1 est très engagé. Les stades 2 et 3 — les effondrements commercial et politique — sont entraînés par l'effondrement financier, et se chevaucheront l'un l'autre. Pour l'instant, il n'est pas clair lequel est le plus engagé. D'un côté, il y a des signes que le trafic mondial ralentit, et que les grandes surfaces sont bonnes pour une très mauvaise période, avec de nombreux magasins susceptibles de fermer après une saison de Noël désastreuse. D'un autre côté, les États subissent déjà

des déficits budgétaires massifs, licencient des employés d'État, réduisent les programmes, et commencent à supplier le gouvernement fédéral pour être renfloués financièrement.

Même si les différents stades de l'effondrement s'entraînent les uns les autres de façons variées, je pense que cela a un sens de les maintenir conceptuellement séparés. Ceci parce que leurs effets sur notre vie quotidienne sont tout à fait différents. N'importe quels moyens constructifs que nous pourrions trouver pour esquiver ces effets seront aussi différents. Enfin, certains stades de l'effondrement semblent inévitables, tandis que d'autres peuvent être évités si nous nous battons assez.

L'effondrement financier semble particulièrement douloureux si vous vous trouvez avoir beaucoup d'argent. D'un autre côté, je rencontre tout le temps des gens qui ont le sentiment que rien n'est encore arrivé. Ce sont surtout des gens jeunes, qui ont relativement réussi, qui n'ont pas ou peu d'économies, et ont encore des boulots bien payés, ou une assurance chômage qui n'est pas encore épuisée. Leur vie quotidienne n'est pas très affectée par la tourmente sur les marchés financiers, et ils ne croient pas que quoi que ce soit de différent soit en train de se produire en dehors des hauts et des bas économiques habituels.

L'effondrement commercial est bien plus évident, et l'observer ne nécessite pas d'ouvrir des enveloppes et d'examiner des colonnes de chiffres. C'est douloureux pour la plupart des gens, et mortellement dangereux pour certains. Quand les rayonnages des magasins sont vidés du nécessaire et restent ainsi pendant des semaines de suite, la panique s'installe. Dans la plupart des lieux, cela requiert une sorte de réaction d'urgence, pour s'assurer que les gens ne soient pas privés de nourriture, d'abris, de médicaments, et que certaines mesures de sécurité et d'ordre public soient maintenues. Les gens qui savent ce qui vient peuvent se préparer à en éviter le pire.

L'effondrement politique est encore plus douloureux, parce qu'il est mortellement dangereux pour beaucoup de gens. La rupture de l'ordre public serait particulièrement dangereuse aux États-Unis, à cause du grand nombre de problèmes sociaux qui ont été balayés sous le tapis au cours des années. Les Américains, plus que la plupart des autres peuples, ont besoin d'être défendus les uns des autres à tout moment. Je pense que je préférerais la loi martiale à l'anarchie et au chaos complet et absolu, bien que j'admette que l'un et l'autre soient de très mauvais choix.

L'effondrement social et culturel semble avoir déjà eu lieu dans plusieurs parties du pays dans une large mesure. Ce qui reste d'activité sociale semble ancré dans des activités transitoires telles que le travail, les courses et les sports. La religion est peut-être la plus grande exception, et beaucoup de communautés sont organisées autour des églises. Mais dans les endroits où la société et la culture demeurent intactes, je crois que l'effondrement social et culturel est évitable, et que c'est là que nous devons vraiment résister. Aussi, je pense qu'il est très important que nous apprenions à voir notre environnement pour ce qu'il est devenu. Dans beaucoup d'endroits, on a l'impression

qu'il ne reste simplement pas beaucoup de choses qui valent d'être sauvées. Si toute la culture que nous voyons est de la culture commerciale, et si toute la société que nous voyons est la société de consommation, alors le mieux que nous ayons à faire est de nous en éloigner, et de chercher d'autres gens prêts à faire de même.

### Les cinq stades de l'effondrement

- Une conjecture audacieuse qui nous permet de formuler des réponses spécifiques aux effets de l'effondrement
- Chaque stade implique la perte de la foi, ou de la confiance, dans certains composants clefs du *statu quo*
- Les effets physiques, mesurables, peuvent être retardés, mais les mutations psychologiques sont brusques
- Tous les stades ne sont pas 100 % inévitables

Il n'y a rien de particulièrement profond ou magique quant aux cinq stades que j'ai choisis, sauf qu'ils semblent pratiques. Ils correspondent aux aspects communément distingués de la réalité quotidienne. Chaque stade de l'effondrement correspond aussi à un certain ensemble de croyances dans le *statu quo*, qui est sur le point de tomber à l'eau.

C'est toujours une chose impressionnante à observer, quand la réalité glisse. À un moment, une certaine idée est vue comme absurde, et le moment suivant elle est traitée comme la sagesse conventionnelle. Il semble y avoir un mécanisme psychologique impliqué, dans lequel personne ne veut être vu comme le dernier imbécile à comprendre enfin le tableau. Tout le monde commence par prétendre avoir pensé de cette façon depuis le début, ou au moins depuis un petit moment, de peur de paraître idiot. Il est toujours difficile de demander aux gens ce qui les a soudainement fait changer d'avis, parce qu'avec la peur d'avoir l'air idiot vient une certaine perte de dignité.

L'exemple le plus convaincant de nombreux esprits ayant soudainement un éclair est, à mon avis, la fin soudaine de l'URSS. C'est arrivé avec Boris Eltsine juché sur un tank, à qui on demandait : Mais que va devenir l'Union soviétique ? Et sa réponse, prononcée avec le maximum de gravité fut : Désormais je ne la désignerai plus que comme l'**ANCIENNE** Union soviétique. Et ce fut tout. Après cela, quiconque croyait encore à l'Union soviétique ne paraissait pas seulement idiot, mais vraiment fou. Pendant un moment, il y a eu beaucoup de vieux fous paradant avec des portraits de Lénine et de Staline. Leur esprit était trop vieux pour avoir l'éclair.

Ici, aux États-Unis, nous n'avons encore fait l'expérience d'aucune réalisation majeure,

fracassante, de celles qui ont l'air absurde immédiatement avant et sont complètement évidentes immédiatement après qu'elles se soient produites. Nous avons eu des secousses mineures, la plupart en rapport avec des hypothèses financières. L'immobilier est-il un bon investissement ? Le système de retraite privé permettra-t-il de prendre sa retraite ? Le gouvernement nous renflouera-t-il tous ? Toutes les réalisations majeures sont encore à venir, ou, comme mes amis jeunes cadres dynamiques endurcis ne cessent de me le dire : Rien n'est encore arrivé.

Mais du moment où quelque chose sera arrivé, il sera trop tard pour que nous commençons à planifier son arrivée. Il ne semble pas trop valable pour nous de rester assis à attendre l'heureux événement, quand tous les autres se sentent idiots en même temps. Aussi arrogant que cela paraisse, nous ferions peut-être mieux d'accepter leur idiotie avant eux, et de nous tenir à une distance sûre en avance de l'opinion qui prévaut.

Parce que si nous faisons cela, nous pourrions bien réussir à trouver des façons de nous débrouiller. Nous pourrions apprendre à esquiver l'effondrement financier en apprenant à vivre sans avoir besoin de beaucoup d'argent. Nous pourrions créer des modes de vie alternatifs et des réseaux de production et de distribution informels pour tous les besoins avant que l'effondrement commercial ne se produise. Nous pourrions nous organiser en communautés auto-gouvernées qui pourraient fournir leur propre sécurité durant l'effondrement politique. Et toutes ces étapes mises ensemble pourraient nous mettre en position de sauvegarder la société et la culture.

Ou nous pouvons juste attendre jusqu'à ce que tout le monde commence à être d'accord avec nous, parce que nous ne voudrions pas qu'ils aient l'air idiot.

#### **Stade 1 : L'effondrement financier**

*La foi dans « les affaires continuent » est perdue. On ne peut plus présumer que l'avenir ressemblera au passé. Le risque ne peut plus être évalué et les avoir financiers ne peuvent plus être garantis. Les institutions financières deviennent insolvables. L'épargne est annihilée et l'accès au capital est perdu.*

La dynamique importante, quand il s'agit d'effondrement financier, est à présent évidente. C'est l'effondrement des pyramides de crédit, tout le château de carte comme dit le président Bush. Le terme technique est effet de levier inversé<sup>6</sup>, et la réponse est le renflouement financier. Le gouvernement fédéral va renflouer les banques et les

compagnies d'assurance, les compagnies d'automobiles, et les gouvernements des États. Appelons cela le tapis roulant du renflouement : nous empruntons de plus en plus vite juste pour ne pas chuter. Le tapis roulant est en fait une bonne métaphore. Imaginez ce qui arriverait si vous alliez dans un gymnase, montiez sur un tapis roulant, et poussiez continuellement la vitesse, aussi haut que possible. Ce qui arriverait est que vous trébucheriez, et vous vous trouveriez éjecté en arrière.

Il est instructif de poser la question : à qui empruntons-nous l'argent du renflouement ? Les gens vous diront que nous l'empruntons au contribuable. Mais ce n'est pas comme si les avis d'imposition fédéraux s'étaient automatiquement envolés de quelques milliers de milliards durant les deux derniers mois, et donc cela pose la question : à qui le contribuable va-t-il emprunter cet argent entre-temps ? À d'autres Américains ? Non, parce que notre taux d'épargne est abyssalement bas depuis un bon bout de temps maintenant, et le peu que nous avons économisé est dans la valeur immobilière, qui s'amenuise, et dans les actions et les obligations, à travers des fonds mutualisés, des fonds de pension et autres, qui ont baissé d'un tiers environ. La valeur de ces investissements s'effondre, et si nous nous débarrassions de ces investissements pour lever les fonds pour payer cette nouvelle dette, cela la ferait s'effondrer encore plus vite. En effet, nous ne ferions que déplacer l'argent d'une poche à l'autre. Ainsi, réellement, les renflouements doivent être financés par les étrangers. Et si ces étrangers décident de ne plus nous confier davantage de leurs économies ? Alors notre seul recours est de monétiser la dette : imprimer de la monnaie.

Et donc la prochaine question est : combien d'argent devons-nous imprimer ? Le but des renflouements est de fournir des liquidités aux compagnies insolvables, pour éviter l'effet de levier inversé. Pour comprendre ce que cela signifie, on doit comprendre que pour chaque dollar réel dans l'économie, au sens de pas emprunté, il y a plus de 13 dollars d'argent emprunté, qui existent seulement tant que la dette peut être reconduite. Si votre crédit est au plafond tandis que l'économie est en croissance, c'est déjà assez mauvais, mais l'économie américaine se contracte à cause d'un récent choc pétrolier. Une économie plus petite ne peut supporter autant de dette, et c'est en partie la raison pour laquelle nous avons un effet de levier inversé. Une fois que le processus d'aigrissement de la dette a commencé, il est difficile à arrêter, et si l'effet de levier inversé devait continuer sa course, nous chuterions de plus de 1 300 %. Monétiser autant de dette nécessiterait plus de 1 300 % d'inflation. Et une fois que ça commence, ça devient très difficile à arrêter.

Et cela, croyez-le ou non, c'est en fait les bonnes nouvelles. Comme la plus grande part de notre dette est libellée dans notre propre monnaie — le dollar américain — les États-Unis n'auront pas à se déclarer en défaut de paiement souverain, comme la Russie a été forcée de le faire dans les années 1990. Au lieu de cela nous pouvons nous tirer de la banqueroute nationale en imprimant beaucoup de dollars. Nous rembourserons notre dette nationale, mais nous le ferons en papier monnaie sans valeur, poussant à la banqueroute nos créanciers internationaux dans le processus. Il est sûr que ce sera

douloureux pour tout le monde, particulièrement pour quelqu'un qui avait l'habitude d'avoir beaucoup d'argent, parce que l'argent ne fera plus tourner le monde. Une fois que les États-Unis devront commencer à gagner de la monnaie étrangère pour payer les importations, on peut être sûr que les importations deviendront tout à fait rares.

### **L'effondrement financier**

#### **Avant**

Épargne retraite

Valeur hypothécaire du domicile

Investissements

Épargne en argent

Transactions à crédit

Indépendance financière

#### **Après**

Aide du gouvernement, charité

Submergée, occupation illégale

Clopinettes

Hyperinflation

Transaction en espèces ou troc

Interdépendance physique

Voici des instantanés des caractéristiques les plus saillantes de l'effondrement financier, telles qu'elles affecteront la vaste majorité de la population. Ici, je fais l'hypothèse que les effondrements commercial et politique sont plus lents à arriver, et que le gouvernement est encore là pour intervenir avec des aides d'urgence de diverses sortes, et qu'une sorte d'économie de marché continue de fonctionner. Cela pourrait en arriver au point où chacun se promène avec ses cartes de débit de petits bons d'alimentation, et le seul endroit où l'on peut les utiliser à portée de marche est le McDonald, mais je fais l'hypothèse d'une période semi-stable durant laquelle d'autres ajustements peuvent se produire avant que les autres stades suivent leur cours.

Les ajustements auraient à voir avec des aspects majeurs du mode de vie, depuis où nous vivons jusqu'à comment nous produisons de la nourriture et comment nous sommes en relation les uns avec les autres. Avec une monnaie rare et pas particulièrement forte, d'autres manières de gagner la collaboration d'autrui auraient besoin d'être développées à toute vitesse. Le domaine financier peut être vu comme un système complexe de barrières : votre compte en banque est séparé de mon compte en banque. Cette organisation nous permet, vous et moi, de ne pas trop nous inquiéter l'un de l'autre, pourvu que chacun d'entre nous ait suffisamment pour continuer de vivre. Bien que ce soit largement une fiction, nous pouvons nous imaginer être des acteurs économiques indépendants sur un pied d'égalité. Mais une fois que ces barrières conceptuelles ne comptent plus, parce qu'il n'y a rien derrière, nous devenons la charge les uns des autres, d'une sorte de façon immédiate qui surviendrait comme un choc pour la plupart des gens. L'indignité d'une telle interdépendance physique serait psychologiquement

dévastatrice pour beaucoup de gens, alourdissant le bilan humain de l'effondrement financier au delà de ce qu'on attendrait d'un problème qui n'existe réellement que sur le papier. Cela va être particulièrement dur pour une nation élevée dans le mythe de l'individualisme forcené.

### **Stade 2 : L'effondrement commercial**

*La foi dans « le marché y pourvoira » est perdue. Les marchandises sont amassées. Les chaînes d'importation et de commerce de détail sont rompues. Les pénuries généralisées de biens nécessaires deviennent la norme.*

L'effondrement commercial, lorsqu'il arrivera, causera à nouveau bien plus de dégâts psychologiques qu'on l'attendrait d'un problème purement organisationnel. Les quantités de biens et de services immédiatement disponibles juste avant et juste après l'effondrement resteront à peu près les mêmes, mais parce que la psychologie du marché est si enracinée dans la population, aucune autre façon de se débrouiller ne sera envisagée. L'accumulation sera généralisée, avec le pillage comme antidote évident. Il y aura instantanément un immense marché noir pour toutes sortes de biens de nécessité, du shampoing aux fioles d'insuline.

Le mécanisme de marché fonctionne bien dans certains cas, mais il ne fonctionne pas du tout quand les marchandises clefs deviennent rares. Cela mène à la spéculation, à l'accumulation, au pillage, et à d'autres effets pernicieux. Il y a habituellement un réflexe de régulation des marchés, en imposant le contrôle des prix, ou en introduisant le rationnement. Je trouve tout à fait amusant que la récente clameur en faveur de la rérégulation des marchés financiers ait été accueillie aux cris de Socialistes ! Échouer dans le capitalisme ne fait pas de vous un socialiste, pas plus que divorcer ne vous rend automatiquement homosexuel.

Si, au moment où l'effondrement commercial est sur nous, il reste encore assez de système politique intact pour mettre en place le rationnement, le contrôle des prix et des plans de distribution d'urgence, alors nous devons compter cela parmi nos bénédictions. Une gouvernance à la main aussi lourde n'est certainement pas pour plaire aux foules durant les temps d'abondance, quand elle est aussi superflue, mais elle peut tout à fait être une bouée de sauvetage durant les temps de pénurie. Le système de distribution de l'alimentation soviétique, qui était handicapé par une sous-performance chronique en temps normal, a prouvé sa résilience paradoxale durant l'effondrement, permettant aux

gens de survivre à la transition.

### **L'effondrement commercial**

#### **Avant**

L'argent est rare

Économie de service

Tout ce que vous pouvez manger<sup>8</sup>

Centres commerciaux

Supermarchés

Culte de la nouveauté

Produits importés

#### **Après**

Les produits sont rares

Économie de libre-service<sup>7</sup>

Tout ce que vous pouvez grappiller

Marchés aux puces

Étals des fermes

Continuer de faire fonctionner

Substituts domestiques

Note Économie de Libre Service<sup>7</sup> / Note Tout ce que vous pouvez manger<sup>8</sup>

Si avant l'effondrement commercial le défi est de trouver assez d'argent pour payer le nécessaire, après l'effondrement le défi est de faire accepter aux gens l'argent en paiement de ce nécessaire. Nombre des vendeurs potentiels préfèrent être payés avec quelque chose de plus de valeur que de simples espèces. Le service client en vient à signifier que les clients doivent fournir un service. Étant donné que la plupart des gens n'ont pas beaucoup à offrir, autre que leur argent à présent sans valeur, s'ils en ont encore, la plupart des fournisseurs de biens et de services décident de prendre des vacances.

Avec la disparition du marché libre et ouvert, même les articles qui sont toujours disponibles à la vente en viennent à être proposés d'une manière qui n'est ni libre ni ouverte, mais seulement à certains moments et à certaines personnes. La richesse qui existe encore, quelle qu'elle soit, est cachée, parce que l'étaler ou l'exposer ne fait qu'accroître le risque d'insécurité, et la quantité d'effort requise pour la protéger.

Dans une économie où la vaste majorité des articles manufacturés sont importés, et conçus avec leur obsolescence planifiée à l'esprit, il sera difficile de continuer de faire fonctionner les choses à mesure que les importations s'assècheront, particulièrement les importations de pièces de rechange pour la machinerie fabriquée à l'étranger. Le parc d'équipement disponible rétrécira avec le temps, tandis que de plus en plus de pièces d'équipement seront utilisées comme donneurs d'organes. Dans un effort pour continuer de faire fonctionner les choses, des industries artisanales entières dédiées à la remise en état des vieux trucs pourraient soudainement se constituer.

### Stade 3 : L'effondrement politique

*La foi dans « votre gouvernement s'occupera de vous » est perdue. Les interventions du gouvernement échouent à faire une différence. La classe politique perd sa légitimité et sa pertinence.*

Il est parfois difficile de discerner l'effondrement politique, parce que les politiciens tendent à être tout à fait bons pour maintenir l'apparence du pouvoir et de l'autorité alors même qu'ils s'amenuisent. Mais il y a des signes révélateurs de l'effondrement politique. L'un de ceux-ci est quand les politiciens commencent à travailler au noir parce que leur boulot principal n'est plus suffisamment lucratif. Un autre est quand les politiciens régionaux commencent à défier ouvertement les ordres du centre politique. La Russie a connu une grande quantité de chacun de ces symptômes.

Une chose qui rend l'effondrement politique particulièrement difficile à repérer est que plus les choses empirent, plus les politiciens émettent de bruit. La rapport substance-bruit dans le discours politique est très bas même dans les bonnes périodes, ce qui rend difficile le repérage de la transition quand il tombe effectivement à zéro. La variable plus facile à surveiller est le niveau de confusion. Par exemple, quand M. Nazdratenko<sup>9</sup>, le gouverneur de la région Russe extrême-orientale de Primorsk<sup>10</sup>, a volé de grandes quantités de charbon, fait de grandes enjambées en direction de l'établissement d'une politique étrangère indépendante envers la Chine, et que pourtant Moscou ne pouvait rien faire pour le mettre au pas, on pouvait être sûr que le système politique de la Russie était à peu près mort.

Un autre signe révélateur de l'effondrement politique est la désintégration effective, quand des régions déclarent leur indépendance. En Russie, ce fut le cas de la Tchétchénie, et cela a mené à un conflit sanglant prolongé. Ici, nous pourrions avoir une Reconquista<sup>11</sup> là où les anciens territoires mexicains deviennent toujours plus mexicains, le Sud pourrait se lever à nouveau. La Nouvelle-Angleterre, la Californie et le Nord-Ouest Pacifique<sup>12</sup> pourraient décider de suivre leur chemin séparément. Une fois que le système d'autoroutes inter-États ne sera plus viable et que les lignes aériennes domestiques restantes auront disparu, il n'y aura plus grand chose pour maintenir les deux côtes ensemble. Ce qui a uni le pays autrefois fut la construction du chemin de fer continental, mais les chemins de fer ont été trop négligés pour le maintenir uni à présent. Un pays consistant en deux moitiés reliées par le canal du Panama est, de fait, au moins deux pays.

Une autre chose encore à surveiller est l'intrusion étrangère dans la politique intérieure. Quand les consultants politiques étrangers commencent à diriger les élections, comme il est arrivé avec la campagne de réélection d'Eltsine, on peut être sûr que le pays n'est plus aux commandes de son propre système politique. Aux États-Unis, il y a un abandon graduel de la souveraineté, à mesure que les fonds souverains achètent davantage d'actifs américains. Ce genre de choses était autrefois considéré comme proche d'un acte de guerre, mais c'est une période désespérée, et on leur permet de le faire sans même un commentaire méchant. Finalement, ils pourraient commencer à faire des demandes politiques, pour extraire le plus de valeur de leurs investissements. Par exemple, ils pourraient commencer à contrôler les candidats aux fonctions publiques, pour s'assurer que ceux-ci demeurent amicaux envers leurs intérêts.

Enfin, le vide de pouvoir créé par l'effondrement de l'autorité légitime tend à être rempli plus ou moins automatiquement par les organisations criminelles. Elles essayent souvent de se saisir de la classe politique en faisant élire ou désigner leurs hommes aux fonctions politiques. Les exemples incluent les oligarques russes, tels que Boris Berezovsky<sup>13</sup>, qui s'est fait élire à la Douma, le parlement russe, et Mikhaïl Khodorkovsky<sup>14</sup>, qui pensait pouvoir utiliser sa richesse pétrolière pour acheter son parcours dans la classe politique. Heureusement pour la Russie, Berezovsky est en exil en Angleterre, et Khodorkovsky est en prison.

### L'effondrement politique

#### Avant

Droits acquis

Services municipaux

Taxes et budgets

Protection policière

Enlèvement des ordures

Routes et ponts

#### Après

Promesses rompues

Faveurs municipales

Malversation, prévarication

Patrouilles militaires

Tas d'ordures du voisinage

Nids-de-poule et détours

Un grand nombre de gens aux États-Unis affirment qu'ils n'ont pas besoin de l'aide du gouvernement, et qu'ils iraient tout à fait bien si seulement le gouvernement les laissait seuls. Mais ce n'est vraiment qu'une pose ; il y a beaucoup de choses que ce gouvernement fait pour rendre leur vie possible. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral maintient en vie de nombreuses personnes à travers des programmes tels que Medicaid<sup>15</sup>, la Sécurité Sociale<sup>16</sup> et les bons alimentaires. Les gouvernements locaux

fournissent l'enlèvement des ordures et l'entretien des conduites d'eaux et des égouts, la réparation des routes et des ponts, et ainsi de suite. Les services de police essayent de défendre les gens les uns des autres.

Quand tout cela commencera à se détricoter, il est probable que cela se fasse par le bas, pas par le haut. Les fonctionnaires locaux sont plus accessibles que les lointains bureaucrates de Washington, et donc ils seront les premiers submergés par la colère et la confusion de leurs administrés, tandis que Washington demeurera sourd. Une exception probable peut concerner l'utilisation des troupes fédérales. Il semble presque donné que les troupes rapatriées des plus de mille bases militaires à l'étranger seront mises en action ici, chez elles. Elles seront réassignées aux tâches de maintien de la paix intérieure.

#### **Stade 4 : L'effondrement social**

*La foi dans « les vôtres s'occuperont de vous » est perdue. Les institutions sociales locales, que ce soit les organisations caritatives ou d'autres groupes qui se précipitent pour combler le vide du pouvoir, tombent à cours de ressources ou échouent par des conflits internes.*

En dehors des grands programmes gouvernementaux, peu de choses sont disponibles aux États-Unis pour aider ceux dans le besoin. Encore une fois, les Américains font un grand spectacle de leur philanthropie, mais comparée à d'autres pays développés, ils sont en fait très radins quand il s'agit d'aider ceux dans le besoin. Il y a même un trait de sadisme politique, qui, par exemple, apparaît dans l'attitude des gens vis-à-vis des allocataires de l'aide sociale. Ce sadisme peut être vu dans la prétendue réforme de l'aide sociale, qui a forcé les mères célibataires à prendre des boulots qui couvrent à peine les frais de la garderie, laquelle est souvent de qualité inférieure.

En dehors du gouvernement, il y a les organisations caritatives, dont nombre d'entre elles sont religieuses, et donc elles ont la motivation ultérieure de recruter des gens pour leur cause. Mais même quand une organisation caritative ne fait pas de demandes spécifiques, son but réel est de renforcer la supériorité de ceux qui sont charitables, aux dépens de ceux qui reçoivent. Il y a un flux de gratitude forcée du bénéficiaire au bienfaiteur. Plus grand est le besoin, plus la transaction est humiliante pour le bénéficiaire, et plus le bienfaiteur est satisfait. Il n'y a pas de motivation pour le bienfaiteur de fournir davantage de charité en réaction à un plus grand besoin, excepté dans des circonstances spéciales, telles qu'à la suite immédiate d'un désastre naturel. Là

où le besoin est grand, constant, et croissant, nous devrions nous attendre à ce que les organisations caritatives comptent très peu quand il s'agit de le satisfaire.

Puisque ni les largesses du gouvernement ni la charité ne subviendront vraisemblablement à ceux qui ne peuvent se subvenir eux-mêmes, nous devrions chercher d'autres options. Une direction prometteuse est le renouveau des sociétés d'entraide mutuelle, qui reçoivent des cotisations puis les utilisent pour aider ceux dans le besoin. Au moins en théorie, de telles organisations sont largement meilleures que l'aide gouvernementale ou les organisations caritatives. Ceux qui sont aidés n'ont pas besoin d'abandonner leur dignité, et peuvent survivre aux périodes difficiles sans être stigmatisés.

Pour se sortir intact des périodes de grand besoin, la seule approche raisonnable, il me semble, est de former des communautés qui soient assez fortes et cohésives pour procurer le bien-être à tous ses membres, assez grandes pour être pleines de ressources, et cependant assez petites pour que les gens puissent avoir des relations directes, et pour prendre une responsabilité directe dans le bien-être de chacun.

### **L'effondrement social**

#### **Avant**

Solidarité

Aide mutuelle

Groupes de voisins

Diversité

#### **Après**

Chacun pour soi

Confrontation

Bandes errantes

Nettoyage ethnique

Si cet effort échoue, alors la perspective devient en effet désespérée. J'aimerais souligner, une fois de plus, que nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter ce stade d'effondrement. Nous pouvons laisser le système financier, le secteur commercial et la plupart des institutions gouvernementales s'effondrer, mais pas cela.

Ce qui rend cela particulièrement délicat est que l'existence de la finance et du crédit, de la société de consommation, et de la loi et de l'ordre imposés par le gouvernement ont permis à la société — dans le sens d'une aide mutuelle directe et d'une responsabilité librement acceptée pour le bien de chacun — de s'atrophier. Ce processus de déclin social est peut-être moins avancé dans des groupes qui ont survécu à une récente adversité : les groupes d'immigrants et les minorités, ou les gens qui ont servi ensemble dans les forces armées. Les instincts qui sous-tendent ce comportement sont forts, et ils sont ce qui nous a permis de survivre en tant qu'espèce, mais ils ont besoin d'être réactivés à temps pour créer des groupes assez cohésifs pour être viables.

## Stade 5 : L'effondrement culturel

*La foi dans la bonté de l'humanité est perdue. Les gens perdent leur capacité « de gentillesse, de générosité, de considération, d'affection, d'honnêteté, d'hospitalité, de compassion, de charité\* ».*

\* Colin Turnbull, *Les gens de la montagne*<sup>17</sup>.

Note Colin Turnbull<sup>17</sup>

La culture peut signifier un très grand nombre de choses pour les gens, mais ce que j'entends par là est un élément spécifique très important de la culture : comment les gens s'entendent face à face. Prenez l'honnêteté, par exemple : les gens l'exigent-ils d'eux-mêmes et des autres, ou ressentent-ils comme acceptable de mentir pour obtenir ce que l'on veut ? Tirent-ils de la fierté de ce qu'ils ont ou de ce qu'ils peuvent donner ? J'ai tiré cette liste de vertus de Colin Turnbull, qui a écrit un livre sur une tribu dans laquelle la plupart de ces vertus étaient à peu près entièrement absentes. L'idée de Turnbull était que ces vertus personnelles étaient aussi presque toutes détruites dans la société occidentale, mais que pour le moment leur absence était masquée par les institutions impersonnelles de la finance, du commerce et du gouvernement.

Je crois que Turnbull a raison. Notre monde est un monde froid, dans lequel les citoyens sont théoriquement tenus de se débrouiller par eux-mêmes, mais ne peuvent survivre en réalité que grâce aux services impersonnels de la finance, du commerce et du gouvernement. Cela ne nous laisse pratiquer ces vertus chaleureuses que parmi notre famille et nos amis. Mais c'est un début, et à partir de là nous pouvons étendre ce cercle de chaleur pour inclure de plus en plus de gens qui comptent pour nous et nous pour eux.

### L'effondrement culturel

#### Avant

Nous pouvons nous identifier nous-mêmes et l'un à l'autre

#### Après

Nous ne pouvons plus identifier ni soi-même ni l'autre

Dans son extraordinaire livre sur l'héritage du colonialisme européen, Exterminez toutes ces brutes, Sven Lindqvist<sup>18</sup> fait l'observation stupéfiante que la violence rend méconnaissable. L'agresseur, qu'il soit actif ou passif, devient un étranger.

La violence n'a pas à être physique. Une forme subtile de violence mentale qui abonde dans notre monde est l'acte de refuser de reconnaître l'existence d'une personne. Nous pouvons croire que passer près des gens sans rencontrer leur regard nous met plus en sécurité. C'est certainement vrai si notre regard est vide ou indifférent, et il vaut mieux alors détourner le regard que de regarder, et dire en effet : Je ne te reconnais pas. Cela ne met certainement pas plus en sécurité. Mais si votre regard dit : je te vois, ça va, ou même : je te reconnais, alors l'effet est tout à fait opposé. Les chiens comprennent parfaitement bien ce principe, et les gens le devraient aussi.

#### Des raisons de se réjouir

- Tous les stades ne sont pas à cent pour cent inévitables
- Un rétablissement partiel après l'effondrement peut être possible
- Le minutage relatif des stades peut varier
- Certains endroits peuvent être stabilisés
- Laisser s'effondrer une chose condamnée est bien

Quand je faisais une tournée des radios pour promouvoir mon livre, nombre des jacasseurs des radios AM qui m'interrogeaient résumaient l'entretien avec quelque chose comme : Alors noir c'est noir, il n'y a plus d'espoir, n'est-ce pas ?<sup>19</sup> Et j'avais alors quinze secondes pour une réfutation. Donc, voici ma réfutation standard de quinze secondes : Non, mon message est en fait complètement optimiste. Je veux faire savoir aux gens qu'ils peuvent trouver des manières de mener une vie heureuse et épanouissante alors même que ce système condamné s'effrite tout autour d'eux. Ici, je peux vous donner une réponse plus longue.

Je crois que le système financier pyramidal et le consumérisme global sont finis. Mais je pense que ne pas avoir de gouvernement du tout n'est pas une option. Oubliez les subventions, oubliez les bases militaires sur le sol étranger, oubliez le cirque à trois rangs qui passe pour de la démocratie représentative ici, mais nous aurons toujours besoin d'agences pour imprimer les passeports, contrôler les réserves nucléaires, ainsi que tant d'autres services terre-à-terre mais essentiels que seul un gouvernement central peut fournir. Pour le plupart des autres besoins, l'auto-gouvernement local est peut-être le mieux que nous puissions faire, et cela pourrait ne pas être mal du tout.

L'effondrement commercial n'est pas nécessairement définitif. Il est tout à fait possible qu'une nouvelle économie émerge spontanément, sans toutes les fioritures et les déchets, mais capable de satisfaire la plupart des besoins de base. Dans les endroits qui sont socialement et culturellement intacts, c'est pratiquement inévitable, puisque les gens se

prennent en charge et commencent à faire le nécessaire sans attendre d'autorisation officielle.

En ce qui concerne l'effondrement social et culturel, comme je l'ai déjà mentionné, il s'est déjà produit à un certain degré, mais il est masqué, pour l'instant, par la disponibilité des finances, du commerce et du gouvernement. Mais il peut être défait, pas partout bien sûr, mais dans pas mal d'endroits, parce que les instincts sont là, et une terrible épreuve commune peut être le catalyseur qui change la société, l'amenant plus près de la norme humaine.

#### Des attentes raisonnables

- Se battre bec et ongle pour préserver le *statu quo* est un exercice pour les imbéciles et les fous
- Certains éléments du *statu quo* peuvent être assignés à la destruction et activement ignorés
- L'effondrement peut être le paradis ou l'enfer, selon la force de la société et de la culture

Savoir à quoi s'attendre peut nous procurer de la tranquillité d'esprit, même en plein milieu de l'effondrement. Se vautrer dans la nostalgie du bon vieux temps, ou nier que des changements radicaux sont devant nous : ces réactions sont absolument malsaines.

Si nous savons ce qui approche, nous pouvons commencer à ignorer les choses sur lesquels nous ne pourrions pas compter. Si nous faisons cela suffisamment, nous pouvons nous retrouver dans un monde différent, et très possiblement meilleur, plutôt rapidement. Voici un exemple personnel. Il y a quelques années, j'ai décidé d'abandonner la voiture, la trouvant tout à fait inconfortable, et j'ai commencé à aller en bicyclette à la place. Cela n'a pas été si facile au début, mais une fois que je m'y suis habitué, une chose étrange est arrivée à ma perception : j'ai commencé à voir les voitures très différemment. En route pour le travail le matin, je passais le long d'une section d'autoroute qui était toujours encombrée de voitures. Quand vous êtes un conducteur, vous voyez cela comme normal, parce que vous faites partie de ce troupeau d'insectes mécanisés. Mais ce que je voyais était des boîtes en tôle avec des gens emprisonnés à l'intérieur, attachés à un fauteuil dans une minuscule cellule capitonnée, et la plupart de ces pauvres fous n'étaient que l'image de la souffrance : une foule solitaire, furieuse et désespérée, condamnée à tourner en rond. Alors je m'éloignais en pédalant joyeusement, à travers un parc et autour d'une mare, et je laissais cet horrible monde mourant derrière moi.

Et c'est ainsi avec beaucoup de choses. Nous pouvons attendre jusqu'à ce que le style de vie qui est en train de tuer la planète et de nous rendre dingues et malades ne soit plus

physiquement possible, ou nous pouvons l'abandonner avant son temps. Et ce par quoi nous le remplacerons peut-être difficile au départ, mais considérablement mieux pour nous à la fin.

#### **Des attentes raisonnables**

- Le stade 1 – l'effondrement financier – est assuré de se produire
- Ce n'est pas une question de liquidité, c'est une question de solvabilité
- Les gouvernements ne peuvent pas absorber tout le mauvais risque sans devenir insolvables
- Imprimer plus d'argent n'aidera pas

Alors, résumons nos découvertes. L'effondrement financier est déjà bien engagé, et il est assuré de suivre son cours. Les renflouements peuvent faire paraître solvables les institutions insolvables pendant un moment en fournissant des liquidités, mais une chose qu'ils ne peuvent fournir est la solvabilité. Par exemple, peu importe à quel point nous renflouons les constructeurs d'automobiles, fabriquer davantage de voitures sera toujours une mauvaise idée. Similairement, peu importe combien d'argent nous donnons aux banques, leurs portefeuilles de prêts, surchargés de maisons construites dans des endroits inaccessibles sauf en voiture, finiront toujours par être sans valeur. En nationalisant continuellement les mauvaises dettes, le pays va se transformer en un débiteur risqué, et les prêteurs étrangers vont s'en aller. L'hyperinflation et la perte des importations suivront.

#### **Des attentes raisonnables**

- Le stade 2 – l'effondrement commercial – est assuré de se produire ; le taux et la profondeur de l'effondrement peuvent varier
- Les deux tiers du pétrole sont importés – à crédit ! sans cela au moins les deux tiers de l'économie s'arrêtent
- De nouvelles façons de faire du commerce, plus économiques, peuvent émerger spontanément

L'effondrement commercial est assuré de se produire. L'une des importations clef est le pétrole, et ici la perte des importations causera l'arrêt d'une grande partie de l'économie, parce que dans ce pays rien ne bouge sans le pétrole. Mais il devrait être possible de

trouver des manières nouvelles, beaucoup moins consommatrices d'énergie, de satisfaire les besoins de base.

#### **Des attentes raisonnables**

- Le stade 3 – l'effondrement politique – est assuré de se produire
- La politique locale aura la plus grande importance
- De nombreuses municipalités sont déjà en détresse, en raison de la chute des rentrées fiscales
- Les politiciens sont déterminés à dépenser l'argent qu'ils n'ont pas

L'effondrement politique est également garanti. À mesure que les recettes fiscales s'amenuiseront, les municipalités et les États ne pourront plus répondre aux exigences minimales d'entretien des infrastructures existantes : routes, ponts, canalisations d'eau et d'égout, et ainsi de suite. Les services municipaux, y compris la police, les pompiers, le déneigement et le ramassage des ordures, seront restreints ou éliminés. Les communautés les mieux organisées pourront trouver des façons de compenser, mais beaucoup de communautés deviendront incirculables et inhabitables, générant une vague de réfugiés intérieurs.

Actuellement, la classe politique ne pourrait pas être plus éloignée de comprendre ce qui est sur le point d'arriver. J'ai prêté l'oreille à l'un des récents débats présidentiels (je n'ai pas de poste de télévision, mais j'en ai attrapé un bout sur NPR<sup>20</sup>). J'ai été frappé que les deux candidats passent la plupart du temps à discuter des façons de dépenser l'argent qu'ils n'ont pas. Pour moi, les écouter était perdre un temps que je n'avais pas. Je suppose que mon livre se vendrait mieux si McCain était élu ; néanmoins, j'ai choisi de rester altruïstement apolitique. La politique nationale est une distraction et une perte de temps.

En fait, je devrais être satisfait. Il y a quelques temps, j'ai proposé un saugrenu Parti de l'effondrement. Le programme du Parti de l'effondrement comprenait des propositions telles que la libération des prisonniers pour dégraisser la population carcérale avant qu'une amnistie générale devienne nécessaire en raison du manque de fonds, un jubilé — l'effacement de toutes les dettes — pour effacer l'ardoise de tous ces mauvais prêts, et quelques autres. D'autre part, je suggérais qu'il serait une bonne idée de cesser de fabriquer de nouvelles voitures — usons simplement celles que nous avons déjà, et nous manquerons de voitures juste en même temps que nous manquerons d'essence. Je suis heureux de signaler que cette année a été une année faste pour le Parti de l'effondrement. Sans mettre sur le terrain un seul candidat, nous sommes parvenus à

faire passer une grande partie de notre plan : de nombreux États sont en train de relâcher des prisonniers en raison de la crise fiscale, le gouvernement fédéral s'implique maintenant pour éviter les saisies, une énorme déduction des dettes de cartes de crédit est en préparation (pas tout à fait un jubilé, et pourtant...) et à présent les fabricants d'automobiles sont prêts à fusionner ou à se déclarer en faillite. L'année prochaine, peut-être que nous rapatrierons les troupes et fermerons nos bases militaires à l'étranger, en ligne aussi avec le programme du Parti de l'effondrement.

#### **Des attentes raisonnables**

- Le stade 4 – l'effondrement social – est assuré de se produire partout où la société est complètement dépendante de la finance, du commerce, ou du gouvernement
- Il peut être prévenu dans les endroits où la société dépend de l'entraide mutuelle, de l'interdépendance physique, et de l'auto-gouvernement

Poursuivant notre récapitulatif, je vois l'effondrement social comme évitable, mais pas partout. Dans beaucoup d'endroits, la tâche est de reconstituer la société avant que les trois premiers stades aient suivi leur cours, et il est peut-être déjà trop tard. Mais c'est là que nous avons besoin de résister, ne serait-ce que pour laisser le souvenir de plus que la somme totale de nos erreurs.

#### **Des attentes raisonnables**

- Le stade 5 – l'effondrement culturel – a déjà suivi son cours dans certaines parties de la société ; mais des circonstances désespérées peuvent catalyser des changements positifs
- Il est peut-être possible de créer, d'imiter ou d'importer des sous-cultures viables (communautés immigrantes, amish, mennonites<sup>21</sup>, communes hippies, loges et ordres, etc.)

#### **Note amish & mennonites<sup>21</sup>**

Enfin, l'effondrement culturel est quelque chose qui est presque trop horrible à envisager, sauf qu'à certains endroits il semble s'être déjà produit, et qu'il est masqué par les institutions variées qui existent encore, pour l'instant. Mais je crois que beaucoup de gens se réveilleront et se souviendront de leur humanité, la meilleure part de leur nature, quand des circonstances désespérées les forceront à se montrer à la hauteur.

Et aussi, il y a des poches de culture intactes ici et là qui peuvent être utilisées comme une sorte de réserve de graines de culture. Ce sont des communautés et des groupes qui ont connu une certaine adversité à des époques récentes, et ont gardé une certaine cohésion sociale de cette expérience. Ils peuvent être aussi ceux qui ont pris certaines décisions conscientes, pour simplifier leur mode de vie de façon à mener une vie plus saine, plus épanouissante. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter ce stade final de l'effondrement, parce que ce qui est en jeu n'est rien de moins que notre humanité.

#### Les réactions

- Stade 1 : Vivre sans avoir besoin (de beaucoup) d'argent
- Stade 2 : Subvenir aux besoins de base
- Stade 3 : Auto-gouvernement local
- Stade 4 : Communauté cohésive, responsabilité mutuelle
- Stade 5 : Vertus humaines classiques

J'espère que, si vous avez suivi tout le long, à ce point la diapositive est explicite. L'effondrement n'est pas une chose monolithique. Chaque genre d'effondrement requiert une réaction, que ce soit l'esquiver à l'avance, ne pas y participer, ou s'y opposer avec tout ce que l'on a. À ce point, si quiconque dans cette salle se levait et essayait de nous dire que faire pour éviter l'effondrement financier, nous trouverions probablement cela très drôle. D'un autre côté, si nous attendons et que nous laissons l'effondrement social et culturel se dérouler, à quoi bon tout cela ?

C'est tout. Merci de votre écoute.

*Traduit et reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur. Les notes en marge sont du traducteur.*

Source : [Orbite.info](http://Orbite.info)

### **ARTICLE NON PUBLIÉ DE 2012:**

## **The American Collapse :**

### **1 Américain sur 7 dépend de l'aide alimentaire**

**Le Yéti Publié le 04/02/2012 [Traduction : Olivier Berruyer, Laurent et Frédéric]**

« Migrant Mother », portrait d'une fermière pendant la Grande Dépression aux États-Unis (Dorothea Lange/Bibliothèque du Congrès)

Pendant que la propagande officielle nous bassine avec la prétendue [baisse du chômage aux Etats-Unis](#) (une [belle escroquerie](#), celle-là ! ), le site [The Economic Collapse](#) (l'effondrement économique in french) balance cinquante chiffres « incroyable » sur une réalité bien loin du sénéscent « rêve américain ».

Citation in extenso :

#1 [48%](#) des Américains sont considérés comme ayant de « faibles revenus » ou vivant dans la pauvreté.

#2 Approximativement [57%](#) des enfants des Etats-Unis vivent dans des foyers à « faibles revenus » ou sous le seuil de pauvreté.

#3 Si le nombre d'Américains « ayant ou désirant un emploi » étaient aujourd'hui le même qu'en 2007, le taux de chômage officiel selon le gouvernement serait de [11%](#).

#4 La durée moyenne de chômage entre deux emplois pour un actif américain est [de 40 semaines](#).

#5 Une étude récente a montré que [77%](#) des PME ne prévoient pas d'embaucher.

#6 Il y a aujourd'hui [moins d'emplois salariés aux Etats-Unis qu'en 2000](#), alors que la population a augmenté de 30 millions de personnes.

#7 Depuis décembre 2007, le revenu médian aux Etats-Unis a diminué de [6,8%](#) compte tenu de l'inflation.

#8 Selon le Bureau of Labor Statistics, 16,6 millions d'Américains étaient des travailleurs indépendants en décembre 2006. Aujourd'hui, leur nombre a chuté à [14,5 millions](#).

#9 Un sondage effectué cette année a montré qu'environ [20%](#) des Américains ayant un emploi se considèrent comme sous-employés.

#10 Selon [Paul Osterman](#), environ [20%](#) des adultes travaillent pour une rémunération au niveau du seuil de pauvreté.

#11 En 1980, [moins de 30%](#) des emplois aux USA étaient à bas salaires. Aujourd'hui, [plus de 40%](#) des emplois sont à bas salaires.

#12 En 1969, 95% des hommes entre 25 et 54 ans avaient un emploi. En Juillet 2011, seulement [81,2%](#) des hommes de cette tranche d'âge avaient un emploi.

#13 Une étude récente a montré que [1 Américain sur 3](#) serait incapable de payer la mensualité de son emprunt immobilier ou le loyer du mois prochain s'il perdait soudainement son emploi.

#14 La Réserve fédérale a récemment annoncé que le capital net des ménages américains avait diminué de [4.1%](#) au cours du seul 3<sup>e</sup> trimestre 2011.

#15 Selon une étude récente, menée par BlackRock Investment Institute, le ratio dette des ménages sur revenus des ménages est de [154%](#).

- #16** En 2011, l'économie a ralenti et le nombre de mariages avec. Selon Pew Reserch Center analysis, seuls 51% des Américains majeurs sont actuellement mariés. En 1960, ils étaient 72%.
- #17** L » US Postal Service a perdu 5 milliards de dollars l'an passé.
- #18** A Stockton, Californie, les prix de l'immobilier ont baissé de 64% comparé au pic.
- #19** L'Etat du Nevada a enregistré le plus important taux de saisie immobilière du pays pendant 59 mois consécutifs.
- #20** Si vous arrivez à y croire, le prix moyen d'une habitation à Detroit est maintenant de 6 000 dollars seulement.
- #21** Selon le US Census Bureau, 18% des habitations de l'Etat de Floride sont vacants. C'est 63% de plus qu'il y a dix ans.
- #22** La construction d'habitations neuves aux USA est sur le point d'atteindre son plus bas niveau historique.
- #23** 19% des Américains de 25 à 34 ans vivent chez leurs parents.
- #24** Les factures d'électricité aux USA ont augmenté plus vite que le taux de l'inflation pendant 5 années consécutives.
- #25** Selon le Bureau of Economic Analysis, les dépenses de santé comptaient pour 9,5% du total des dépenses personnelles en 1980. Aujourd'hui, elles comptent pour environ 16,3%.
- #26** Une étude a montré qu'approximativement 41% des actifs avaient des problèmes à payer leurs factures de santé ou ont actuellement un emprunt pour y faire face.
- #27** 1 Américain sur 7 possède au moins 10 cartes de crédit
- #28** Les Etats-Unis dépensent environ 4 dollars en produits et services chinois pour chaque dollar que la Chine dépense en produits et services américains.
- #29** La prévision pour le déficit commercial des Etats-Unis en 2011 est de 558 milliards de dollars.
- #30** La crise des retraites aux Etats-Unis continue d'empirer. Selon le Employee Benefit Research Institute, 46% des actifs ont moins de 10 000 dollars d'épargne pour leur retraite, et 29% des actifs ont moins de 1 000 dollars d'épargne retraite.
- #31** Aujourd'hui, 1 personne âgée sur 6 vit sous le seuil de pauvreté.
- #32** Selon une étude qui vient de paraître, les revenus des PDG des plus grosses entreprises américaines ont augmenté de 36,5% sur les douze derniers mois.
- #33** Aujourd'hui, les banques « too big to fail » (trop grosses pour faire faillite) sont plus grandes que jamais. Le total des actifs des six plus grandes banques américaines a progressé de 39% entre le 30 septembre 2006 et le 30 septembre 2011.

#34 Les six héritiers du fondateur de Wall-Mart, Sam Walton, ont un capital net presque équivalent à celui des [30% des Américains les plus pauvres](#).

#35 Selon une analyse des données du Census Bureau, faite par le Pew Research Center, le capital médian des ménages de plus de 65 ans est [47 fois plus important](#) que le capital médian des ménages de moins de 35 ans.

#36 [37%](#) des ménages américains de moins de 35 ans ont un capital de 0\$ ou moins.

#37 Le pourcentage d'Américains vivant dans [l'extrême pauvreté](#) (6,7%) a atteint un nouveau record.

#38 Le nombre d'enfants sans-abris aux Etats-Unis est désormais [33%](#) plus élevé que ce qu'il était en 2007.

#39 Depuis 2007, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté de [30%](#) dans l'Etat de Californie.

#40 Tristement, la [pauvreté infantile](#) a littéralement explosé partout aux États-Unis. Selon le « National Center for Children in Poverty », [36,4%](#) des enfants vivants à Philadelphie vivent dans la pauvreté, [40,1%](#) à Atlanta, [52,6%](#) à Cleveland et [53,6%](#) à Detroit.

#41 Aujourd'hui 1 Américain sur 7 (et [1 enfant sur 4](#)) dépend de l'aide alimentaire.

#42 En 1980, les prestations sociales représentaient [11,7%](#) des revenus. Aujourd'hui elles représentent plus de 18% des revenus

#43 [48,5%](#) des Américains reçoivent des aides du gouvernement. En 1983, seulement 30% en bénéficiaient.

#44 Actuellement, les dépenses du gouvernement fédéral représentent [24%](#) du PIB. En 2001, elles représentaient seulement 18%.

#45 Pour l'année fiscale 2011, le gouvernement fédéral a enregistré un déficit budgétaire de presque [1 300 milliards](#) de dollars. C'est la troisième année consécutive que le déficit budgétaire dépasse les 1 000 milliards de dollars.

#46 Si Bill Gates donnait toute sa fortune jusqu'au dernier centime au gouvernement, cela couvrirait seulement [quinze jours de déficit budgétaire](#).

#47 Le gouvernement des Etats-Unis a accumulé une dette totale de [15 000 milliards de dollars](#). Quand Barack Obama est devenu président, la dette nationale était de 10 600 milliards de dollars.

#48 Si le gouvernement fédéral commençait à l'instant même à rembourser la dette nationale au rythme de un dollar par seconde, il faudrait [440 000 ans](#) pour effacer la dette.

#49 La dette nationale a progressé en moyenne de [4 milliards de dollars](#) par jour depuis le début de l'administration Obama.

#50 Pendant la présidence de Barack Obama, le gouvernement américain a plus augmenté la dette que pendant la période allant de [l'investiture de George Washington à celle de Bill Clinton](#).

**ARTICLE NON PUBLIÉ DE 2012:**

## **États-Unis: la grande illusion de la réindustrialisation**

**Diane Bérard . les affaires.com . 24-02-2012**

BLOGUE. Obama veut [réduire l'impôt des entreprises de 7 points](#), pour le faire passer de 35% à 28%. Il réserve toutefois un traitement de faveur aux manufacturiers qui, eux, auraient un taux de 25%.

Cette proposition, qui doit être approuvée par le Congrès, s'inscrit dans le foulée du récent discours sur l'état de l'Union. Obama veut "réindustrialiser" les États-Unis. La France veut réindustrialiser la France. La Grande-Bretagne veut réindustrialiser la Grande-Bretagne. Le Canada veut réindustrialiser le Canada. On veut des usines!

Cette obsession de la réindustrialisation est d'abord celle de la lutte au chômage. La quête des emplois perdus.

LA question, telle que posée par [Michael W. Klein](#), ex économiste en chef au Bureau des affaires étrangères:

“ à qui profitent les politiques de soutien au secteur manufacturier: aux travailleurs ou aux entrepreneurs?”

Le but ultime de la réindustrialisation est de créer des emplois et, surtout, d'en redonner aux chômeurs. Or, rien ne prouve que c'est ce qui se produira si on mise sur la réindustrialisation. Voici la situation aux États-Unis.

Depuis la récession, il s'est créé 300 000 nouveaux emplois dans le secteur manufacturier, soit 8% des nouveaux emplois totaux.

Dans les années 80, le secteur manufacturier représentait 21% de l'emploi total. Aujourd'hui, il compte pour 9%.

Aujourd'hui, aux États-Unis, on compte 5,5 millions d'emplois manufacturiers de moins qu'en juillet 2000 et 12 millions de moins qu'en 1990.

Mais, pendant qu'on a sabré dans les emplois manufacturiers, la valeur ajoutée du secteur, elle, a grimpé de 40%. Au troisième trimestre de 2011, les profits des entreprises américaines atteignaient 2 billions de dollars, soit 19% de plus que le niveau pré-récession. En tenant compte de l'inflation, le salaire horaire des travailleurs, lui, n'a pas bougé.

Bref, il sort des usines une production à plus grande valeur ajoutée fabriquée avec de moins en moins d'employés dont le salaire ne bouge pas. Qui donc profite des mesures

incitatives gouvernementales destinées au secteur manufacturier?

Supposons que l'on arrive à réindustrialiser les États-Unis, les emplois qu'on en tirera seront non seulement moins nombreux qu'avant mais ils n'offriront jamais le niveau et la qualité de vie de ceux qu'ils remplacent.

L'économiste [Robert Reich](#), secrétaire du travail sous Bill Clinton, attribue ce déclin au recul du syndicalisme. Dans les années 50, souligne-t-il, le tiers des travailleurs Américains était représenté par un syndicat. Aujourd'hui, moins de 7% des employés du secteur privé appartient à un syndicat.

Le déclin des syndicats est un dossier complexe sur lequel je ne m'étendrai pas. Il est toutefois évident que les conditions de travail liées aux nouveaux emplois manufacturiers non-syndiqués ne pourront se comparer à celle de l'âge d'or du syndicalisme.

Tout cela pour dire que compte tenu:

- du poids que le secteur manufacturier occupe désormais dans l'économie;
- du nouvel éco-système de travail;
- de la robotisation des usines

La réindustrialisation des États-Unis ne pourra pas produire le miracle attendu. Il faudrait peut-être éviter d'en faire l'unique bouée de sauvetage. Les stratégies économiques devraient s'inspirer des principes de l'investissement: diversification!

On confond le but et le moyen: le but n'est pas de ravoir un secteur manufacturier mais bien de retrouver de bons emplois qui permettent de bien vivre.

Saviez-vous que pour chaque dollar gagné aux États-Unis au cours du troisième trimestre de 2011, à peine 44 cents ont été alloués aux salaires? La plus petite proportion depuis 1947.

Dans ce contexte, accorder des baisses d'impôts privilégiées aux entreprises manufacturières américaines, et se priver de revenus, est-il une décision optimale? Cette mesure contribuera-t-elle à résoudre le principal problème de l'économie américaine soit son taux de chômage?



**La crypto-monnaie Bitcoin consomme plus d'électricité que 159 États dans le monde**

Par [Sarah Sermondadaz](#) le [29.11.2017](#) Science et Avenir

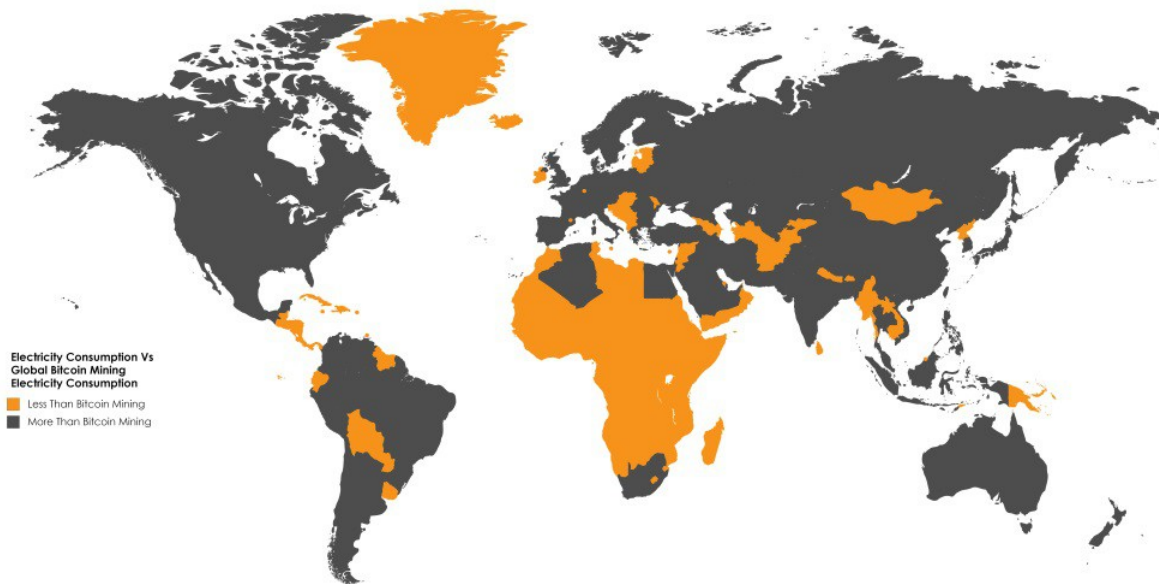
**[NYOUZ2DÉS: plusieurs pays, tel le Canada, étudient en ce moment même la possibilité de supprimer les monnaies papier pour les remplacer par des monnaies virtuelle de type blockchain, comme le bitcoin. Il y a très peu de bitcoin dans le monde (par rapport à la taille de l'économie mondiale) et sa consommation électrique est déjà prohibitive. Imaginez maintenant une monnaie américaine virtuelle de type bitcoin. Mission impossible.]**

**Le cours du Bitcoin s'envole... et son coût énergétique aussi. Une étude révèle que la crypto-monnaie a nécessité 30,25 TWh d'électricité en 2017, une consommation supérieure à celle de 159 pays.**



***Une unité de Bitcoin vaut désormais plus de 10.000 dollars. Un envol spectaculaire qui n'est pas sans conséquences sur sa consommation d'électricité.***

Portée par la spéculation, la valeur de la crypto-monnaie [Bitcoin](#) a dépassé la barre des 10.000 dollars (environ 8.400 euros) par unité [fin novembre 2017](#). Mais en même temps que son cours monétaire, c'est aussi sa consommation électrique qui s'envole. Un phénomène qui tient avant tout à la nature décentralisée de la crypto-monnaie (et en particulier de la technologie *blockchain*) : chaque échange financier doit être validé par les différents ordinateurs du réseau qui sont intervenus plus tôt dans la chaîne de transactions. Cela passe par le calcul d'une preuve cryptographique, exigeant une grande puissance de calcul. Au total, 30,25 TWh ont été consommés pour le Bitcoin cette année, soit une puissance instantanée de 3,4 GW. Cela représente plus que la consommation nationale de 159 pays (représentés ci-dessous), dont par exemple le Maroc, la Hongrie, ou encore le Liban ! C'est ce que [relate une étude du site Digiconomist](#), s'appuyant sur les [derniers chiffres de l'Agence internationale de l'Energie](#).



Source: <https://powercompare.co.uk/bitcoin/>

*Carte des 159 pays qui consomment moins d'électricité que le Bitcoin / [Cliquez ici pour voir l'infographie en plein format](#)*

## **Un réseau décentralisé qui consomme plus que les transactions bancaires classiques**

Le Bitcoin ne représenterait toutefois que 6,74% de la consommation électrique française, mais il faut rappeler que la France est le 10e pays à consommer le plus d'électricité au monde, derrière la Corée du Sud et devant le Royaume-Uni, [selon des chiffres de 2014](#). Mais la même comparaison, appliquée à d'autres pays, est moins flatteuse : le réseau de crypto-monnaie représenterait plus de 41% de la consommation électrique autrichienne et plus de 2000% (!) celle du Mali. Mais moins d'1% de celle de la Chine, le pays qui recense le plus de "fermes à Bitcoin"...

**INCITATION.** Qu'appelle-t-on une "ferme" (ou mine) de Bitcoin ? En réalité, le calcul de la preuve cryptographique, qui sert à attester de la validité d'une transaction et de s'assurer qu'elle n'a pas été falsifiée par un petit malin (qui pourrait par exemple chercher à s'octroyer un crédit de Bitcoins) en remontant l'historique des transactions précédentes, peut être réalisé par n'importe quel ordinateur. Au bout d'un [certain nombre de validations](#), l'ordinateur reçoit une récompense en Bitcoin. Une sérieuse incitation qui a présidé à la création, au cours des 5 dernières années, de réseaux d'ordinateur exclusivement dédiés à cette fin... Mais l'opération n'est rentable que tant que le cours du Bitcoin est haut, et le coût de l'électricité suffisamment faible. Aujourd'hui, en moyenne, ces "cyber-mineurs" doivent ainsi reverser [60% de leurs gains en approvisionnement d'électricité](#).

## **Plus énergivore que les transactions bancaires classiques**

C'est ainsi la structure même de la technologie *blockchain* qui la rend à ce point

énergivore. Afin de prouver ce point, Digiconomist a comparé le coût du Bitcoin à celui d'un système de transaction bancaire classique comme VISA. Résultat : la consommation électrique du Bitcoin équivaut à environ 56 fois celle du système VISA ! Et ce, sans même corriger le calcul par le nombre de transactions réalisées, plus important pour Visa. À méditer, à l'heure où l'on présente la blockchain comme révolutionnaire : les réseaux décentralisés ne feront des merveilles qu'à condition de concevoir de nouveaux algorithmes de validation plus efficaces.

## Les médias et le changement climatique : diffuser correctement l'information, mission impossible ?

Jean-Marc Jancovici 1 août 2012



### Le pouvoir des journalistes

Peut-on se passer des journalistes pour parler de changement climatique ?

Quelques généralités sur le fonctionnement d'un média

Le dossier du changement climatique est-il simple ?

D'où viennent les journalistes (qui parlent éventuellement de changement climatique) ?

Quels journalistes parlent de changement climatique ?

Combien de journalistes parlent de changement climatique ?

La presse est-elle vraiment indépendante ?

Quel recours a-t-on quand il y a « une bêtise » dans le journal ?

Quelle conclusion tirer de tout cela ?

## **Le pouvoir des journalistes**

*« L'empire des journaux doit croître à mesure que les hommes s'égalisent. »*

Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, tome II, 1840.

Il est assez fréquent que, à la fin d'une conférence, on me demande comment il se fait que « on ne soit pas au courant » de ce dont je fais état, tellement cela semble énorme. L'abondance des combustibles fossiles peu chers, qui fonde toute notre civilisation moderne, pourrait prendre fin d'ici quelques décennies, et le changement climatique pourrait peser gravement sur le confort de vie – voire sur la survie – de nos (arrière-)petits enfants, et « cela ne serait pas dans le journal » : comment est-ce possible

? Bien évidemment, une fraction de l'assistance commence alors à chercher des embryons d'explication – ou des coupables possibles ! – et plusieurs suppositions reviennent très souvent dans les propos :

- les [scientifiques](#) ne font pas ce qu'il faut pour que le dossier soit suffisamment vulgarisé,
- les politiques ont peur de tenir le « discours vérité », et « ils savent » mais n'en disent rien.

Ce qui m'étonne le plus, ce n'est pas que ces deux affirmations soient largement infondées. Le changement climatique offre un rare exemple de tentative de transfert de connaissances organisé à une très large échelle, via le [GIEC](#), entre le [milieu scientifique](#) et le milieu des « décideurs » (on ne peut donc pas accuser les scientifiques de ne pas « faire ce qu'il faut »), et – malgré cela, pourrait-on dire – l'immense majorité des politiques que j'ai croisés ou pour lesquels j'ai des informations de première main ne sait rien – ou pas grand chose – du dossier énergéto-climatique (c'est vrai à gauche comme à droite).

Non, ce qui m'étonne le plus, c'est que les médias soient très souvent oubliés quand on s'interroge sur la transmission de l'information, alors que c'est précisément leur rôle ! Car, en effet, qui a pour fonction de faire passer l'information d'une population de scientifiques et d'experts, qui fait quelques centaines de personnes pour la France, et quelques dizaines de milliers à l'échelle de la planète, à la population dans son ensemble, qui représente 100.000 fois plus, et dont les élus ne sont que les représentants, généralement pas mieux informés que la moyenne ?

Une anecdote illustrera mieux que de longs discours cet oubli fréquent des médias dans la manière dont nous sommes informés. Je me rappelle avoir lu, il y a quelques années (j'ai hélas perdu la référence exacte), le résultat d'un sondage où l'on demandait aux Français à qui ils faisaient confiance pour les informer. Les ONG recueillaient 80% d'opinions positives, et la presse (ou les médias, je ne sais plus), plafonnaient à 30%. Mais, me suis-je demandé à l'époque, par qui les Français sont-ils informés de la position des ONG... si ce n'est par les médias ?!?! La bonne logique aurait donc voulu que ce que racontent les ONG dans les médias ne soit pas crédité d'un taux de confiance supérieur à celui accordé à « la presse » en général...

### **Peut-on se passer des journalistes pour parler de changement climatique ?**

Il est bien sûr possible de faire passer de l'information sur le sujet sans être directement dans le journal, et d'aucuns ne s'en privent pas :

- On peut faire des conférences (cela tombe bien : j'en fais !). Supposons que je fasse une conférence par semaine (moins 6 semaines de vacances par an, quand même), pour un public moyen de 100 personnes, ce qui est à peu près le rythme actuel. A ma mort, disons dans 40 ans, j'aurai parlé en direct à 40 (ans)\*46

(semaines par an)\*100 (personnes par conférence) = 180.000 personnes environ, c'est à dire moins du cinquième du lectorat moyen d'un quotidien national. Il faudrait que je fasse plus de 2.000 ans de conférences pour toucher 10 millions de personnes, que le 20 heures de TF1 touche – en moyenne – tous les jours de la semaine ! Si chaque expert du changement climatique en France (admettons que je m'auto-adjuge ce titre, puisque tout le monde semble vouloir me le coller sur la bobine) fait de même, nous arriverons, sur toute la durée d'une vie, à une population touchée qui ne représente que le lectorat cumulé de quelques quotidiens pour un jour de semaine.

- On peut écrire un livre. Je l'ai aussi fait ; j'en ai même écrit ou co-écrit 7, ce qui démultiplie un peu, en théorie, la diffusion directe de l'information. Toutefois la vente cumulée de ces ouvrages est de l'ordre de 90.000 exemplaires à ce jour, ce qui ne correspond pas encore à une fraction notable de la population francophone (car mes (co-)oeuvres se vendent ailleurs qu'en France, si si). Il y a en outre des lecteurs communs aux six livres, et aussi un fort recouvrement avec les gens que j'ai en face de moi lors de conférences. Là encore, si chaque expert fait un bouquin (hélas [la production est bien plus faible](#)), nous allons atteindre 100.000 à 200.000 lecteurs au maximum (car il y a encore et toujours des recouvrements), soit moins de 0,3% de la population de notre pays : comme « diffusion large », on fera mieux.
- Il est loisible de construire un site Internet, et cela aussi, j'ai essayé : on peut ! Cela amène un « lectorat » plus important que les deux moyens cités ci-dessus. En régime de croisière ma prose réticulaire voit passer **un peu moins de 100.000 masochistes par mois (3.000 à 4.000 par jour)**. Cela me permet donc de diffuser environ 200.000 pages par mois en moyenne, ce qui représente à peu près 1.000 « équivalent bouquin » par mois (avec un bouquin à 200 pages). Cela étant, à la différence du livre, il y a des visiteurs qui reviennent plusieurs fois par mois, et qui reviennent même d'un mois sur l'autre : la population que je touche réellement ne se monte donc sûrement pas à 100.000 francophones par mois, et même par an ce n'est pas certain. Bien sûr je ne suis pas le seul à faire un site Internet, mais là encore on ne prête qu'aux riches : il y a très certainement un recouvrement significatif de mon « audience » avec les audiences des autres sites qui proposent de la vulgarisation sur le changement climatique.

En comparaison, environ 50% des Français de plus de 15 ans lisent régulièrement un quotidien, national ou régional (IPSOS, 2001). 4 titres dépassent les 2 millions de lecteurs quotidiens : L'Equipe (2,5 millions), Ouest France (2,2 millions), Le Monde (2,2 millions), et Le Parisien (2 millions avec la diffusion de Aujourd'hui en France). Et le journal télévisé de 20 heures de TF1 enfonce tout le monde, avec 10 millions de téléspectateurs quotidiens, devant celui de France 2 (environ 6 millions de téléspectateurs).

Il est donc évident que la grande majorité de mes concitoyens ne vont s'informer sur ce sujet, toute leur vie durant, qu'en lisant le journal, en écoutant la radio, ou en regardant la télévision. En d'autres termes, **l'essentiel des électeurs français** (et cette conclusion peut probablement s'appliquer à l'ensemble des habitants de la planète) **n'aura jamais rien d'autre, comme information sur le changement climatique et l'énergie, que ce que les journalistes en charge de ce sujet dans les divers médias auront souhaité – ou pu – leur dire.**

Qui s'intéresse à la diffusion large de l'information doit donc se demander, **avant tout**, si les journalistes font correctement la synthèse des éléments disponibles. Ont-ils pris le temps (ou ont-ils eu le temps) de bien comprendre ce qui leur est expliqué ? Nous présentent-ils les faits, ou leur conclusion personnelle à partir de ce qu'ils en ont compris ? Si c'est une conclusion qu'ils nous proposent (ce qui est en fait très souvent le cas), cette dernière est-elle basée sur une investigation suffisamment approfondie, ou bien se base-t-elle sur une information partielle, voire sur quelques slogans de-ci de-là ? Comment savoir, vu de l'extérieur, dans quelles conditions s'est faite l'élaboration de l'information ? Et enfin, quand le sujet traité comporte un volet technique important (ce qui, en matière d'[énergie](#) et de [changement climatique](#), est assurément le cas !), la formation – ou la culture – de nos amis des médias leur permet-elle d'être à l'aise dans la manipulation des informations qu'ils ont à traiter ?

Je n'ai bien sûr pas la prétention d'apporter une réponse définitive à toutes ces questions, et ici comme ailleurs il faut se garder de faire de son expérience personnelle une généralité. En outre le problème étant mondial, il serait logique que je cherche à obtenir des réponses à ces questions (sur la qualité du travail des journalistes) à l'échelle de la planète, et cela ne m'est pas possible. Les quelques éléments de réflexion qui figurent ci-dessous, tirés de ma maigre expérience personnelle, valent ce qu'ils valent pour tenter de faire comprendre les multiples limites de l'exercice en ce qui concerne la vulgarisation du dossier du changement climatique.

### **Quelques généralités sur le fonctionnement d'un média**

La première chose qu'il faut savoir est qu'une rédaction de média – cela vaut pour la télévision comme pour le journal – est avant tout un énorme centre de tri. Une rédaction reçoit quotidiennement beaucoup plus d'informations qu'elle ne peut en traiter (donc en synthétiser), sans même parler de ce qu'elle peut en diffuser, et de ce qu'il « faudrait qu'elle sache » sans avoir le temps – ou l'envie – d'aller l'apprendre (cela vaut particulièrement pour les sujets techniques). Chaque jour, lui parviennent plusieurs centaines – voire milliers – de dépêches d'agence de presse, de communiqués de presse, d'appels de personnes « ayant quelque chose à dire », de lettres ou messages de lecteurs, d'articles de confrères, etc.

A partir de ce flot incessant, la rédaction doit choisir de quels sujets se composera l'édition du jour (ou de la semaine, ou du mois), et de quels sujets elle ne parlera pas

(mais doit-on nécessairement parler de censure, quand la raison essentielle est une multiplicité de manques : d'espace, de temps, de compétences ?), l'espace accordé à chaque information évoquée, les personnes qui seront interrogées, ce qui sera retenu de leurs propos, les images qui serviront si c'est à la télévision, les individus qui seront autorisés à publier une tribune ou pas (un journal reçoit de 5 à 20 fois plus de propositions de tribune qu'il n'en publie), et, si c'est une interview, c'est encore la rédaction qui choisit le titre et les phrases mises en exergue.

Il faut savoir, en particulier, qu'une interview n'est malheureusement pas la garantie d'une information délivrée directement « du producteur au consommateur ». En effet, lors d'une interview le (la) journaliste recueille souvent bien plus d'informations qu'il ne sera possible d'en diffuser. C'est alors le (la) journaliste qui a réalisé l'interview qui décidera – de manière souveraine – de la version finale de la rédaction d'un entretien. Il y a bien sûr des journalistes (j'en connais) qui mettent un point d'honneur à faire relire leur transcription, et à ne plus changer une virgule une fois que l'interviewé a validé un texte, mais le cas inverse (texte non soumis à l'accord de l'interviewé, ou remanié en dernière minute sans accord de l'intéressé) se rencontre fréquemment, et, « vu de l'extérieur », le lecteur n'a aucun moyen de savoir si les propos rapportés sont exactement ceux de l'interviewé, ou si ils ont subi une déformation plus ou moins importante lors de la transcription.

Et lors d'une interview pour la radio ou la télévision (journal ou reportage), cette « relecture » n'existe pas, et c'est le (la) journaliste qui décidera seul(e) de ce qui passera à l'antenne. Le téléspectateur – ou l'auditeur – n'a aucun moyen de savoir si cette partie de l'interview qui passera à la radio ou à la télévision représente 2% ou 80% de ce que la personne interrogée a dit devant le micro ou devant la caméra, et le téléspectateur ne sait pas plus comment s'est faite la sélection lorsque l'interviewé a parlé pendant 30 minutes pour 30 secondes qui passeront à l'antenne. Et il faut savoir que quand on sort un petit extrait d'autant de matière première, il n'y a rien de plus facile que de faire dire tout et son contraire à n'importe qui selon la partie sélectionnée et le montage fait.

Avant même d'avoir regardé plus en détail comment se présente la situation dans le cadre particulier du changement climatique, une première conclusion s'impose : la seule existence d'un tri très important – mais inévitable – des informations comporte des effets pervers, tout aussi importants, et tout aussi inévitables. Ainsi, les éléments repris peuvent ne pas représenter grand-chose par rapport à l'information disponible, ils peuvent contenir des contre-vérités, reprises faute de temps pour les détecter, ou simplement parce que la personne qui s'exprime « a une bonne tête », ils peuvent présenter comme essentiels des faits accessoires, ou au contraire ne contenir aucune information sur des points factuellement très importants, etc.

## Le dossier du changement climatique est-il simple ?

Soyons sérieux : bien sûr que non. Si nous essayons de donner un premier aperçu de ce qu'il y a dans ce fameux « dossier du changement climatique », nous allons y trouver :

- des informations sur les processus physiques qui gouvernent le climat, et sur la perturbation que l'homme lui apporte,
- des informations sur les risques liés au changement climatique à venir (à ne pas confondre avec les conséquences déjà observables),
- des informations sur les activités qui sont à l'origine des émissions de gaz à effet de serre, et donc sur les usages de l'énergie et les pratiques agricoles,
- de multiples points de vue sur les éléments de solution qui s'offrent à nous : économies d'énergie, « dématérialisation », décroissance matérielle, nucléaire, renouvelables, etc,
- des réflexions sur la « bonne manière » de s'organiser pour faire baisser volontairement les émissions : accords internationaux, information du consommateur, adaptation possible de la fiscalité, du système de transports, de l'agriculture, réglementations plus ou moins contraignantes pour l'industriel ou le consommateur, etc,

Tout cela commence à faire beaucoup ! Et en outre quelques difficultés supplémentaires sont à surmonter pour nos amis des médias :

- pour le dossier scientifique, une large partie des informations publiées sont en anglais, et je ne connais pas l'aisance du journaliste moyen dans cette langue...
- il y a une part importante de vérité scientifique dans la manière de poser le problème (il n'existe pas deux vérités sur les bandes d'absorption dans l'infrarouge du dioxyde de carbone, sur la capacité calorifique de l'eau, ou sur les lois de la mécanique des fluides), mais par contre il n'existe aucune « vérité scientifique » concernant les solutions, ces dernières mélangeant possibilités physiques, faisabilité technique, et surtout acceptabilité sociale (et dans ce dernier domaine il n'existe aucune « vérité scientifique », c'est sûr !),
- il n'existe quasiment pas de [scientifique](#) ayant une vue transversale du problème, car un chercheur est généralement très spécialisé sur une question donnée. Ainsi, si un journaliste demande à un chercheur, qui travaille sur la modélisation du climat, des éléments sur les processus physiques qui façonnent la machine climatique, ou sur leur plus ou moins bonne représentation dans les modèles, il aura une réponse. Mais s'il poursuit ses questions en demandant quelles pourraient être les conséquences d'une élévation de 3 degrés en moyenne sur l'agriculture, ou si le nucléaire est une bonne idée, le chercheur en question deviendra beaucoup moins bavard, parce que cela ne rentrera plus dans son

domaine professionnel direct, voire touchera à un débat de société sur lequel il ne souhaitera pas se prononcer publiquement.

Inversement, l'agronome qui a une idée de la manière dont les végétaux réagissent à tel ou tel type d'agression ne sera généralement pas le plus grand spécialiste de l'évolution future du climat, et ne connaîtra pas nécessairement les informations sur la [disponibilité future en énergie](#), qui conditionne la possibilité d'utiliser des machines ou des engrais de synthèse, etc. Avoir une vue transversale nécessite donc de piocher dans plusieurs dizaines de spécialités diverses, ce qu'un scientifique d'un domaine particulier n'a pas nécessairement le temps de faire (mais il ne saurait être question de le leur reprocher : ils ne sont pas payés pour cela). De ce fait, un(e) journaliste doit comprendre quel type de chercheur est plus particulièrement concerné par quel type de questions, et il n'est pas toujours facile pour eux d'y parvenir.

Toutes ces difficultés sont finalement assez bien représentées si nous examinons d'un peu près la production du [GIEC](#). Tous les 5 ans environ, ledit GIEC produit un rapport de synthèse en 3 tomes, qui présente l'état des connaissances concernant [l'influence de l'homme sur le climat](#) (tome 1), les [impacts possibles du changement climatique](#) (tome 2), et les possibilités d'atténuation du changement climatique induit par l'homme (tome 3).

Ce rapport **ne fait que synthétiser ce qui a été publié dans la littérature spécialisée des années écoulées**, pour en dégager les grandes lignes (voir la [description du processus sur une autre page](#)). Plus précisément, le tome 1 (la [science du changement climatique](#)), qui fait 650 pages pour l'ensemble des 12 chapitres, résume environ 70.000 pages de publications scientifiques diverses (estimation personnelle sur la base de 15 pages par référence citée), c'est-à-dire qu'entre ce qui est publié dans la littérature scientifique et ce qui est écrit dans ce rapport, il a déjà fallu compresser l'information par un facteur 100 !

Le tome 2, qui traite des [impacts et risques possibles du changement climatique](#), est, de ce point de vue, logé à la même enseigne : il résume, en un peu plus de 700 pages environ, de l'ordre de 100.000 pages de publications scientifiques passées. Le tome 3, enfin, qui disserte sur les possibilités d'atténuation du changement climatique, est un peu moins épais, mais nous retrouvons les mêmes ordres de grandeur en ce qui concerne le rapport entre « information initiale » et « information résumée ».

Tome	Nombre de pages	Nombre de pages des références citées (estimation personnelle)	"Taux de compression"
Tome 1 du rapport 2001 du GIEC : the science of climate change	645	71 150	1 sur 110
Tome 2 du rapport 2001 du GIEC : impacts, adaptation, and	724	102 100	1 sur 140

Tome	Nombre de pages	Nombre de pages des références citées (estimation personnelle)	"Taux de compression"
vulnerability			
Tome 3 du rapport 2001 du GIEC : Mitigation	563	42 300	1 sur 75
Ensemble du rapport	1932	216 000	1 sur 112

Avant même d'avoir parlé en détail de la [mécanique des traités internationaux](#), des multiples manières de faire [moins d'émissions à titre individuel](#), du « contenu en carbone » de ceci ou cela, du [nucléaire](#), et j'en passe, nous voici donc avec 2000 pages en anglais, synthétisant plus de 200.000 pages de littérature spécialisée, où il n'est essentiellement question que de physique, de chimie, de biologie, et, dans le 3<sup>e</sup> tome, d'économie.

Bien entendu, **pas un journaliste de la presse grand public n'a lu ce rapport complet en entier** (et pas un personnage politique de haut niveau en France, et probablement pas plus dans les autres pays occidentaux), ni même une fraction significative d'icelui. A leur décharge, cette lecture – il s'agit de littérature très technique – serait de toute façon très ardue pour l'immense majorité des journalistes français, qui est de formation littéraire (voir plus bas).

Pour tenter de pallier ce problème, le GIEC publie avec chaque rapport un « résumé pour décideurs », qui est lui [disponible en français](#), et qui lui a été lu par un nombre non nul de journalistes (mais je ne jurerais pas que cela dépasse les doigts de quelques mains en France !). Comme ces résumés (un par tome) ne font que 15 à 20 pages (selon le tome), et ne représentent donc que 1 / 4.000<sup>e</sup>me de l'information contenue dans les publications scientifiques ou techniques prises en considération, ces documents ont fait l'objet de critiques dans le passé, parce qu'ils ne permettent pas de restituer toutes les nuances. Vu le « taux de compression » appliqué, c'est un peu obligé ! L'autre solution, ce serait que chaque « décideur » (et en particulier chaque journaliste) prenne le temps de lire les rapports complets....

Enfin la dernière difficulté à surmonter est qu'il n'est pas facile pour un journaliste de comprendre la nature – et la portée – fort différente de chaque tome :

- les deux premiers tomes de ce rapport concernent de la science dure (premier tome), ou « semi-molle » (deuxième tome, qui traite d'écologie – au sens scientifique : étude des écosystèmes, de médecine, de biologie, etc), et surtout restent confinés à l'énoncé du problème,
- le troisième tome (« mitigation ») est de nature très différente : parcourant les évolutions et solutions possibles, il n'évite pas toujours l'écueil qui consiste à bien distinguer projection de prévision, ou encore bien séparer la possibilité physique ou technique d'une solution de son acceptabilité sociale ou économique (étant

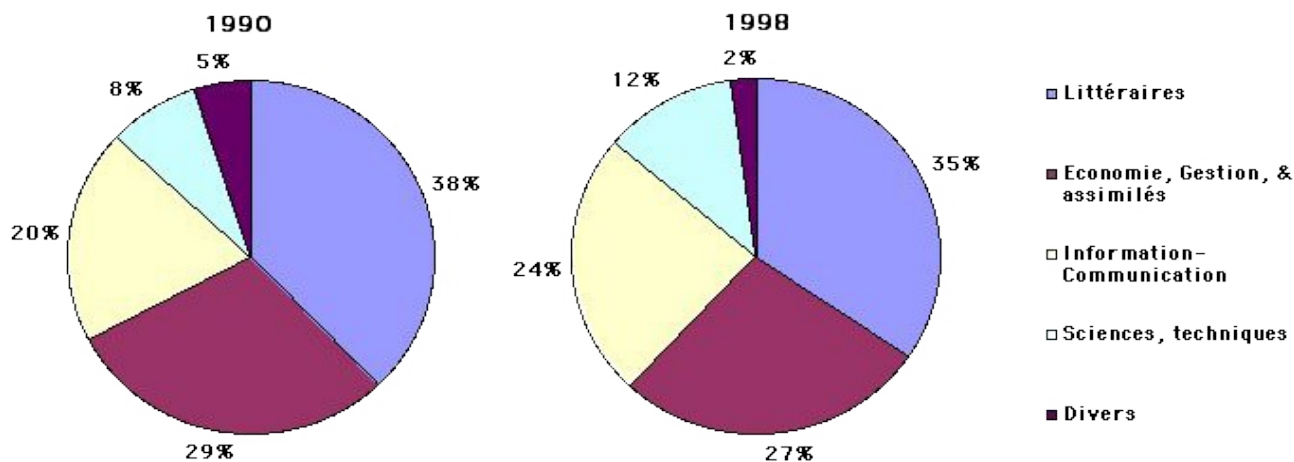
entendu qu'acceptabilité sociale et acceptabilité économique sont parfois un peu deux manières de poser la même question). On sent qu'il a partiellement été rédigé par des économistes n'ayant pas d'expertise technique poussée sur les sujets évoqués (c'est du moins l'impression que j'ai retirée de la lecture des chapitres concernant les sources d'énergie « sans carbone »).

Avant d'expliquer combien nos plumitifs sont des menteurs incompetents, il faut donc bien garder en mémoire que l'exercice qui leur est demandé n'est vraiment pas simple. Finissons ce tour des difficultés avec le fait que l'information est très souvent à mettre en forme du jour pour le lendemain, quand ce n'est pas pour le jour même : la majorité des journalistes qui me contactent et qui travaillent dans un support à parution quotidienne ont besoin de l'information « tout de suite », et parfois l'information qui passera dans le journal ou à la radio n'est pas la meilleure possible, mais tout simplement celle qui était disponible à ce moment-là...

### D'où viennent les journalistes (qui parlent éventuellement de changement climatique) ?

La France comptait, en 2003, environ 35.000 journalistes titulaires d'une carte de presse. Je n'ai pas de données sur la formation initiale de tous les journalistes en activité, mais un laboratoire du CNRS a mené en 2000 un travail d'investigation sur la répartition par filière de formation d'un large échantillon des « nouveaux entrants » pour 1990 et 1998, c'est-à-dire des journalistes qui ont obtenu leur carte de presse ces deux années-là.

La France comptait, en 2003, environ 35.000 journalistes titulaires d'une carte de presse. Je n'ai pas de données sur la formation initiale de tous les journalistes en activité, mais un laboratoire du CNRS a mené en 2000 un travail d'investigation sur la répartition par filière de formation d'un large échantillon des « nouveaux entrants » pour 1990 et 1998, c'est-à-dire des journalistes qui ont obtenu leur carte de presse ces deux années-là.



*Répartition par filière d'origine d'un échantillon des nouveaux titulaires de la carte de presse en 1990 (430 personnes) et en 1998 (380 personnes).*

Les filières littéraires désignent les études de Langues, Lettres, Philosophie, Histoire,

Géographie, Arts.

Les filières « économie-gestion et assimilés » désignent les études de Commerce, Droit, Economie, Sciences Politiques et Sciences Sociales.

Source : Devenir journalistes, Denis Ruellan & al., La Documentation Française, 2001 (réalisé par l'UMR 6051 du CNRS).

En complément de cette première information, qui est que les journalistes font dans l'immense majorité des études non scientifiques et non techniques, il faut savoir que les débouchés essentiels des profils scientifiques et techniques sont les médias spécialisés grand public ou professionnels (journaux de vulgarisation scientifique, informatiques, médicaux, etc).

En clair, les « grands » médias nationaux d'information générale, tant écrits qu'audiovisuels, ne comportent quasiment que des journalistes ayant suivi des études littéraires ou économiques pour traiter du changement climatique, où les données scientifiques et techniques sont omniprésentes. Entendons nous bien : rappeler que les journalistes n'ont pas fait d'études scientifiques ne correspond pas à une quelconque volonté de les dénigrer (je serais très mal à l'aise si je devais tenir, demain matin, une rubrique de commentaires des arrêts de la Cour de cassation, ou une rubrique sur l'histoire de la Chine médiévale !), mais le lecteur « a le droit de savoir » que celui ou celle qui est en charge de la transmission de l'information doit souvent manipuler des notions qu'il n'a que très peu abordées pendant ses études, et que ce fait objectif, combiné à des délais de réalisation souvent très courts, est assurément un handicap pour proposer une vue synthétique de la question.

### **Quels journalistes parlent de changement climatique ?**

Très souvent, un journal est organisé comme un gouvernement : les sujets sont affectés par rubrique, exactement comme les problèmes sont affectés par ministère dans un gouvernement, et les journalistes des autres rubriques s'intéressent peu ou pas à la question. On retrouve ainsi dans les média le même cloisonnement que dans un gouvernement, avec un traitement sectoriel de l'information qui gêne, tout autant que dans un gouvernement, une approche transversale des problèmes, qui est nécessaire pour bien comprendre les relations de cause à effet.

En effet, avoir une bonne vision du problème du changement climatique – et des usages de l'énergie – nécessite de comprendre des interactions en très grand nombre ([relations entre alimentation et effet de serre](#), entre [transports et effet de serre](#), entre [croissance économique et effet de serre](#), et même entre assèchement de la rive Sud de la Méditerranée et mouvements migratoires !). Dans la pratique, ces interactions auront du mal à être couvertes par les médias, car elles ne « rentrent » pas facilement dans les rubriques qui concentreront l'essentiel des informations sur le changement climatique :

- la rubrique environnement,

- la rubrique « sciences »,
- la rubrique « international » (pour les [négociations entre pays](#)).

Les autres rubriques sont en effet très largement absentes dans le traitement de l'information. Par exemple, tout le monde (enfin presque tout le monde !) sait désormais que le transport est une source de gaz à effet de serre. Pourtant, les articles que l'on voit passer sur la construction d'une nouvelle voie routière, d'un nouvel aéroport, de la montée en cadence d'une production automobile, de l'entrée de Renault sur le marché des 4×4, de la production de l'A380, et j'en passe, qui sont traités par des journalistes chargés des transports, de l'industrie des moyens de transports, ou des actualités régionales, sont généralement totalement muets sur les conséquences de l'information principale sur les émissions de gaz à effet de serre, et donc sur le problème climatique.

Il est également rarissime de voir ce sujet apparaître dans la rubrique « économie » (alors qu'[il y a un lien](#) !), et quand c'est le cas cela concerne le plus souvent l'affirmation de bêtises (comme : [lutter contre le changement climatique est « mauvais pour l'économie »](#)), dans les diverses rubriques qui traitent des diverses facettes de la consommation (quel critique gastronomique s'aventurera à déconseiller de manger du bœuf au motif que c'est [un des aliments les plus riches en « émissions incluses »](#), ou quel journaliste TV rappellera systématiquement les [émissions incluses dans le transport aérien](#) à l'occasion des reportages sur les Jeux Olympiques ?), ou encore dans la rubrique « politique » (qui s'interroge sur les conséquences de chaque promesse électorale sur les émissions de gaz à effet de serre ?), qui sont pourtant toutes concernées au premier chef si l'on regarde les choses d'un peu près.

Ce cloisonnement aboutit assez facilement à un traitement incohérent de l'information, le journaliste en charge du secteur A pouvant très bien dire l'inverse du journaliste en charge du secteur B, le lecteur étant chargé de recoller les morceaux comme il le peut (quand on trouve des conclusions qui disent tout et son contraire, doit-on parler d'information ou de désinformation ?). Plutôt que de me livrer à une longue dissertation, je reproduis ci-dessous un message envoyé au directeur du Monde le 25 janvier de l'an de grâce 2004, et qui illustrera parfaitement le fond de ma pensée (je précise à toutes fins utiles que je n'ai pas eu de réponse, mais ce n'est pas pour cela que je le reproduis !).

**Cher directeur du journal Le Monde,**

Périodiquement, votre journal s'émeut (...) du manque de volonté de notre espèce de lutter contre un réchauffement climatique annoncé, qui pourrait amener notre planète à connaître l'équivalent d'un [changement d'ère climatique en 1 ou 2 siècles](#), conduisant alors à une évolution environnementale [sans précédent depuis que notre espèce existe](#).

Tout aussi périodiquement, votre journal expose combien sont désirables les voitures de plus de 200 chevaux (une pleine page dans le Monde daté de ce Dimanche ; de grandes

louanges sur la Porsche de je ne sais plus quoi il y a quelques semaines, etc), ou les voyages sous les tropiques (un supplément de 8 ou 9 pages que je n'ai pas gardé il y a 1 ou 2 (?) mois), toutes choses parfaitement incompatibles avec la nécessaire division par 4 des émissions en France si nous voulons arriver à un début de solution à ce problème. Il ne s'agit pas de morale, mais de physique. (...)

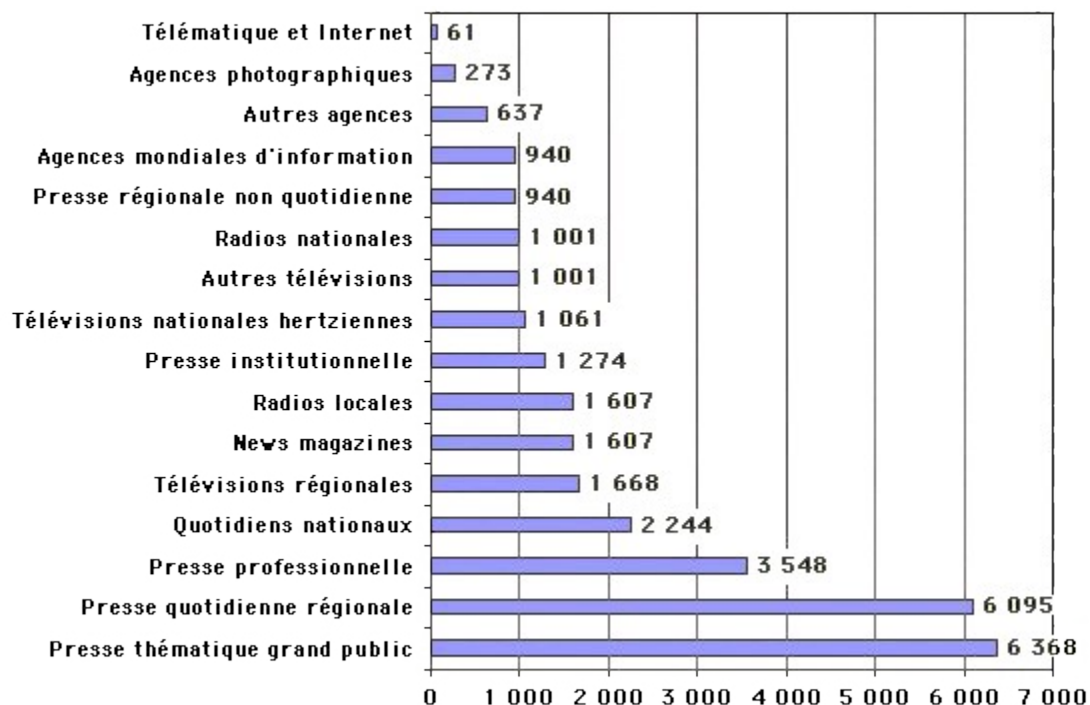
Certes ces pages déplorant les conséquences pendant que nous adorons les causes sont réalisées par des journalistes différents, mais elles seront lues par le même lecteur. Ne croyez vous pas qu'il serait temps de mettre votre rédaction d'accord avec elle-même, afin de cesser d'entretenir la schizophrénie du *vulgum pecus*, ce qui, pour un journal « de référence », ne devrait pas faire partie du cahier des charges ? (...)

J'aurais pu ajouter que très souvent la publicité véhicule un message parfaitement antagoniste avec les propos tenus ailleurs ou à un autre moment. Pour prendre un exemple en dehors du champ climatique, mais qui aidera à bien comprendre, on peut très bien avoir, à la télévision ou à la radio, une ribambelle de publicités pour des sucreries juste après un documentaire sur l'obésité ! Comprenez alors qui peut....

### Combien de journalistes parlent de changement climatique ?

A mon avis, trop peu ! Nous allons voir qu'en fait le traitement de l'information est extraordinairement concentré : en matière de changement climatique, comme pour tout autre sujet, quelques dizaines à quelques centaines de personnes « font l'information » en France.

Comme nous l'avons vu plus haut, il y a en France environ 35.000 journalistes, mais tous ne vont pas parler de changement climatique, bien sûr.



*Effectifs des journalistes par média en 2000 (30.325 journalistes concernés par l'enquête).*

La presse thématique grand public désigne les magazines féminins, les programmes de télévision, les magazines sur le sport, les voitures, la micro-informatique, etc. La presse professionnelle concerne les journaux s'adressant aux représentants d'une profession donnée (des viticulteurs, des plasturgistes, des transporteurs...). Les News magazines sont les magazines hebdomadaires ou mensuels d'information générale (Express, Nouvel Obs, etc).

Source : Les journalistes français à l'aube de l'an 2000, profils et parcours, Devillard & al., Editions Panthéon Assas.

Sur cet ensemble, environ un quart des journalistes seulement vont travailler dans un support grand public qui va parler un peu fréquemment de changement climatique : agences mondiales, radios nationales, télévisions nationales, news magazines, quotidiens nationaux, et quelques magazines spécialisés (type Science et Vie). Il faut rajouter quelques journalistes suivant un peu la question dans des quotidiens régionaux, mais ils doivent se compter sur les doigts de pas beaucoup de mains, et pour le reste, le changement climatique ce n'est généralement pas vraiment la tasse de thé des magazines féminins (ni masculins !), des programmes de TV, des revues de jardinage, ou même des magazines automobiles....

Si j'en juge par les médias d'information générale que je connais, un bon ordre de grandeur est de dire que la rédaction comporte 1 à 3 journalistes en charge des problèmes d'environnement, éventuellement un ou deux journalistes en charge des sciences, et que là s'arrête le gros de l'équipe qui traite du changement climatique. Comme une équipe de rédaction comporte en général quelques dizaines de journalistes, nous avons donc 5% de l'équipe qui, en ordre de grandeur, s'intéresse au sujet. Un tel pourcentage, appliqué à nos 6.850 journalistes ci-dessus, donne un effectif d'environ 350 journalistes qui en parlent plus souvent que les autres.

Mais 350 journalistes, ce n'est pas 350 points de vue indépendants : n'avez vous point remarqué que tous les journaux abordent les mêmes sujets d'actualité en même temps ? En effet, à l'exception – parfois – des grands médias nationaux, les autres supports d'information générale (quotidiens régionaux, notamment) reçoivent souvent l'actualité « non locale » par le biais d'une agence d'information (AFP, Reuters, AP..), en recevant le même dossier de presse envoyé simultanément à toutes les rédactions, ou... en lisant un autre journal. Ainsi, il n'est pas rare de voir un article dans la presse régionale qui est la copie conforme, à la virgule près, de la dépêche AFP du jour même, ou de la veille, tout comme il n'est pas rare de voir des articles dans plusieurs journaux qui sont assez proches de la recopie de ce qui est contenu dans le dossier de presse diffusé par l'émetteur de l'information. Or citer une agence de presse, c'est citer un autre journaliste : par définition même, c'est de l'information de seconde main.

Il n'est pas rare non plus de voir les médias se citer les uns les autres, ce qui rajoute une étape dans la transmission de l'information, et chacun d'entre nous qui a joué au « téléphone arabe » sait qu'après 3 ou 4 intermédiaires l'information à l'arrivée est parfois un peu différente de ce qu'elle était au départ ! Dans le même ordre d'idées, il n'est pas rare de lire un livre dans lequel l'auteur cite un média, de telle sorte que si ledit livre est après cité par « le journal », cela revient, via un crochet par l'auteur du livre, au cas précédent : c'est le journal qui cite un de ses confrères, et nous avons donc deux points de vue qui sont liés l'un à l'autre.

En conclusion, nous pouvons dire qu'il y a, en France, de l'ordre de 300 journalistes pour lesquels le changement climatique fait partie de « l'environnement habituel », soit 1% des journalistes travaillant dans le pays, et qu'en outre seule une fraction de ceux-ci – que je ne connais pas – a un accès direct à une information primaire, les autres citant leurs confrères.

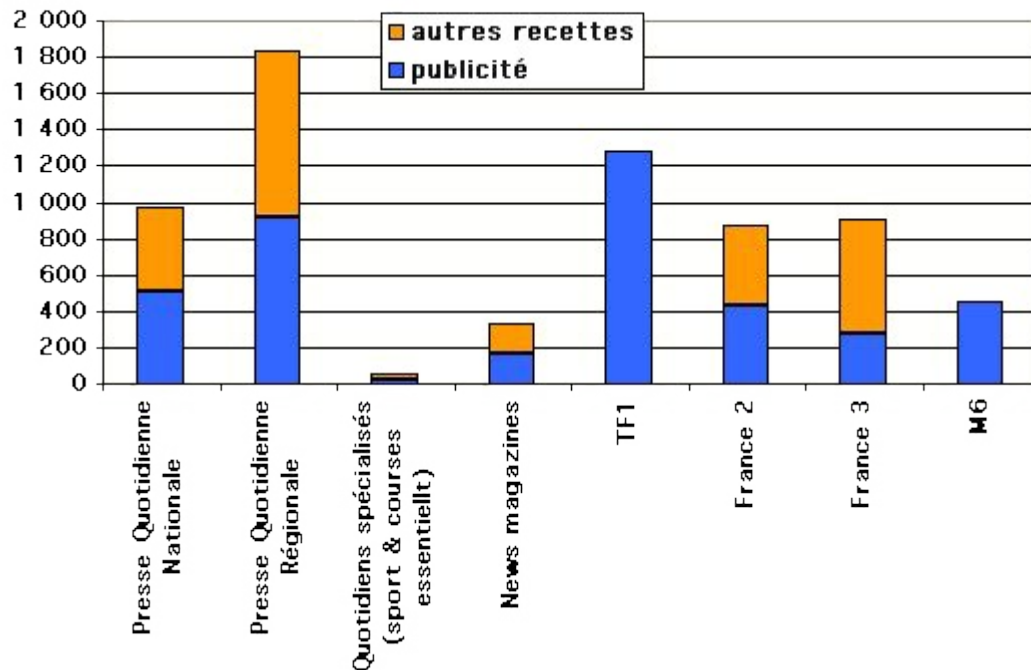
### **La presse est-elle vraiment indépendante ?**

Posez la question à n'importe quel journaliste, et je ne suis pas sûr que vous obtiendrez la même réponse que ci-dessous ! Bien sûr que non, la presse n'est pas indépendante, et cela a aussi une incidence sur le traitement de l'information qu'elle effectue :

- un(e) journaliste n'est pas indépendant(e) de l'espace qui lui est laissé pour s'exprimer, ou réaliser un entretien, ou accorder des tribunes. Sur Internet (comme par exemple sur ce site), ma pagination ne m'est pas comptée : le seul frein est l'indigestion du lecteur, ou mon inspiration défaillante. Mais quand on donne un quart de page à un journaliste, et pas une ligne de plus, ou 30 secondes d'antenne, et pas une de plus, cela conditionne assurément l'information qui peut être contenue. En particulier, cette parcimonie dans l'espace disponible pousse très fortement à être manichéen (les choses sont bien ou mal, propres ou sales, etc, et la nuance a du mal à s'exprimer) : peut-on considérer que l'on est « indépendant » quand on est forcé de proposer une conclusion réductrice par manque de place, même quand on a fait l'effort de se documenter en profondeur ? Cette même contrainte de place fait que, lorsqu'une bêtise a été exposée dans le journal en 7654 caractères, il n'est jamais possible de disposer de 7654 caractères pour publier un article rectificatif, de telle sorte que tout le monde gardera en mémoire la bêtise initiale, sauf à avoir aperçu le petit rectificatif publié 3 jours après dans un coin. Et encore il n'est pas possible de publier un rectificatif par conclusion erronée !
- un(e) journaliste n'est pas indépendant(e) du délai dont il dispose pour rendre sa copie. Lorsque ladite copie est à rendre du jour pour le soir même, cela prédispose, sauf à être un expert très pointu du sujet (et même...), à dire de grosses bêtises : cela peut priver de sources d'informations utiles (par exemple des experts qui ne sont pas disponibles dans la minute) ; cela empêche de se

documenter de manière approfondie ou de se faire expliquer ce que l'on a pas compris ; cela peut pousser à considérer comme essentiels les seuls aspects sur lesquels on a eu le temps de se pencher, etc.

- un(e) journaliste n'est pas indépendant(e) de sa régie publicitaire : on peut dire ce que l'on veut, il y a bien évidemment une limite à la possibilité de mordre la main qui vous nourrit.



*Montant des recettes par nature (en millions d'euros, axe vertical) pour différentes catégories de média.*

On voit que la publicité représente au moins la moitié des revenus pour la majorité des supports d'information les plus influents (même pour la télévision dite publique !), à l'exception de France 3 pour qui elle n'en représente « que » 30% en volume.

Je n'ai malheureusement pas les chiffres pour les radios publiques (les radios privées, ce n'est pas dur : elles n'ont à peu près que la publicité comme recettes !).

Source SJTI (cité dans « Les journalistes français à l'aube de l'an 2000, profils et parcours », Devillard & al., Editions Panthéon Assas.) ; année de référence 1998 pour la presse écrite et 1999 pour la télévision.

Il y a deux conclusions à tirer du fait que la publicité représente plus de 50% des recettes de l'essentiel des supports majeurs d'information.

- Les recettes publicitaires étant proportionnelles à l'audience, et tout directeur de média cherchant à conserver ses recettes publicitaires, un media est donc obligé d'avoir une ligne éditoriale qui plaise à son audience (déjà Tocqueville le disait, [visionnaire s'il en était !](#)). Peut-on être « indépendant » quand, en première approximation, on ne peut pas souvent dire des choses qui déplaisent au lectorat,

même si on a envie de les dire ? Or des choses qui déplaisent potentiellement au lectorat, quand les solutions au changement climatique s'appellent moins conduire, moins utiliser d'énergie pour se chauffer, moins aller en avion sous les tropiques, moins manger de viande, et moins acheter tout ce qui vous passe à portée de la main, il y en a pléthore !

- Le changement climatique étant donc, d'une certaine manière, une scorie de la consommation moderne, souhaiter une action résolue contre cette évolution revient pour partie à remettre en cause l'augmentation de la consommation matérielle encouragée par la publicité. Dans quelle mesure est-il possible de livrer cette conclusion à répétition dans un support qui vit pour une large part avec l'argent des hypermarchés, des fabricants de plats surgelés, des transporteurs aériens et des constructeurs d'automobiles ? Bien des personnes ont également en tête cette citation de Patrick Le Lay, PDG de TF1, contenue dans le livre « Les dirigeants face au changement » (Editions du Huitième jour) : « Nos émissions ont pour vocation de rendre [le cerveau humain] disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages [publicitaires]. » Je dispose également de témoignages de première main attestant de l'influence très forte d'une régie publicitaire sur ce que l'on peut dire et ne pas dire dans un média. Peut-on encore parler d'indépendance, alors ?

A ce propos, il me semble que le principe « charité bien ordonnée etc », appliqué à la transparence que les médias réclament souvent pour les autres, devrait conduire lesdits médias à exposer clairement qui les paye exactement. Ainsi, je trouverais normal que tous les supports pour lesquels la publicité fournit plus du tiers des recettes totales publient annuellement, de manière visible dans leur rapport annuel, les noms des 20 plus gros contributeurs à leur budget publicitaire. On pourrait ainsi se faire une parfaite idée de l'indépendance de la ligne éditoriale lorsque le sujet touche peu ou prou le domaine des annonceurs. Et si on est vraiment indépendant, qu'a-t-on à craindre – et de qui – à le faire ?

- un(e) journaliste n'est pas indépendant(e) de sa formation.
  - Quitte à remettre les pieds dans le plat, un diplôme de philo ou de français, cela n'aide pas à être à l'aise avec les ordres de grandeur (cela n'interdit pas de l'être, mais n'offre aucune garantie). Or le Diable, dans cette affaire, se cache dans les chiffres : si on peut remplacer tout le pétrole et tout le nucléaire avec 3 éoliennes, c'est bien évident que la conclusion n'est pas la même que s'il en faut plusieurs millions pour parvenir au même résultat.
  - Dans le même ordre d'idées, quand un(e) journaliste n'a pas de formation technique préalable sur un sujet donné, et donc qu'il ne sait pas « où est la vérité » (sur le plan technique s'entend), son inclination naturelle sera de faire comme un juge : il interrogera chaque camp en présence, et sera fort tenté de faire un papier présentant chaque opinion comme une possibilité

réelle, alors que si cela se trouve l'une des deux opinions est incompatible avec le monde tel qu'il existe.

Un autre effet induit de cette manière de procéder est que, si la même place est laissée à chaque point de vue, le lecteur pensera, « vu de l'extérieur », que les deux camps en présence sont numériquement équivalents, et qu'ils sont également qualifiés pour se prononcer sur la question, alors que cela ne peut très bien ne pas être le cas « vu de l'intérieur » (et de fait c'est exactement ce qui se passe pour le changement climatique).

Peut-on dire que notre journaliste est « indépendant(e) » s'il met involontairement en avant des thèses improbables, ou présente involontairement comme légitimes des gens qui ne le sont pas, ou vaudrait-il mieux dire qu'il était parfaitement dépendant de son absence de connaissances préalables ?

- un(e) journaliste n'est pas indépendant(e) de ses opinions. Ces opinions n'ont pas plus de raisons d'avoir été forgées sur la base d'une information objective que les opinions de n'importe qui d'autre : avant d'être journaliste, notre ami(e) s'informait comme son futur public : en lisant le journal ! Et même pendant l'exercice de leur métier, une large fraction des journalistes continue à s'informer en lisant le journal. ....L'existence d'opinions personnelles du journaliste influence nécessairement l'inévitable tri dans les informations connues, la sélection des individus à qui l'on donne la parole, ou encore la pagination qui sera modulée en fonction de sa propre hiérarchie, pour privilégier – plus ou moins consciemment – son point de vue. Le nucléaire offre un merveilleux terrain pour observer ce genre de comportement : 20 morts dans une explosion de raffinerie en Algérie ou un coup de grisou en Chine feront une brève dans un coin de page, alors qu'un accident de centrale nucléaire sans même un blessé (Three Miles Island) occupera des dizaines de pages et mobilisera les esprits pendant des mois ou des années. De même, tout le monde est au courant que l'Allemagne a décidé – par un simple vote au parlement – de « sortir du nucléaire », mais qui est au courant que les Suisses, par référendum populaire (ce qui est nettement plus démocratique !), ont décidé en mai 2003 de conserver leurs centrales nucléaires, et de se réserver la possibilité d'en construire d'autres ? Quelle autre raison donner à cette différence de traitement que « ce qu'en pensent » les journalistes qui couvrent ce sujet ?
- un(e) journaliste n'est pas non plus indépendant(e) de l'opinion de son patron (chef de service, par exemple). Là encore le nucléaire civil me servira d'exemple : j'ai reçu 3 témoignages de journalistes – de 3 médias différents, et pas des moindres – me disant qu'il ne leur était pas possible d'évoquer les avantages du nucléaire civil dans leur support, alors qu'ils auraient souhaité en parler, parce que la direction de la rédaction était contre (qu'ils se rassurent, j'emporterai le secret dans la tombe). Bien évidemment je ne peux donner des exemples que dans les domaines que je connais, mais je ne vois pas de raison évidente de penser qu'il en va différemment pour les autres sujets un peu techniques que je suis de moins

près.

Est-ce très gênant de savoir que, de fait, un(e) journaliste n'est pas plus indépendant(e) que qui que ce soit d'autre, quoi qu'il (elle) en dise (ou plus exactement quoi que les directeurs de journaux en disent) ? A mon sens, non : il suffit de le savoir (et puis, de toute façon, cela n'aurait pas de sens de vouloir qu'un(e) journaliste n'ait ni patron, ni opinions, ni banquier, ni formation).

La bonne question, cependant, est : pourquoi la profession journalistique revendique-t-elle périodiquement une indépendance qui ne veut rien dire ? Plutôt que de proclamer une indépendance qui n'existe nulle part, pas plus dans un journal que chez moi ou ailleurs, il vaudrait bien mieux jouer la transparence, c'est-à-dire exposer clairement quelles opinions on défend et pourquoi, et de qui on dépend financièrement (parce que personne ne vit d'amour et d'eau fraîche). Après, le lecteur se fera sa propre opinion !

### **Quel recours a-t-on quand il y a « une bêtise » dans le journal ?**

Imaginons que je lise, dans un journal, une information qui est contraire aux données scientifiques connues (par exemple que le changement climatique n'est étudié par la science que depuis 20 ans, alors qu'[il s'est publié des choses bien avant](#)), voire une conclusion parfaitement fantaisiste, en ce sens qu'elle est contraire aux lois de la physique et incompatible avec les ordres de grandeur connus (par exemple qu'[il suffit de planter quelques arbres pour compenser les émissions humaines de gaz carbonique](#)).

Quelle possibilité a-t-on de faire en sorte que la « bonne » information soit publiée ? Eh bien, au risque de me faire encore plus d'ennemis, aucune. **Il n'y a aucune garantie de recours contre une fausse information si elle ne tombe pas dans quelques cas de figure bien précis, tels la diffamation ou l'injure.**

Si un journaliste dit « Jancovici est un abruti », ou « Jancovici est un gros menteur », j'ai un moyen de recours légal : j'attaque en diffamation si j'estime que cela est utile (en l'occurrence j'en doute !) et éventuellement il y aura un rectificatif dans le journal. Mais si un journaliste publie un article dans lequel il explique que la communauté scientifique dans son ensemble est incompétente, menteuse, et vendue à un complot onusien (ce que j'ai trouvé dans un [article du Point](#) que j'ai commenté), ou plus généralement si le journaliste ne vise pas un individu en particulier, mais une vérité scientifique en général, **il n'y a aucun recours possible** pour l'empêcher de le faire :

- Comme il n'y a pas de personne ou de laboratoire nommément désigné, l'attaque en diffamation n'est pas recevable,
- Bien sûr, les lecteurs peuvent protester, mais comme c'est le journal lui-même qui décidera souverainement et sans appel possible s'il publie ou non la lettre, il n'y a aucune garantie de voir la bonne information portée à la connaissance des lecteurs ensuite (si je prends mon propre cas, sur lequel j'ai incontestablement des données de première main, depuis 2000 j'ai envoyé plus d'une centaine de lettres à divers

média, généralement pour réagir à la publication d'informations erronées, ou tellement « résumées » qu'elles amenaient à une conclusion erronée, et seules quatre ont fait l'objet d'une publication, toujours partielle),

- Si le média est une télévision ou une radio, il n'y a même pas d'endroit prévu pour rectifier les bêtises diffusées : il n'y a ni courrier des lecteurs, ni créneau horaire réservé pour diffuser un éventuel rectificatif, et chacun aura pu constater que les journaux radio ou télé ne comportent jamais la mention d'une erreur dans une édition précédente (alors qu'il y en a, bien évidemment). Je ne parle même pas de l'absence de rectification des bêtises contenues dans les documentaires ou reportages : si un documentaire télé dit des bêtises, le cas de figure standard est que ces dernières ne seront jamais corrigées par la suite. En bref, l'audiovisuel ne dispose d'aucune procédure permettant de corriger les erreurs contenues dans les informations diffusées, sauf rarissime exception. Ce média serait donc infaillible ?
- A la différence d'un certain nombre de professions (médecins, avocats, comptables par exemple), la profession journalistique n'est dotée d'aucun code de déontologie, et d'aucun conseil de l'ordre ou équivalent. Un futur journaliste ne prête pas serment, en s'engageant à respecter un certain nombre de principes élémentaires, comme par exemple systématiquement faire relire ses interviews à l'interviewé avant publication, ou encore systématiquement vérifier les informations factuelles contenues dans les déclarations des personnes interviewées, ou encore toujours s'abstenir de faire une généralité d'un cas particulier sans preuve (et ça, ils aiment !), etc. Un journaliste peut donc mentir de façon éhontée toute sa vie durant sans rien risquer comme sanctions de quiconque, dès lors qu'il se garde de citer des individus ou des entités précis, et qu'il le fait en accord avec la rédaction de son journal. J'ai 2 exemples concrets où j'ai su (cela a été explicitement dit à un de mes amis, ou à moi-même) qu'un journal avait délibérément propagé de fausses informations sur le changement climatique, considérant que cela serait plus apprécié des lecteurs que de se contenter de dire la vérité, au motif que cette dernière est « banale ».

### **Quelle conclusion tirer de tout cela ?**

Tout d'abord il y a une conclusion à ne pas tirer, malgré tout ce qui précède, qui serait de dire « tous pourris », et de penser que les médias mentent volontairement, partout et tout le temps. Il existe plus de 500 titres rien que pour la presse écrite d'information générale, et il est assez vraisemblable que la répartition des comportements chez les journalistes ressemble à ce qu'elle est ailleurs : il y a quelques % de gens remarquables (et remarqués), quelques % de très sales cons (et qui sont aussi très remarqués !), et 96% de personnes qui font ce qu'elles peuvent, du mieux qu'elles le peuvent, dans le cadre contraint qui est le leur.

L'essentiel des conclusions erronées que j'ai pu lire – mais je ne suis pas une revue de

presse à moi tout seul ! – relève d'une connaissance incomplète des sujets évoqués, d'un défaut d'appréhension des ordres de grandeur, ou du manichéisme forcé par manque de place, et non de la malhonnêteté délibérée. Il n'en reste pas moins que, « vu de l'extérieur », c'est-à-dire sans connaissance personnelle préalable du sujet concerné, il n'y a aucun moyen de savoir qui travaille bien et qui travaille moins bien dans le contexte actuel, aucun moyen de savoir si la vérité, c'est-à-dire ce qui découle de l'examen des faits, est correctement restituée dans les médias, et aucun moyen de savoir si les points évoqués sont ceux que l'on aurait considérés comme essentiels « à la place du journaliste ». Une autre conclusion doit donc être tirée de ce qui précède : il ne faut jamais prendre ce qui figure dans les médias pour argent comptant. Le support n'est pas une garantie : j'ai déjà vu traîner des énormités dans Le Monde, ou [sur Arte](#).

Incidentement, une conclusion majeure qu'il faut en tirer, c'est que la classe politique, qui s'informe pour l'essentiel en lisant le journal, en écoutant la radio et en regardant la télé, est très largement ignorante de ce qui n'y figure pas (dans le journal). Les questions d'énergie et de changement climatique, dont la présence dans la presse, hors actualité immédiate, et hors magazines « spécialisés » (magazines professionnels ou grand public type Science et Vie), est rarissime, et toujours excessivement résumée par manque de place, sont donc des sujets pour lesquels l'ignorance est très largement partagée chez ceux qui nous gouvernent, et cela est valable à tous les niveaux. Je ne sais s'il faut le déplorer, mais c'est un fait.

Pour en revenir au citoyen de base et au changement climatique, il est néanmoins possible de vérifier ou compléter ce qu'il y a dans le journal, pour autant que l'on ait le temps : les informations ne sont pas confidentielles, et la source souvent aisément accessible. Une information a généralement été publiée par « quelqu'un d'autre » avant d'être reprise dans le journal : elle peut bien sûr être contenue dans un article de la littérature scientifique, mais elle peut aussi figurer, de manière plus accessible, sur un site Internet, tel celui du [GIEC](#), ou de l'[organisation météorologique mondiale](#), ou de [Météo France](#), ou d'une fédération d'assureurs, ou de la [NASA](#), ou de la [NOAA](#), ou de l'[IFREMER](#)...

Bref, armé d'un moteur de recherche et d'un peu de patience, il ne sera pas rare de retrouver la trace de l'information originelle. Et rien n'empêchera alors le lecteur de se faire sa propre opinion, un peu plus éclairée !

## **Les civilisations extraterrestres sont-elles technologiquement avancées ?**

par [Brice Louvet](#) 10 janvier 2018 SciencePost



**Plus nous découvrons de planètes habitables autour d'autres étoiles de la Voie lactée, moins l'on peut s'empêcher de se demander pourquoi nous n'avons pas encore détecté de preuves d'une civilisation extraterrestre. S'il est vrai que leur technologie pourrait être trop subtile ou sophistiquée, le silence décevant du ciel peut également indiquer que certaines civilisations durables n'utilisent tout simplement pas de technologies qui les rendraient visibles à nos télescopes.**

Sur la base de notre propre expérience – comment nous en vouloir ? – nous nous attendons en effet à ce que des civilisations beaucoup plus anciennes que la nôtre soient plus savantes et donc technologiquement avancées. Mais il pourrait également être possible qu'un mode de vie plus simple que la prospérité scientifique ait dominé le paysage politique sur d'autres planètes, conduisant à des civilisations anciennes certes, mais technologiquement primitives. Après tout, l'histoire humaine nous permet d'imaginer la possibilité que sous un scénario politique différent, notre planète aurait pu rester dominée par les mentalités anti-scientifiques du moyen âge. Un tel scénario est imaginable sur des échelles de temps de plusieurs milliers d'années. Si nous avons eu de la chance de voir surgir la technologie, les catastrophes environnementales ou politiques auraient pu facilement remettre à zéro l'horloge de l'évolution.

Peut-être que la durée de vie ultime de la civilisation humaine se révélera plus courte qu'elle ne l'aurait été si nous étions restés technologiquement primitifs. La technologie pose en effet des risques à long terme pour notre avenir sous la forme de changements climatiques et de guerres non conventionnelles (nucléaires, biologiques ou chimiques). Dans ce cas, les surfaces d'autres planètes pourraient nous révéler des reliques de civilisations technologiquement avancées auto-détruites. Le problème n'est

pas d'imaginer cette hypothèse, mais encore faut-il pouvoir l'observer. Si nous ne détectons rien à travers nos télescopes, la seule façon de savoir si une civilisation est savante ou technologiquement primitive est de se rendre directement sur place. Compliqué. Mais si c'est un jour le cas, l'astrosociologie pourrait alors devenir un domaine d'exploration particulièrement excitant une fois l'Homme aventuré dans l'espace.

Si nous savons qu'il est beaucoup moins coûteux d'observer à distance des planètes éloignées que de lancer une sonde, l'observation à distance ne peut détecter que les civilisations transmettant des signaux électromagnétiques, ou modifiant l'atmosphère de leur planète par pollution industrielle. Si les extraterrestres ne modifient pas radicalement leur habitat naturel ou ne transmettent pas de signaux artificiels, nous serons alors amenés à visiter leurs planètes domestiques afin de découvrir leur existence.

Une civilisation ancienne mais primitive pourrait en effet s'imbriquer parfaitement dans son environnement naturel pour toute une variété de raisons. Le camouflage, par exemple, est une tactique de survie naturelle, de sorte qu'une civilisation pourrait préférer paraître indiscernable des autres formes de vie, telles que la végétation. On pourrait aussi imaginer une civilisation si intelligente qu'elle déciderait de maintenir délibérément un profil technologique discret pour soutenir sa biosphère.

Un premier projet financé de manière significative pour visiter un autre système planétaire, Breakthrough Starshot, a été inauguré en 2016. Starshot vise à atteindre les étoiles les plus proches en quelques décennies. Puisque Proxima Centauri n'est qu'à 4,24 années-lumière, cela nécessite une technologie capable d'accélérer un vaisseau spatial à au moins un cinquième de la vitesse de la lumière. Le seul concept approprié implique une voile légère (à laquelle la charge utile est attachée) poussée par un puissant faisceau de lumière. L'inconvénient d'atteindre une telle vitesse avec cette conception est que le freinage près de la planète cible reste à ce jour très compliqué, même sur le papier.

Alors, civilisation technologiquement avancée ou primitive ? Spoiler Alert : nous ne le saurons probablement jamais, du moins certainement pas de notre vivant.

[Source](#)

## [New York tente une poursuite contre cinq pétrolières](#)

11 janvier 2018 | [Alexandre Shields](#) [Le Devoir](#)

*La Ville les tient responsables des coûts engendrés par le bouleversement du climat*

[**NYOUZ2DÉS**: les pétrolières devraient organiser un boycottage (même partiel) de l'essence dans la ville de New-York. Ce serait une bonne façon de montrer au monde entier qu'il est impossible de se passer de pétrole, surtout dans une ville aussi techno. Il y

a des gens qui crachent dans leurs soupes.]



*Photo: Spencer Platt Agence France-Presse*

*New York a lancé en 2016 un programme de plus de 20 milliards de dollars pour se préparer à faire face à la multiplication des événements climatiques extrêmes.*

Dans un geste qui risque d'alimenter le débat sur la responsabilité des entreprises pétrolières dans la crise climatique mondiale, la Ville de New York a annoncé mercredi qu'elle poursuit cinq géants du secteur des énergies fossiles. Elle les accuse d'avoir provoqué les bouleversements qui entraînent déjà des impacts très coûteux pour la mégapole américaine.

La poursuite intentée par New York vise directement cinq des principales multinationales du secteur pétrolier, soit BP, Chevron, ConocoPhillips, ExxonMobil et Shell. Dans un langage sans équivoque, les documents déposés en cour les présentent comme des entreprises « qui ont fait tout en leur pouvoir pour créer cette menace existentielle ».

Dans une déclaration écrite publiée mercredi, le maire Bill de Blasio a aussi rappelé que des pétrolières étaient au courant depuis plusieurs années de la réalité des bouleversements climatiques, mais qu'elles ont sciemment « trompé le public pour protéger leurs profits ».

Une analyse publiée l'an dernier par *Environmental Research Letters* confirmait justement qu'ExxonMobil savait depuis les années 1980 que les changements climatiques étaient réels et causés par des activités humaines, mais a publiquement entretenu le doute sur cette réalité.

Selon le maire de New York, les cinq poids lourds du secteur des énergies fossiles doivent donc contribuer au financement du plan que la Ville doit absolument mettre en oeuvre « pour protéger la ville et ses citoyens contre les impacts sévères des changements climatiques déjà en cours et à venir ». Jugeant sa ville « exceptionnellement vulnérable », Bill de Blasio a d'ailleurs souligné mercredi que cette crise environnementale sans précédent représente « le plus important défi » des

prochaines décennies.

Déjà, New York a lancé en 2016 un programme de plus de 20 milliards de dollars pour se préparer à faire face aux impacts grandissants des bouleversements du climat, dont la montée du niveau des océans, la multiplication des événements climatiques extrêmes et des vagues de chaleur. Et la menace est bien réelle. À titre d'exemple, l'ouragan *Sandy*, qui a frappé la région en 2012, a coûté plus de 40 milliards de dollars à l'État de New York.

### **Mouvement américain**

Les documents déposés dans le cadre de la procédure judiciaire ne mentionnent pas de montant précis réclamé aux entreprises, mais les « dommages » qui seraient accordés par la justice serviraient directement au financement des mesures prises par la Ville pour lutter contre les conséquences des changements climatiques.

New York n'est pas la première ville américaine à tenter une poursuite contre les pétrolières BP, Chevron, ConocoPhillips, ExxonMobil et Shell. En septembre dernier, San Francisco et Oakland ont lancé des procédures similaires contre les mêmes multinationales et invoquant leur responsabilité dans les changements climatiques, mais aussi pour le financement des mesures d'adaptation des villes.

Les deux villes ont aussi insisté sur le fait que les pétrolières savaient déjà, il y a plus de 30 ans, que les émissions de gaz à effet de serre imputables aux énergies fossiles provoquaient des changements du climat de la planète.

ExxonMobil a toutefois répliqué en lançant une contre-poursuite dans laquelle elle affirme que les démarches de San Francisco et d'autres villes constituent un « abus de pouvoir politique ».

### **Pétrolières mécontentes**

Sans surprise, les entreprises visées par la poursuite de New York ont toutes dénoncé la démarche mercredi. « Ce type d'action en justice [...] contre une industrie qui propose des produits sur lesquels nous nous appuyons tous pour faire fonctionner l'économie et vivre au quotidien n'en est pas une », a dit un porte-parole d'ExxonMobil, en entrevue à l'Agence France-Presse.

Chevron a dénoncé une action « sans fondement factuel ou juridique », qui « ne fera rien pour répondre à la grave question des changements climatiques », tandis que Shell soulignait que le réchauffement devait être traité « par des politiques gouvernementales raisonnables et le changement culturel », et non « par les tribunaux ».

Les groupes écologistes ont pour leur part salué l'initiative new-yorkaise. Selon Greenpeace, celle-ci aurait d'ailleurs de « bonnes chances » de réussir, à l'instar des poursuites intentées au cours des dernières années contre les fabricants de tabac.

La tâche s'annonce toutefois très ardue, estime l'avocate Karine Péloffy, directrice générale du Centre québécois du droit de l'environnement. Certes, des organisations

comme le Carbon Disclosure Project ont déjà publié des analyses qui démontrent, avec une certaine précision, la « responsabilité historique » des pétrolières pour les émissions de gaz à effet de serre planétaires.

« Il y a donc une assise juridique, selon Me Péloffy. C'est envisageable, mais ce ne sera pas facile. Et dans le cas des compagnies de tabac, entre le premier recours et la première victoire, il s'est écoulé 42 ans. »

Avocat chez BCF Avocats d'affaires, Shaun Finn souligne pour sa part que ce genre de cause semble complexe, notamment en raison du caractère toujours relativement « préliminaire » des connaissances précises sur les divers aspects des changements climatiques. Il rappelle ainsi que dans une telle action, il faut établir qu'il y a bel et bien eu « faute » de la part des entreprises, mais aussi démontrer le « préjudice » subi et le « lien de causalité ».

Désinvestissement du secteur des énergies fossiles Au moment d'annoncer la poursuite contre les pétrolières, mercredi, le maire de New York, Bill de Blasio, a fait savoir qu'il souhaite retirer les investissements du fonds de retraite de la Ville, un fonds de plus de 190 milliards \$US, du secteur des énergies fossiles. Cela pourrait signifier le retrait de plus de cinq milliards de dollars des secteurs pétrolier, gazier et du charbon. « New York fait front pour les générations futures et notre planète » en décidant de liquider ses investissements dans les énergies fossiles, a déclaré M. de Blasio. New York pourrait ainsi devenir « la première ville majeure des États-Unis » à désinvestir du secteur des énergies fossiles. D'autres grandes villes américaines ont déjà envisagé de désengager leurs fonds de retraite publics des énergies fossiles, notamment San Francisco et Seattle, mais aucune n'est encore passée à l'acte.

## Il fait si chaud en Australie que des centaines de chauves-souris mourantes tombent des arbres

par [Brice Louvet](#) 10 janvier 2018, SciencePost



Crédits : Help Save the Wildlife and Bushlands in Campbelltown / Facebook

**La ville de Sydney enregistre ce dimanche sa journée la plus chaude depuis 1939, avec des températures atteignant 47,3 °C dans la banlieue de Penrith. Certains suffoquent, à commencer par les chauves-souris.**

Ce fut une semaine particulièrement étrange au niveau du temps. En Amérique du Nord, les Canadiens et nord-américains (particulièrement à l'Est) frissonnaient à cause du gel, des cyclones et d'un vortex polaire. Il a fait si froid que les iguanes, gelés, sont tombés des arbres. Pendant ce temps, l'Australie suffoque à cause de la chaleur. Si les habitants en souffrent, les animaux également. C'est notamment le cas des chauves-souris, retrouvées mortes par dizaines à Sydney, le cerveau littéralement « grillé » par les fortes chaleurs, selon des responsables locaux de la nature.

« *Elles ont cuit sur place* », explique Kate Ryan, gestionnaire de la colonie de Campbelltown, dans le *Camden Advertiser*. « *Je ne sais plus combien de fois je me suis penchée pour ramasser une carcasse de bébé chauve-souris. Il y avait des cadavres partout* ». Les chauves-souris adultes cherchant désespérément de l'ombre près des ruisseaux, les bébés ont en effet été laissés seuls, pendants aux arbres et sans moyens pour survivre à la chaleur. Sur la page Facebook de l'association [Help Save the Wildlife and Bushlands in Campbelltown](#), on peut notamment voir de nombreuses photos des bénévoles ramassant les chauves-souris mortes et arrosant des koalas pour tenter de les rafraîchir.



*Des chauves-souris tombées des arbres à cause de la chaleur étouffante en Australie.*

*Crédits : Help Save the Wildlife and Bushlands in Campbelltown / Facebook*

Les chauves-souris se sont adaptées au climat chaud de l'Australie, mais elles sont incapables de réguler leur température corporelle lorsque la température extérieure s'élève au-dessus de 40 °C. Le problème, c'est que les plus jeunes sont particulièrement vulnérables et sont beaucoup moins tolérantes à la chaleur.

Le renard volant à tête grise, ou roussette à tête grise, l'une des quatre espèces de

chauves-souris retrouvées en Australie, est aujourd'hui considéré comme une espèce vulnérable. Il en resterait environ 400 000, contre plus de 560 000 en 1989. Rappelons que ces animaux jouent un rôle important dans la pollinisation et le transport des graines. [Source](#)

## **Bioéthique, qui a le droit de vivre... ou de mourir ?**

Michel Sourrouille , Biosphere, 11 janvier 2018



Qui a le droit de vivre et qui a le devoir de mourir ? C'est la bioéthique qui est censée nous donner des réponses sur la fin de vie, la procréation médicalement assistée, le clonage, etc. Un Comité consultatif national d'éthique (CCNE) a été créé en 1983 pour mieux baliser le terrain. Les premières dispositions législatives ont été prises en 1994 avec l'adoption de trois lois sur la bioéthique. L'une d'entre elles prévoyait que la procréation médicalement assistée ne peut avoir pour objet que de traiter une stérilité ou d'éviter la transmission à l'enfant d'une maladie génétique grave. En outre, elle était réservée aux couples hétérosexuels vivants, en âge de procréer et vivant ensemble depuis au moins deux ans, l'un des gamètes au moins devant provenir d'un des deux partenaires. L'éthique change avec l'évolution des mœurs, très rapidement aujourd'hui, trop rapidement. En juin 2017, le CCNE s'est déclaré cette fois favorable à l'insémination avec donneur de femmes seules ou homosexuelles. Plus de référence aux couple hétérosexuels, la loi sur le mariage pour tous est passé par là.

Il n'y a actuellement aucune stabilité dans la définition des valeurs qui régissent nos comportements, même en matière de vie et de mort. En l'absence de données scientifiques qui puissent fonder nos conceptions de la naissance et du décès, tout devient possible. Il suffit qu'une majorité d'opinion semble se dégager pour qu'un gouvernement à la recherche du buzz lui emboîte le pas. Or la démocratie suppose la prise en compte d'avis éclairés plutôt que d'opinions, c'est là une condition nécessaire pour définir le bien commun. L'illusion en matière d'éthique est qu'une solution « juste » pourrait résulter du déballage non dosé des intérêts, des convictions, des impressions, et des espoirs. Aujourd'hui le président Macron met en place des *États généraux de la bioéthique*\* sur la période du 18 janvier au 7 juillet 2018 : « *Ce sera un*

*vrai débat philosophique dans la société.* » Sauf qu'une assemblée ouverte à tous peut être un lieu précieux d'information mais ne se prête pas au recueil d'un « avis citoyen ». Il faudrait pour cela s'assurer préalablement que les citoyens consultés représentent un échantillon représentatif de la population, qu'ils ne portent pas d'intérêts particuliers, et qu'ils sont tous suffisamment informés avant de s'exprimer. Ce n'est pas le cas pour ces États généraux. L'objectif est d'ouvrir le débat le plus largement possible, ce qui ne peut qu'entraîner la confusion générale. Le président du CCNE qui pilote ce fourmillement n'a voulu exclure aucun sujet, l'essentiel va se noyer dans les détails. On laissera s'exprimer ceux qui ont un avis tranché et souvent non négociable comme les représentants des diverses religions, l'association « La Manif pour tous » (opposée à toute évolution de la loi), l'association des familles homoparentales... Rien n'est prévu pour permettre la réflexion de chacun. Le consensus est impossible car chacun aura ses raisons d'avoir raison contre tous les autres. Il faudrait donc prendre la question éthique autrement.

Où sont les limites, limite de l'intervention de l'État sur nos vies, limite de l'utilisation des techniques, limite aux intérêts économiques et financiers ? On ne pourra pas définir de limites dans le cadre de délibérations sociales glorifiant la toute-puissance de l'espèce humaine. Il faut donc faire appel à des contraintes externes, imposées par la nature. L'activisme humain perturbe toutes les [lois de la nature](#), les cycles de l'eau, du carbone, du phosphore, et même celles de la naissance et de la mort. Donner la vie malgré sa stérilité n'est que l'aboutissement d'une civilisation techno-industrielle qui donne aux humains la possibilité d'échapper à l'équilibre naturel dynamique qui empêche une espèce de proliférer continuellement au détriment de son milieu. L'avenir n'est pas à obtenir un enfant à tout prix, mais à faire moins d'enfants. L'avenir n'est pas à vivre 1000 ans, mais à savoir reconnaître et accepter quand vient l'heure de notre mort. Nous devrions avoir la lucidité de pouvoir choisir les techniques qui nous mettent en conformité avec les lois de la nature. Si nous ne le faisons pas, la pénurie énergétique nous obligera de toute façon à aller vers une éthique plus proche de nos aptitudes physiques directes sans passer par les structures médicales, institutionnelles ou technologiques. Il y a des techniques dures comme le DPI (diagnostic préimplantatoire) et les mères porteuses. Il y a des techniques douces comme le préservatif ou le stérilet. Il y a des techniques dures comme les soins palliatifs reliés à des tuyaux. Il y a le droit de mourir dans la dignité.

\* LE MONDE du 7-8 janvier 2018, *Bioéthique : des États généraux pour ouvrir le débat le plus largement possible*

## **ÉNERGIE... 10/01/2018**

**10 Janvier 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND**

Alors, on nous dit qu'il fût pas donner des [sous au renouvelable](#). Il vaut mieux construire des centrales nucléaires, des SMR, le seul problème étant, finalement, que cette

technologie n'existe pas.

Les éoliennes seraient dangereuses. Putain, heureusement qu'on nous met en garde ! Attention aux pales qui virevoltent dans le ciel, on en voit voler tous les jours... Mais pour les radiations nucléaires, il n'y a qu'à mépriser. J'ai juste là ???

**Ces allemands, ils n'ont tourné qu'un jour au 100 % renouvelable !** Méprisables. les investissements sont encore plus importants dans le fossile que dans le renouvelable ? On ne peut pas empêcher les gens de faire de conneries, et de mettre du fric dans des trucs pas rentables, et qui ne le seront jamais.

Il faut être gonflé comme une outre pour prétendre que le nucléaire, c'est du décarbonné. Parce que les mines d'uranium et le traitement du minerai, ça ne se fait pas à la main, à la pic et à la pioche, et la mine de cigar-lake est tellement radioactive que le front de taille est congelé...

Et puis, c'est bien connu, la terre est plate, et les énergies fossiles et nucléaires, inépuisables. J'ai re-bon, là ?

## SECTION ÉCONOMIE



### **Ces scénarios catastrophe qui font froid dans le dos...**

Publié le 11 janvier 2018 à 09:00:36 par Tiger54 / 6 commentaires / 1 385 vues

Le site américain Bloomberg vient de délivrer son « guide pessimiste » pour 2018. Au menu : de sombres prédictions à l'horizon 2028. Ces scénarios sont-ils... Lire la suite



### **Selon Bill Gross, c'est terminé ! Le marché obligataire est entré dans un « bear market »**

Publié le 10 janvier 2018 à 19:05:26 par Tiger54 / 4 commentaires / 1 802 vues

L'influent investisseur obligataire Bill Gross de Janus Henderson Investors (ex-PIMCO) a publié un tweet retentissant aujourd'hui. Selon lui, le marché obligataire... Lire la suite



### **Philippe Béchade: « On est au delà de tout ce qu'on a connu dans l'histoire des marchés... Mais allons-y, continuons ! »**

Publié le 10 janvier 2018 à 19:27:33 par Tiger54 / 5 commentaires / 1 435 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Serge Négrier, directeur... Lire la suite



## **Philippe Béchade: Séance 11/01/18: « Chine / Etats Unis vers une dangereuse partie de Xi Jinping-Pong »**

Publié le 11 janvier 2018 à 15:00:09 par Tiger54 / 0 commentaire / 142 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Jeudi... Lire la suite



## **Philippe Béchade: Séance du Mercredi 10 janvier 2018: « Le mardi 9 janvier serait-il l'équivalent du 4 septembre 2000 ? »**

Publié le 10 janvier 2018 à 17:45:46 par Tiger54 / 0 commentaire / 1 033 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du... Lire la suite

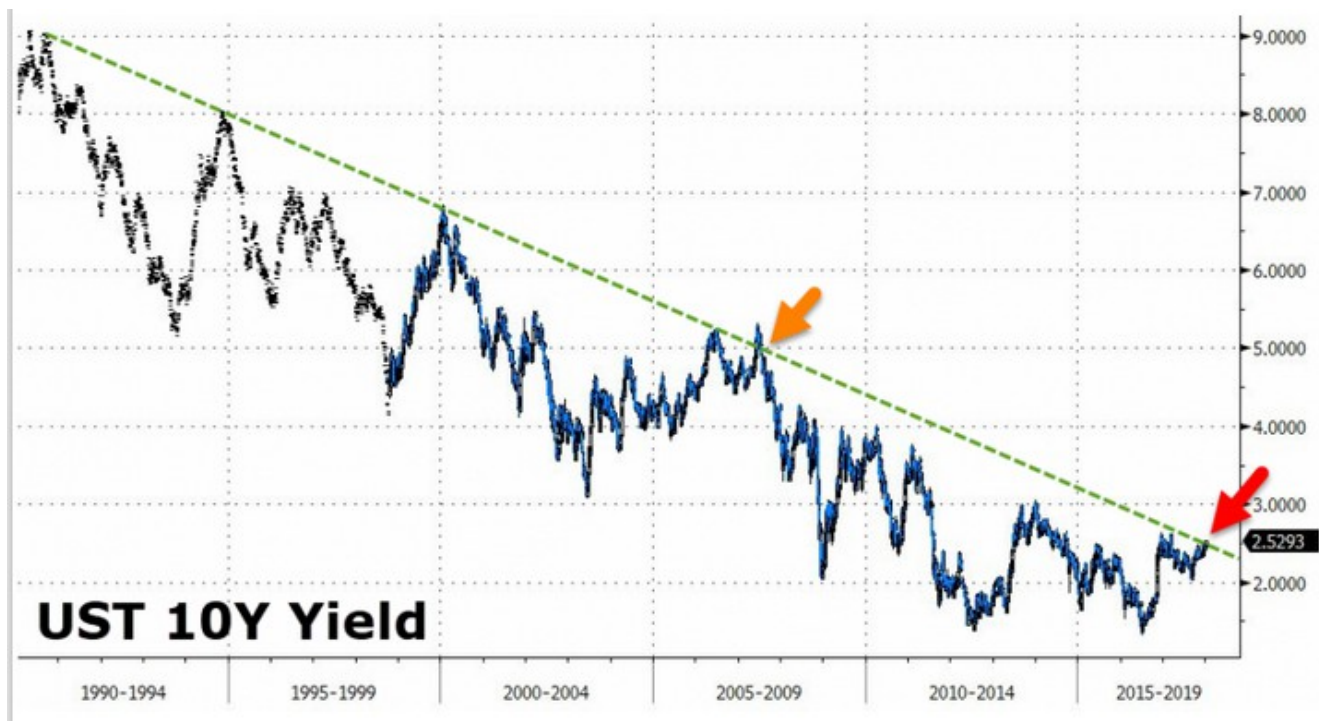
# **Selon Bill Gross, c'est terminé ! Le marché obligataire est entré dans un « bear market »**

**GoldBroker.fr et BusinessBourse.com Le 10 Janvier 2018**

**L'influent investisseur obligataire Bill Gross de Janus Henderson Investors (ex-PIMCO) a publié un tweet retentissant aujourd'hui. Selon lui, le marché obligataire est entré en phase baissière (Bear Market).**



Pour Bill Gross, c'en est fini avec le « marché haussier » pour les obligations qui dure depuis près de 30 ans. Le taux américain à 10 ans a franchi 2,5% et évolue à l'heure où je rédige ce très court article à 2,58%. Regardez bien le graphique ci-dessous, il va falloir surveiller si l'on va assister ou non au franchissement à la hausse de cette longue oblique baissière qui sert de résistance.



## **Fitch avertit de nouveau les USA sur le plafond de la dette**

par [Charles Sannat](#) | 11 Jan 2018



D'après cette dépêche Reuters, l'agence de notation Fitch a de nouveau averti mercredi les États-Unis qu'ils pourraient perdre leur note souveraine "triple A" si le plafond de la dette publique n'est pas de nouveau relevé dans les prochains mois...

On prend donc les mêmes et on recommence à nouveau.

Je crois que l'on peut déjà écrire les articles du relèvement du plafond de la dette 2019, 2020 et même 2021. Un copier-coller, un changement de date et hop ! Le boulot est déjà prêt !

« Selon les dernières prévisions du Congressional Budget Office (CBO), un organe non-partisan du Congrès, le Trésor américain aura atteint ce plafond d'ici fin mars ou début avril, ce qui l'empêchera de souscrire de nouveaux emprunts et le privera de liquidités si la Chambre des représentants et le Sénat n'ont pas voté dans l'intervalle un texte relevant le plafond de la dette fédérale.

James McCormack, directeur des notations souveraines de Fitch, a déclaré à Reuters que

même si Washington continuait, une fois le plafond atteint, de payer les intérêts sur les emprunts d'État, le non-respect d'autres obligations "ne serait pas compatible avec un statut AAA". »

... La question à quelques milliards de dollars est donc de savoir si Donald Trump réussira à négocier sans trop de couinements ce relèvement du plafond de la dette avant l'échéance obligeant le gouvernement fédéral à cesser ses activités.

*Charles SANNAT*     [Source Reuters via Challenges ici](#)

## **La Chine dédaigne le dollar, et alors ?**

*Rédigé le 11 janvier 2018 par [Simone Wapler](#)*

*La Chine va acheter moins de bons du Trésor américain, nous a appris Bloomberg hier qui cite un rapport officiel. Est-ce très important ?*

En apparence tout est simple.

Les matières premières sont cotées sur les marchés internationaux en dollar. Tout le monde a besoin de pétrole, ou de blé, ou de cuivre...

Les Etats-Unis achètent à crédit aux étrangers. Ils exportent leur dette libellée en dollars. Les étrangers qui les fournissent stockent cette dette – des dollars donc. Ceci leur permet d'acheter des matières premières. Ces matières premières sont ensuite transformées et rentrent dans les produits achetés à crédit par les Etats-Unis.

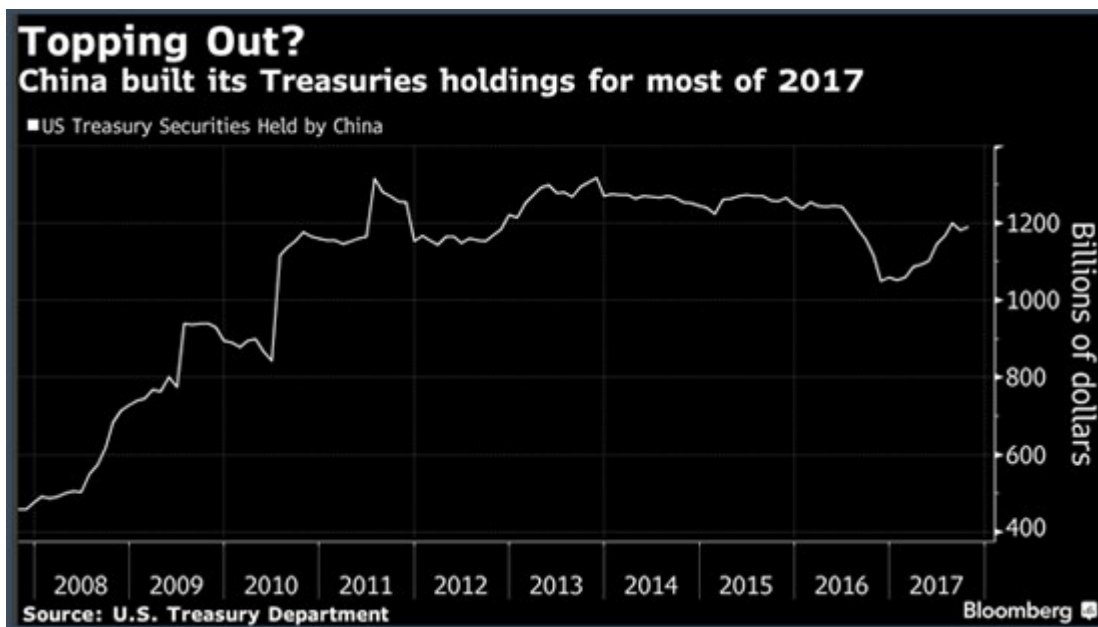
Les Etats-Unis exportent beaucoup de dettes et tout le monde est content. Enfin... pour le moment.

N'oubliez pas, cher lecteur, que nous ne vivons pas dans un monde capitaliste dans lequel on achète comptant, où le crédit est réservé aux investissements et où l'argent prêté a déjà été gagné.

Nous vivons sous l'ère du créditisme. Tout s'échange à crédit et l'inverse du crédit, c'est la dette. La dette mondiale atteint l'équivalent de 233 000 Mds\$. Cela fait 33 000 \$ par bipède. Il faudrait retrancher les nouveaux-nés, ceux qui sont trop vieux pour travailler, et le milliard de gens qui vivent avec moins de 1 € par jour. Si vous travaillez, considérez que votre facture est bien supérieure.

Chacun pense que cela ne le regarde pas et qu'il ne remboursera pas.

Mais revenons à ces fourbes de Chinois. Je dis « fourbes » car les membres du Parti savent très bien comment le créditisme fonctionne. Ils ont toujours acheté des tombereaux de bons du Trésor. C'est ce qu'on appelle des « réserves de change ». Les Chinois en ont pour 1 200 Mds\$ précisément, selon Bloomberg... mais vous noterez que déjà en 2016, les Chinois en avaient acheté moins et à l'époque, ils ne l'avaient pas claironné sur Bloomberg.



Les camarades-capitalistes disent trouver que la dette américaine n'est plus attractive. Il faut dire que le pétrole augmente et que le dollar s'est déprécié de 10% en 2017 face aux grandes devises.

Surtout, les rodomontades de Trump et le protectionnisme défendu par le gouvernement américain les agacent. Le géant des télécoms Huawei s'est vu récemment rembaré du marché américain. Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, qui voulait acheter MoneyGram a reçu une fin de non-recevoir.

A quoi sert d'avoir des dollars si vous ne pouvez pas les réinvestir ou les dépenser aux Etats-Unis ?

**INVESTING**

FINANCE | BANKS | INVESTING | WALL STREET | HEDGE FUNDS | M&A | INSURANCE | VENTURE CAPITAL

## China is reportedly thinking of halting US Treasury purchases and that's worrying markets

- The report notes that Chinese officials think U.S. debt is becoming less attractive compared with other assets.
- Trade tensions between the two countries could provide a reason to slow down or halt the purchases, according to the report.
- Treasuries and the dollar fell on the report. Gold rose. Equities fell
- China is the biggest buyer of U.S. sovereign debt.

Fred Imbert | @foimbert  
Published 20 Hours Ago | Updated 12 Hours Ago

CNBC

A cette annonce des officiels chinois, l'or a légèrement réagi. Seulement légèrement... Ce n'est pas (encore) la panique. Si les bons du Trésor ne trouvent pas preneurs, la Fed les achètera.

Il y a plus dangereux pour le créditisme que cette histoire de dollar et de Chinois. La hausse des rendements des bons du Trésor US qui continue sa course. Cela signifie que les malheureux qui ont un stock de ces obligations ne peuvent les revendre qu'à perte (ou à la Fed).

Je ne sais pas trop où tout cela va nous mener. Mais l'or – qui n'est la dette de personne – permet d'avoir une assurance anti-catastrophe. Pour le moment, la prime n'est pas encore trop chère.

## **La confession d'un lobbyiste repent**

*Rédigé le 11 janvier 2018 par [Bill Bonner](#)*

*Un lobbyiste repent de la corruption s'est confié sur Vox.com. Assainir les pratiques de Washington serait une douloureuse cure de désintoxication.*

Aujourd'hui, nous revenons à l'essentiel.

A quelques exceptions près, la richesse réelle ne provient pas des réductions d'impôts, des taux d'intérêt bas, du QE ou de toute autre charlatanerie inventée par les autorités politiques et financières.

Si c'était le cas, il y aurait bien plus de riches dans ce monde. Au lieu de ça, la richesse se gagne « à la dure » – par de vrais gens faisant du vrai travail.

Les vrais emplois sont des emplois gagnant-gagnant. Il n'y a pas de secret... de mystère... ou de raccourcis. Il faut satisfaire son client, produire quelque chose qu'il veut – et ce que les gens veulent est ce que nous appelons « richesse ».

Une économie tend donc à prospérer ou décroître en fonction du nombre de gens qui fournissent activement des biens et des services gagnant-gagnant aux autres... par rapport au nombre de gens (zombies, compères et bestioles du Marigot) qui vivent aux crochets des autres.

La croissance du PIB US diminue depuis 35 ans. Pour une raison simple : moins de gens satisfont les besoins de clients. On trouve plus de gens qui sont à la retraite, en prison, à l'école ou qui travaillent – directement ou indirectement – pour le gouvernement.

En 1950, le gouvernement représentait environ 30% de l'économie US. Aujourd'hui, on est plus proche de 50% (selon notre estimation... si l'on ajoute les secteurs « privés » largement contrôlés par les autorités).

A l'époque, on trouvait à peine 100 000 personnes en prison ; aujourd'hui, ils sont près de 2,5 millions. A l'époque, seuls 2% des Américains recevaient des allocations sous une forme ou une autre. Aujourd'hui, ils sont plus de 10 millions, soit environ 4% de la

population.

Cette tendance – moins de gens entretenant plus de gens, financés avec de l'argent factice – signifie que les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres.

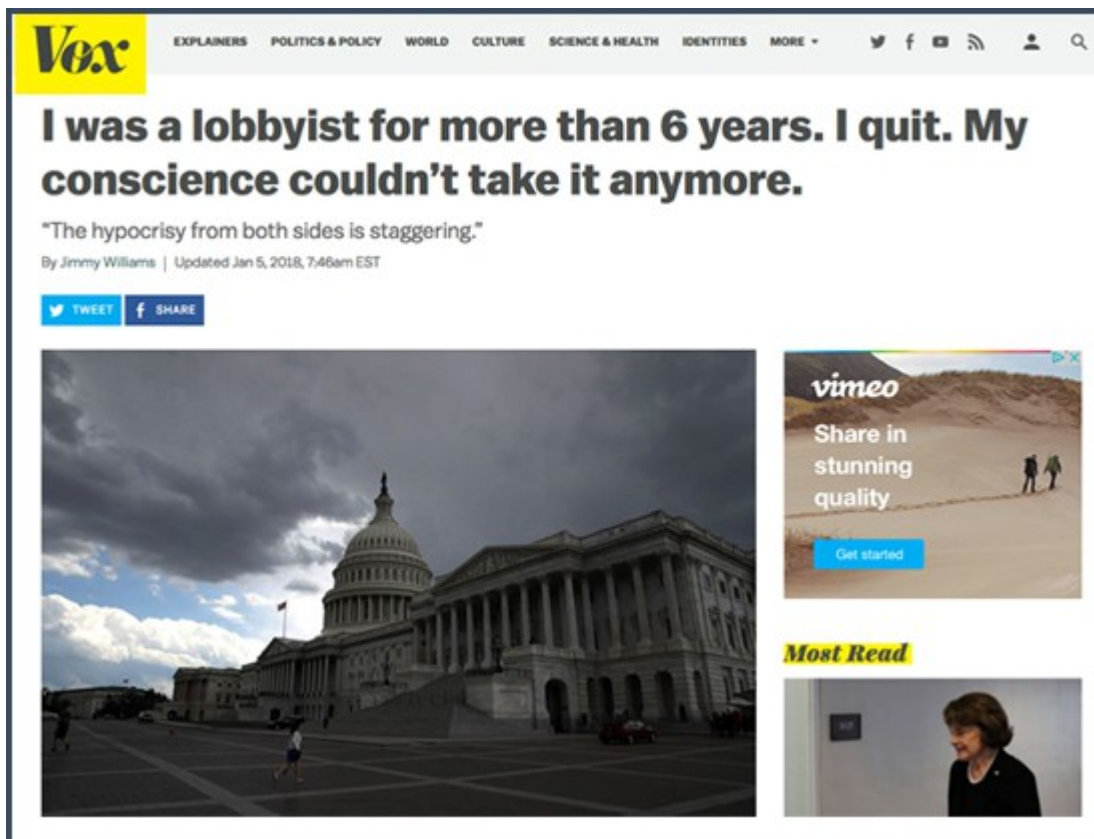
Et ça ne changera pas à moins que 1) quelqu'un assainisse effectivement le Marigot, ou 2) le système s'effondre.

Nous pensons que l'option 1 est impossible... puisque les bestioles du Marigot contrôlent le gouvernement.

Reste donc l'option 2.

## Corruption légalisée

Pour comprendre comment cela fonctionne, nous nous tournons vers un initié – un opérateur du *Deep State* et ancienne bestiole du Marigot repentie, Jimmy Williams.



The image shows a screenshot of a Vox.com article. The article title is "I was a lobbyist for more than 6 years. I quit. My conscience couldn't take it anymore." by Jimmy Williams, updated on Jan 5, 2018. A quote reads: "The hypocrisy from both sides is staggering." Below the article title is a large image of the US Capitol building. To the right of the main image is a Vimeo advertisement and a "Most Read" section featuring a small video thumbnail of a woman.

Voici un extrait d'un article publié par Williams sur le site Vox.com :

*« J'étais lobbyiste à Washington DC de 2003 à 2010. J'ai démissionné par dégoût. Des années de corruption légalisée m'avaient exposé aux pires éléments des rouages politiques de notre pays. Même mon salaire annuel à un demi-million de dollars n'arrivait pas à faire taire ma conscience.*

*Durant mes années en tant que lobbyiste, j'ai travaillé pour le secteur de l'alcool, le*

*secteur des voitures de course et pour un milliardaire appelé Carl Icahn. J'ai rencontré des centaines de membres du Congrès pour défendre les intérêts politiques de mes employeurs et clients.*

### ***Quel genre de formation faut-il pour un tel emploi ?***

*La chose la plus importante que je faisais tous les jours était d'assister aux sessions du Sénat. J'ai appris tout ce qu'il y a à savoir sur comment faire en sorte que le Sénat fonctionne correctement et, bien entendu, l'inverse : comment embourber le système pour qu'il s'arrête net. Les deux sont tout aussi efficaces quand il s'agit de conclure des accords et de faire en sorte qu'une législation soit approuvée ou non.*

### ***Comment est-ce, être lobbyiste ?***

*Au début, c'était génial. Pas de limites aux notes de frais, des nuits passées à faire la fête, des bouteilles très chères, des dînes sophistiqués avec des sénateurs et des membres du Congrès – telle était ma vie.*

*J'ai assisté à des petits déjeuners de collecte de fonds, suivis par des comités avec les mêmes membres du Congrès ou sénateurs – une réunion qui m'avait coûté, à moi ou à mon comité d'action politique, 2 500 \$ pour acheter un vote sur la législation dont nous avions discuté au-dessus des oeufs et du bacon le matin même.*

*Il y avait ensuite un déjeuner de collecte de fonds avec un autre membre du Congrès, payé par un autre chèque de 2 500 \$, pour discuter des sujets qui tenaient à coeur de mes clients. Ensuite, ils partaient voter sur ces sujets. C'était un cycle sans fin, de l'argent contre des votes.*

*Incroyable que les membres du Parlement et du Sénat aient le temps de légiférer alors qu'ils passent tant de temps à lever de l'argent ».*

### ***Ce qui est corrompu ne peut s'assainir lui-même***

M. Williams décrit le fonctionnement du Marigot.

C'est ainsi que nous avons eu l'Obamacare, la Loi sur la fiscalité républicaine... et quasiment l'intégralité des 80 000 pages de règles et lois figurant au Registre fédéral. Et maintenant que les bestioles ont le contrôle plein et entier, impossible de les arrêter. M. Trump ne peut pas assainir le Marigot.

Nous venons de terminer de lire un livre intitulé *The Great Leveler: Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century* [« Le grand égalisateur : la violence et l'histoire des inégalités depuis l'Age de Pierre jusqu'au XXIème siècle », NDLR].

Après avoir passé en revue les statistiques, son auteur, Walter Scheidel, conclut qu'il est presque impossible d'assainir le Marigot de manière pacifique.

Il faut plutôt une guerre... une épidémie... un effondrement du gouvernement... ou une

révolution.

A de rares exceptions près, les véritables changements « ne sont possibles que dans la douleur ».

Et, comme la cure de désintoxication d'un drogué, ils ne se produisent pas par choix.

## **Le déficit commercial américain au plus haut depuis 6 ans, de mauvais augure pour la croissance ?**

Par [Or-Argent](#) - Jan 11, 2018



**Donald Trump en avait fait son cheval de bataille durant la campagne électorale : il faut restaurer la grandeur de l'Amérique (« Make America Great Again »), et cela passe par la résorption de son déficit commercial conséquent.**

Malheureusement pour lui, depuis son investiture les choses vont de mal en pis : en novembre 2017, le déficit commercial américain s'est encore creusé, et plus qu'anticipé par les analystes. Selon le Département du Commerce américain (source [Reuters](#)), le trou s'est élevé à 50,5 milliards en novembre, soit une augmentation de 3,2 %. Il s'agit du plus gros déficit commercial mensuel aux États-Unis depuis janvier 2012.

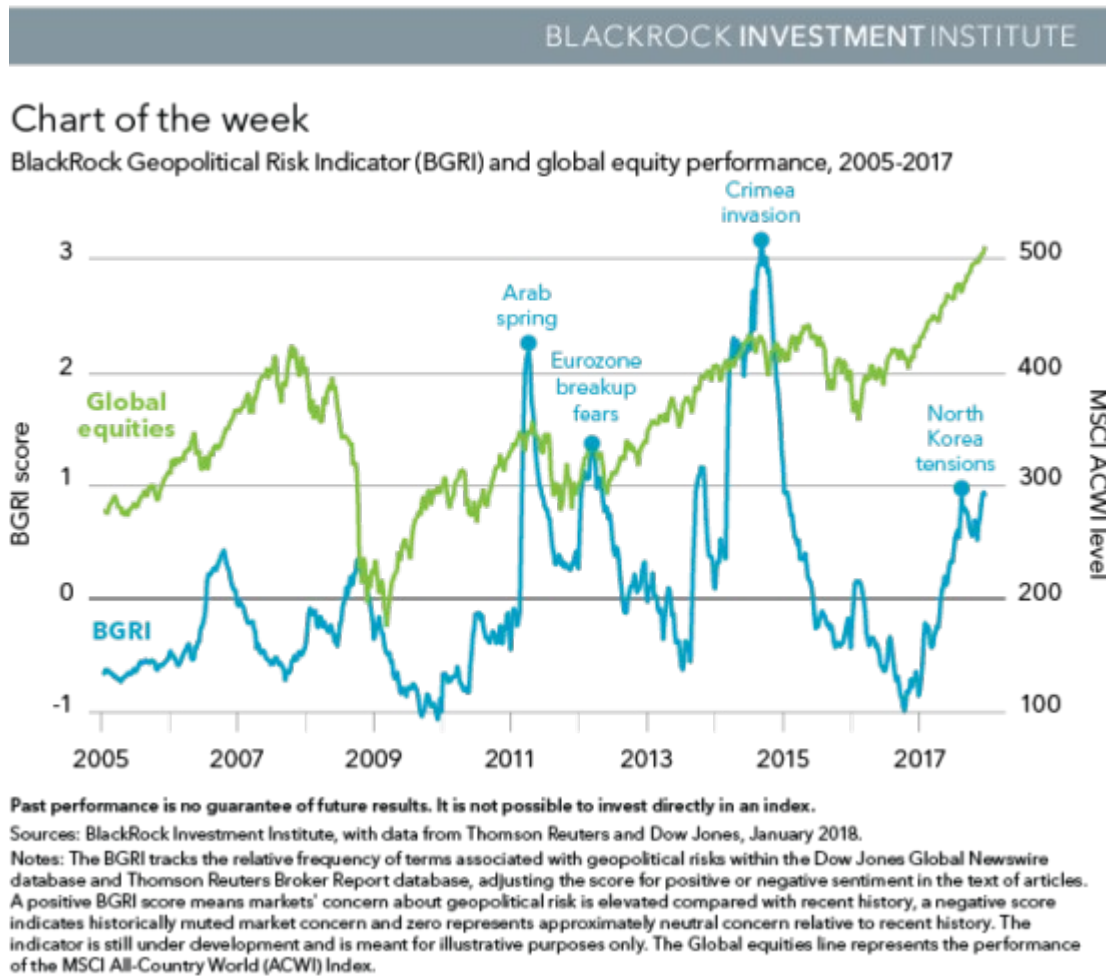
Les économistes interrogés par Reuters avaient prévu une augmentation du déficit qui atteindrait 49,5 milliards en novembre, alors que le mois précédent le trou s'était élevé à 48,7 milliards. Élément important à noter pour alimenter le débat qui a lieu en ce moment concernant l'éventuel retour de l'inflation, une partie de ce creusement est due à l'augmentation des prix...

Les exportations américaines ont augmenté de 2,3 % pour atteindre un montant record de 200,2 milliards de dollars en novembre. Ces exportations sont notamment dopées par la faiblesse relative du dollar, qui soutient le secteur manufacturier américain. Mais les exportations américaines vers la Chine ont tout de même baissé de 1,9 %. Le déficit commercial entre les États-Unis et la Chine s'est d'ailleurs creusé de 0,6 %.

Ce qui nous amène à cet article de [BlackRock](#) qui évoque le risque géopolitique en

2018, et qui affirme que c'est du côté du commerce international qu'il faudra être attentif cette année :

« L'économie est en phase de croissance, les marchés actions ont atteint de nouveaux records et les marchés semblent calmes. Pourquoi faudrait-il s'inquiéter ? Les risques géopolitiques font leur réapparition, d'après le BlackRock Geopolitical Risk Indicator (BGRI). Ce qui n'est pas nécessairement négatif pour les marchés :



Le **BGRI** jauge le niveau d'inquiétude des marchés concernant le risque géopolitique en fonction de la couverture de ce sujet dans les médias et les papiers des grandes institutions financières. Un score positif indique que les marchés semblent davantage s'inquiéter des risques géopolitiques (sur base historique), tandis qu'un score négatif indique qu'ils s'en soucient moins.

Le BGRI est désormais à un plus haut depuis mars 2015, ainsi qu'à des niveaux bien plus élevés que durant 2017 alors que les marchés devaient digérer la victoire de Donald Trump, s'inquiétaient à propos du résultat des élections françaises et craignaient les conséquences d'un Brexit tendu. Faut-il s'inquiéter de cette hausse du BGRI vu que nous sommes encore loin des plus hauts ? Nous pensons que l'approche américaine concernant les échanges commerciaux doit être surveillée de près.

## **Le commerce est le risque à surveiller**

(...) Le contexte économique est solide, et nous ne pensons pas que la géopolitique va remettre fondamentalement en cause cette tendance.

Mais quels facteurs pourraient gâcher la fête ? Nous nous inquiétons principalement des conséquences d'une approche protectionniste américaine concernant le commerce. Il s'agit d'un risque qui pourrait freiner la croissance mondiale et les bénéfices jusqu'à remettre en question nos prévisions économiques. Tout démantèlement de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) serait un mauvais signe pour l'économie mondiale. Nous pensons que cela pourrait faire du tort, à court terme, aux marchés actions des marchés émergents.

La recrudescence des tensions commerciales avec la Chine est un autre point d'inquiétude. Nous suivons de près l'examen américain des pratiques commerciales chinoises dans des secteurs tels que la technologie, l'acier, l'aluminium. Nous n'anticipons pas de guerre commerciale, mais les investisseurs doivent se méfier d'une volatilité alimentée par ces tensions en 2018. (...) Notre scénario de base reste néanmoins que la géopolitique ne va pas remettre en question la tendance à la prise de risque en 2018 de façon pérenne.

## **« Nabilla, conseillère en Bitconne, mise en garde par l'AMF !! »**

L'édito de Charles SANNAT 11 Jan 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je dois vous avouer, et j'en suis navré, que cette histoire de Bitcoin est tout de même assez extraordinaire. Vous avez également sous les yeux, au-delà d'une bulle, une

sublime, une superbe expérience, expérimentation même, sociologique.

En plus pour une fois, nous allons pouvoir parler de jolies filles. Mesdames, vous connaissez l'adresse mail de mon épouse en cas de dérapages incontrôlé de votre serviteur ici présent !!!

Si tous les experts autoproclamés des crypto-trucs sont bien incapables de définir la valeur intrinsèque des machins concernés, le simple fait qu'ils « montent » semblent suffire à tout le monde pour se ruer dessus en cessant de réfléchir et de penser.

Il y a deux jours, je vous avais relayé cette sublime vidéo (elle est en bas de cette article pour que ceux qui l'auraient ratée puissent sourire un peu) où la starlette Nabilla, fort sympathique au demeurant et aux atouts et atours tous aussi charmants, lui permettant de séduire sans trop de problèmes les joueurs de foot très fortunés, nous explique très doctement avec des explications d'une immense profondeur économique qu'il est indispensable d'investir dans les Bitcoins, elle nous dit même par quelle société passer. Une société qui existe depuis la nuit des temps à l'entendre, et même « qu'ils » ont toujours fait du Bitcoin... C'est dire le sérieux ! En plus, tenez-vous bien, comble du sérieux, « ils » ont même une page Fesse-bouc... Alors on ne peut faire plus crédible. Et ce n'est pas tout : même qu'elle les connaît bien, et qu'ils sont super forts, avec un méga taux de réussite de 85 % qu'ils ont eux... (Je confesse que le mien est nettement moins élevé...)

Bref, la Nabilla fait une pub qui ne semble pas avoir plu à l'AMF, l'autorité de tutelle qui veille aux placements, et il y a une règle très simple pour ne pas risquer les foudres de l'AMF... : ne jamais dire qu'un placement est sûr, qu'il est garanti et que vous allez devenir super riche sans rien faire et sans risquer votre chemise... Du bon sens quoi !

De quoi donc faire réagir l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui, dans un message insolite posté sur Twitter mardi 9 janvier, a mis en garde « #Nabilla ». « Le #Bitcoin c'est très risqué ! On peut perdre toute sa mise. Pas de placement miracle. Restez à l'écart », a prévenu le gendarme boursier...

Bref, un « gentil » rappel à l'ordre de l'autorité de contrôle que notre Nabilla nationale devrait entendre histoire d'en finir avec les Bitcoins, et de ne pas devenir la première « bitconne ».

### **Les nymphettes des monnaies virtuelles !**

D'après un article du *Monde*, « l'idée d'associer starlettes et monnaies virtuelles devient par ailleurs un phénomène au Japon, où le Bitcoin fait fureur. Des « idoles », des nymphettes qui monopolisent les palmarès musicaux de l'archipel, ont décidé d'exploiter le filon en lançant un groupe dédié aux monnaies virtuelles.

Les huit filles de l'équipe, nommée « Kasotsuka Shojo » (littéralement « les filles de la monnaie virtuelle »), représentent chacune une cryptomonnaie telle que le Bitcoin, l'Ethereum ou le Ripple, et arborent un masque à l'effigie de leur devise.

« Nous voulons promouvoir de manière ludique l'idée que les monnaies virtuelles ne sont pas simplement un outil de spéculation mais une technologie formidable amenée à façonner l'avenir », a commenté leur cheffe, Rara Naruse, 18 ans, dans une déclaration sur Internet, tout en mettant en garde contre les dérives et les fraudes. En décembre, un peu plus de 31 % des transactions mondiales du Bitcoin étaient libellées en yen, d'après jpbitcoin.com, site nippon compilant des données du secteur ».

Tous les pays ne sont pas égaux face à la Bitcoin-mania !

Si le Bitcoin était si génial que cela, il s'arracherait dans tous les pays de façon assez semblable, or on voit bien que ce n'est pas le cas.

Ce qui différencie le Japon de la France ou d'autres pays occidentaux et « modernes », ce n'est pas le nombre de connexions Internet, ou la « modernitude » des citoyens... C'est évidemment le marketing utilisé ou pas par des officines plus ou moins sérieuses ou recommandables.

En l'espèce, au Japon, on vend des Bitcoins en utilisant des « bitconnes » égéries et prostituées des cryptomonnaies.

On se sert des femmes pour faire vendre en excitant les sots.

Si la cryptomonnaie se veut moderne, ses excès sont vieux comme le plus vieux métier du monde et les méthodes utilisées ne valent pas grand-chose.

Bref, une bien petite révolution. Ne vous y trompez-pas.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

## **Démocratie 2.0 ! Une enseignante menottée pour s'être plainte de son salaire**

Comme vous le savez, dans notre recherche effrénée de compétitivité et avec l'ouverture au monde, c'est-à-dire à la Chine qui est la négation même de la démocratie, et qui reste avant tout une dictature politique avec une relative liberté économique, les pays occidentaux, pour gagner cette guerre aux moins-disants, se doivent de réduire le degré de liberté et de contestation.

C'est ce qu'il se passe de manière progressive depuis la chute du mur de Berlin.

Aujourd'hui, des agents menotent une enseignante qui râle et avec tout de même une réelle pondération contre son salaire. Que cela ne plaise pas est une chose. Mais le droit à la contestation et à la discussion ne peut pas disparaître aussi facilement et avec une telle passivité.

N'oubliez pas que cela ne se passera qu'aux États-Unis.

Ce qui arrive aux USA arrivera tôt ou tard chez nous, surtout quand on sait que le totalitarisme marchand EST mondialisé, globalisé. International.

Une multinationale empoisonne des enfants avec du lait pourri. Et vous savez ce qu'il se

passera ? Rien.

Rien du tout.

Il y aura du cinéma. Des sanctions modestes et symboliques et nous retournerons tous devant notre écran télé.

### ***Charles SANNAT***

Une vidéo montre l'arrestation d'une enseignante américaine qui a osé, pendant une réunion scolaire, poser à la direction des questions concernant son salaire.

Une enseignante de Louisiane a été évacuée menottes aux poignets d'une réunion scolaire, selon une vidéo diffusée sur YouTube par le site Kats.com.



<https://youtu.be/o1qien21GLE>

Selon cette dernière, Deysha Hargrave, professeur d'anglais, a posé, lors d'une réunion scolaire, des questions sur son salaire. Par la suite, un policier l'a prise par le coude et lui a demandé de sortir.

« Laissez-moi ! », s'est révoltée l'enseignante en enlevant la main du policier de son coude.

Ensuite, on voit que le policier met l'enseignante à terre et lui passe les menottes. Finalement, il la sort de la salle.

Plus tard, on a appris que l'école n'a déposé aucune plainte contre l'enseignante, mais la femme s'est retrouvée quand-même derrière les barreaux pour « refus de quitter la salle et refus d'obtempérer ».

# Assurance-vie : l'effondrement des rendements

Publié par [Philippe Herlin](#) | 11 janv. 2018

[**NYOUZ2DÉS: phénomène très répandu dans le monde puisque beaucoup de pays ont des taux d'intérêts très bas.**]

L'assurance-vie est le placement préféré des Français avec 1700 milliards d'euros d'encours dont un peu plus de 1300 milliards pour les fonds euros. Le problème est que ce produit ne rapporte quasiment plus rien, son rendement est en chute libre : après être passé sous la barre des 2% en 2017 avec un rendement moyen (des fonds euros) de 1,8%, il devrait encore descendre à 1,5% en 2018 selon [Les Echos](#). À comparer aux 4% de 2008 !

Les rendements diminuent parce que les fonds euros sont investis en obligations d'État qui rapportent de moins en moins à cause la politique des taux zéro des banques centrales. À titre d'exemple, le rendement de l'OAT à 10 ans de la France, l'obligation la plus courante, évoluait autour de 0,5% en décembre 2017. Difficile, dans ce cas, d'offrir des performances intéressantes aux épargnants.

Dans ce contexte de taux d'intérêt au plus bas, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) demande aux assureurs d'augmenter leurs réserves afin de faire face à deux types de risques :

- une prolongation de ces taux zéro qui amènerait l'assurance-vie au niveau du Livret A, entraînant une large désaffection de la clientèle ;
- une remontée trop rapide des taux qui ferait fuir les clients vers les fonds proposant de meilleurs rendements, et qui ferait également chuter la valeur des obligations existantes, mettant à mal le bilan des assureurs.

L'équation s'avère donc extrêmement complexe, les assureurs sont dans une nasse, à peu près perdants quel que soit le scénario. Ne vous inquiétez pas pour eux cependant, l'État a pris ses dispositions avec la loi Sapin 2 qui permet, en cas de crise financière, de stopper le versement des primes et d'empêcher tout retrait, comme nous l'avions expliqué en [juin 2016](#). Au final, c'est l'épargnant qui paiera la note.

Les détenteurs d'assurance-vie sont donc soumis à une baisse drastique des rendements et à un risque sérieux sur le capital en cas de crise financière, une situation peu enviable ! Voilà qui, espérons-le, les fera réfléchir à d'autres types de placements, au premier rang desquels l'or physique qui, lui, offre une garantie absolue quant au capital en cas de crise financière, mais aussi une espérance de rendement intéressante étant donné son actuelle sous-évaluation, alors que le marché obligataire mondial se trouve en situation de bulle. C'est le moment de "switcher" et voici [18 raisons d'acheter de l'or en 2018](#).

Au-delà, c'est le secteur de l'assurance-vie qui pose question, et en conséquence la stabilité du système financier tout entier. À quoi servent ces acteurs s'ils proposent un

produit qui ne rapporte rien ? Quand les clients commenceront à partir en masse, c'est leur survie qui sera alors en jeu. Comment les États financeront-ils leurs déficits si les principaux intermédiaires chargés de placer leurs obligations n'y parviennent plus ? C'est tout le système de la dette publique qui commencera à trembler sur ses bases...

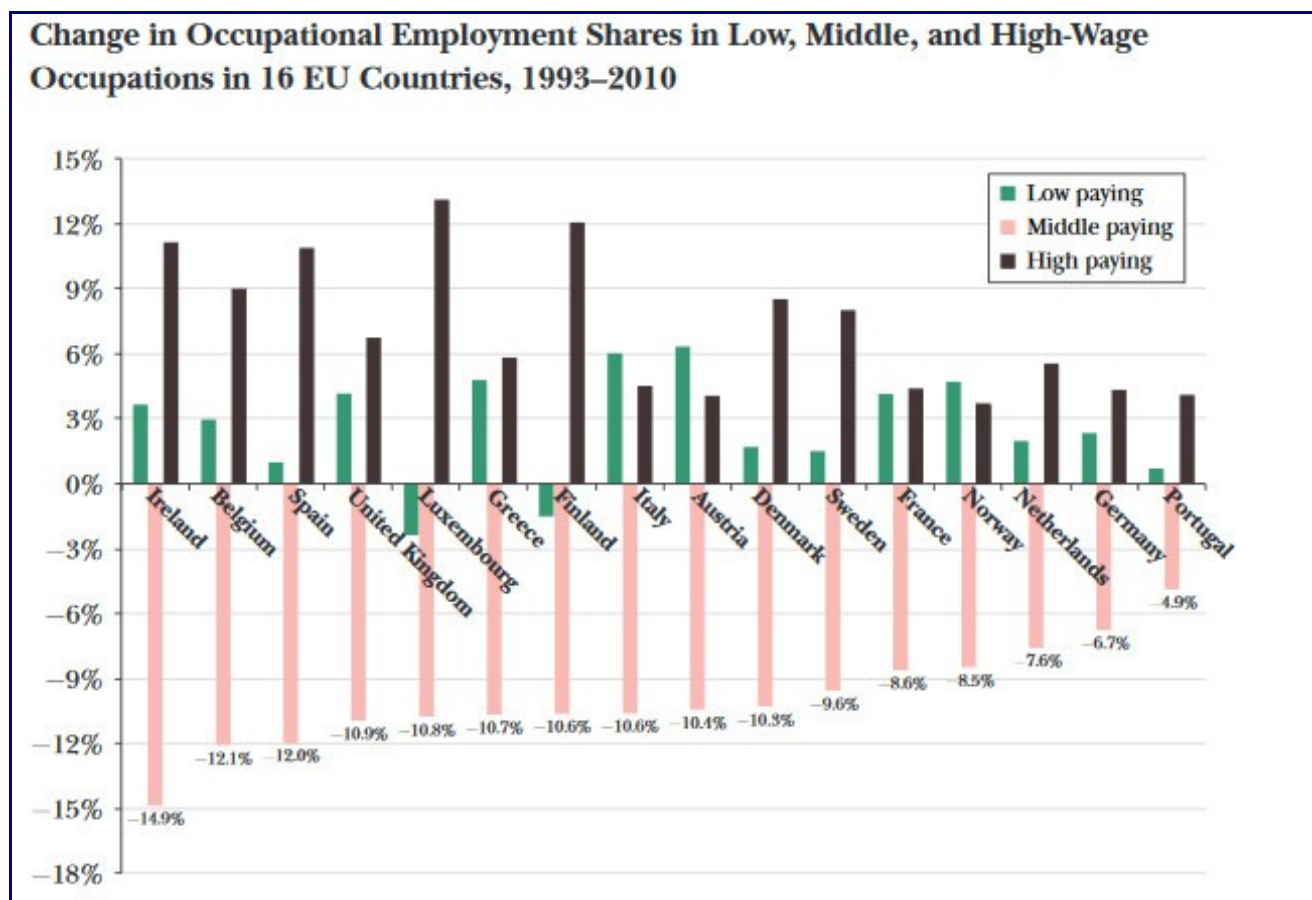
## Construction européenne : la chute des emplois à moyen salaire

Author: BA Blog du Yéti 9 janvier 2018

**[NYOUZ2DÉS: la disparition de la classe moyenne signe la disparition de la civilisation industrielle. C'est la classe moyenne qui paie les infrastructures dans tous les pays le moins riche.]**

La construction européenne a entraîné un appauvrissement généralisé. Une nouvelle preuve parmi d'autres : la chute des emplois à moyen salaire.

Entre 1993 et 2010, France, en Allemagne et partout ailleurs dans l'UE, la proportion des emplois à moyens salaires (*middle paying*) s'est effondrée, comme le démontre le graphique ci-dessous.



Source du graphique : [Why are there still so many jobs ?](#)

Entre 1993 et 2010, la proportion des emplois à moyen salaire s'est effondrée en France de 8,6 % !

Autrement dit :

En France, les classes moyennes se sont beaucoup appauvries. Les classes moyennes rejoignent de plus en plus les classes sociales les plus pauvres (*low paying*).

En Allemagne, la proportion des emplois à moyen salaire a baissé de 6,7 %. (Rappel : en septembre 2017, l'extrême-droite a obtenu 94 députés au parlement en Allemagne. Je dis bien : 94 députés.)

Cet appauvrissement des classes moyennes est encore pire dans d'autres pays de l'Union européenne :

- En Suède, la proportion des emplois à moyen salaire s'est effondrée de 9,6 % !
- Au Danemark, la proportion des emplois à moyen salaire s'est effondrée de 10,3 % !
- En Autriche, effondrement de 10,4 % !
- En Italie, effondrement de 10,6 % !
- En Finlande, effondrement de 10,6 % !
- En Grèce, effondrement de 10,7 % !
- Au Luxembourg, effondrement de 10,8 % !
- Au Royaume-Uni, effondrement de 10,9 % !
- En Espagne, effondrement de 12 % !
- En Belgique, effondrement de 12,1 % !
- En Irlande, effondrement de 14,9 % !

L'appauvrissement des classes moyennes va avoir des conséquences politiques partout en Europe.

Étonnez-vous si les classes moyennes, de plus en plus pauvres, votent pour des partis extrémistes comme en Allemagne.

## **Vous êtes sûrs qu'on est bien en 2018 ?**

**Thomas Veillet Articles des Econocastes 4 janvier 2018**

J'ai bien tout vérifié ce matin, nous sommes bien passés en 2018 il y a quatre jours, on s'est bien tous dit : « Bonne Année !!! » et puis on est allé se coucher. On a bien changé de date toute à la fin de quand on écrit la date et on sait déjà que dans 365 jours, il n'y a pas de doute, nous serons en 2019. J'ai bien tout vérifié. Pourtant quand je regarde le marché depuis 2 jours, quand je regarde les articles qui sont publiés et les opinions qui sont exprimées, j'ai quand même un peu l'impression que rien n'a changé.

En même temps, vous me direz : « Pourquoi cela devrait-il changer juste parce que l'on a changé d'année ? » et vous auriez raison. Il n'y a absolument aucune raison que l'on modifie notre comportement pour la simple raison que nous avons changé d'année.

Pourtant, il y a cette espèce de sentiment global que l'on a à chaque fin d'année comme

quoi tout sera différent après Noël et la Nouvelle Année, que tout sera comme une page blanche qui recommence et que les erreurs du passé ou simplement les errances du passé ne seront qu'un souvenir et que l'on peut recommencer à zéro.

En fait non.

Hier les marchés Européens sont repartis à la hausse après avoir constaté que la techno américaine était toujours vivante, que les fabricants de « chips » avaient visiblement encore de la place pour monter et de l'espoir pour 2018, on a donc repris des couleurs après un début d'année quelque peu morose. Sans compter que secteur du Retail européen bénéficiait de nouvelles positives du côté de Next en Angleterre, puisque les premiers « updates post-Christmas shopping » se montraient limite euphoriques. Les bancaires étaient légèrement en repli parce qu'hier c'était aussi la mise en fonction officielle des réglementations MIFID – réglementations dont je ne parlerais pas, trop peur que tout le monde s'endorme en lisant cette chronique – toujours est-il que le secteur était un peu délaissé d'autant plus que la Deutsche Bank était sous pression – une très légère pression – puisque les ex-actionnaires de Deutsche Post se sont soudainement rendus compte qu'ils n'ont pas assez été payés pour la vente de leurs actions lors du rachat de 2010.

Près de 8 ans pour se rendre compte qu'ils n'ont pas été assez payés et pour réclamer le solde via les tribunaux. À mon sens, ils n'auraient peut-être pas dû investir dans le secteur financier, mais plutôt dans la pharma et tout parier sur un nouveau médicament contre Alzheimer.

Aux USA on a remis ça encore une fois.



« Ça », étant une journée de hausse et un multiple record de la part des indices boursiers. Difficile de trouver des raisons spécifiques, si ce n'est que le « Santa Claus Rally » semble vouloir perdurer en 2018, mais ça va paraître tout de même difficile de nous faire croire encore au Père Noël les prochaines semaines à venir. Néanmoins la publication des Minutes du Dernier FOMC Meeting de Yellen étaient le principal focus de la journée et quand on en regarde le contenu, on se rend bien compte que nous sommes toujours restés bloqués en 2017 – en tous cas en ce qui concerne la digestion des nouvelles – en effet, les Minutes en question montraient clairement un désaccord total entre deux camps dans les membres de la FED : ceux qui pensent que trois hausses de taux en 2018 c'est trop agressif et ceux qui pensent que ce n'est PAS ASSEZ agressif...

Dans un monde normal, le marché aurait été inquiet de cette incertitude, mais actuellement, une mauvaise nouvelle est une bonne nouvelle et une bonne nouvelle est une très bonne nouvelle. Donc à la fin c'est les Bulls qui gagnent.

En résumé, les intervenants sont en « mood » positif depuis les premières heures de 2018 et pour l'instant, rien n'a changé par rapport à l'an dernier. Même la volatilité est

cliniquement morte, puisque c'est la première fois de l'histoire du monde, depuis que les bourses et la spéculation existent que l'indice de volatilité, le VIX, termine en-dessous des 9%. À chaque fois que l'on bat des nouveaux records d'emmerdement maximum, on se dit que ça ne peut pas aller plus bas et pourtant.

Pourtant il y a bien un moment où l'on va s'arrêter de baisser sur la volatilité, ou alors il faudra fermer les marchés, ce qui nous mènera inévitablement à une volatilité de 0%. Ou alors je n'ai rien compris aux mathématiques, ce qui n'est pas exclu non plus.

Pour le reste, les premiers chiffres économiques de l'année sont encourageants, mêmes s'ils sont basés sur les dernières données économiques de l'an passé. Les protestations en Iran ne font pas broncher les analystes et Jeremy Grantham, qui est connu pour avoir repéré la baisse de 2000 et de 2008 a fait son show hier et a déclaré que « ça ne pouvait pas durer et qu'on allait finir par se « la prendre » quelque part entre maintenant et plus tard » – le plus tard voulant dire « jusqu'à fin 2019 ».

C'est donc bien ce que je disais, quand on regarde ces trois derniers jours, il y aurait eu un 32, 33, 34 voir 35 décembre 2017, personne n'aurait protesté si c'est n'est les impôts qui auraient du attendre plus longtemps pour commencer à faire la quête.

Bref, nous avons battu de nouveaux records, tout va bien, on n'a même pas peur et le verre est toujours à moitié plein.

Ce matin l'or est à 1309\$, le pétrole passe les 62\$ à l'instant et le Bitcoin se repose, il est à 14750\$, on ne peut pas non plus monter de 15% tous le jours, sinon ça fatigue, c'est inévitable.

Le Japon vient d'entrer en 2018 en fanfare puisque le Nikkei était fermé jusqu'à ce matin, il devait forcément rattraper le retard accumulé. L'indice du pays du Soleil Levant est actuellement en hausse de presque 3%, pendant qu'Hong Kong avance de 0.5% et Shanghai également.

Dans les nouvelles du jour, en plus de Grantham, Ray Dalio était à la télé pour dire qu'il était inquiet d'un éventuel retournement économique qui pourrait, cette fois, selon lui, déclencher des émeutes entre les riches et les PAS riches – à voir le fossé qui se creuse aux USA, le nombre des PAS riches pourraient largement remporter le match et les combats de fourches ne devraient pas être à l'avantage des 1%.

Dalio et Grantham sont donc les deux premiers gourous de 2018 à exprimer leur inquiétude sur la suite du Bull Market. En août 2017 ils avaient déjà été 7 à faire ça dans la même semaine pour le résultat que l'on connaît. Je ne critique pas, je constate. J'ai décidé que cette année je ne serai plus ironique, mais juste factuel. C'est comme le Bitcoin, je ne dirai plus de mal et je ne dirai plus que c'est un bulle, je dirai juste que

c'est beaucoup monté et que ça fait beaucoup de beaucoup dans une même phrase.

On parle également énormément, pour ne pas dire beaucoup d'un problème de « design de chips » qui laisserait la plupart des PC vulnérables aux « hackers ». Le premier responsable de ce problème de « chips », c'est Intel. Cette nouvelle polémique promet d'être très intéressante, parce qu'elle touche à deux sujets que le commun des mortels ne maîtrise absolument pas, mais qui les fait fantasmer au plus haut point :

- comment fonctionne une puce dans un PC
- et c'est quoi un « hacker », mis à part un type déguisé qui cache son visage et se la joue Robin des Bois dans les films d'Hollywood ??

Le rapport publié ces jours aux USA laisse entendre que le « design » de la puce d'Intel pose problème. Hier le titre a perdu 4% à cause de ça, mais on va laisser les « experts » à Miami s'occuper de la suite et voir si ça vaut vraiment la peine de shorter le marché du PC juste à cause de ça. Intel n'est pas d'accord du tout sur le rapport en question, AMD en profite pour déclarer que de leur côté, le risque est proche de zéro...

Autrement on parle de Trump qui dit du mal de son ancien chef de campagne, de Tesla qui n'a pas livré le nombre de « Model 3 » qui était prévu à la fin de 2017, on parle aussi de la France qui détient des positions dans 81 sociétés et que le rythme des « privatisations » pourrait s'accélérer et puis le Wall Street Journal parle d'un monde sans cash et que la Chine est en train de faire les premiers pas dans ce monde là. On retiendra aussi que Merrill Lynch a interdit ses clients et autres « advisors » qui traitent en leur nom d'opérer sur le Bitcoin, puisque selon Merrill, la cryptomonnaie n'est pas « compliance ». Ah bon ???? Sans blagues ??? – là aussi, toujours aucune ironie. Toujours factuel.

Pour ce qui est des chiffres économiques nous aurons plein de PMI un peu partout, c'est normal, c'est la saison et puis il y aura les chiffres ADP de l'emploi aux USA, histoire de se chauffer pour demain et les Non Farm Payrolls. Sans oublier les Jobless Claims et les inventaires pétroliers.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.1% et les bêtes à cornes ne veulent toujours rien lâcher en ce début d'année 2018, parce que oui, je vous le confirme ; malgré les apparences, nous avons changé d'année. Pas de « sentiment général », mais d'année, c'est sûr.

## **LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC**

**Du 8 au 12 janvier 2018**

**L'ENTRETIEN AVEC OLIVIER PICHON AU DELA DES 100.000 +  
INTERVIEW AVEC KERNEWS**

**du 8 au 12 janvier 2018** : Le sujet Hitler et la fausse monnaie passionne: l'interview d'Olivier a dépassé les 100K..., celle avec Laurent a dépassé les

145K et celui avec Tapa est déjà à 71K en juste une semaines. Et voici l'entretien avec Yannick Urrien pour Kernews. Les premières critiques du livre sont arrivées, vous [pouvez les consulter ici](#). Merci à vous tous.

Après l'ère de la planche à billet, l'ère des Césars ? Avec Pierre Jovanovic, pour son livre : Adolf Hitler ou la vengeance de la planche à billets, paru aux éditions Le Jardin des Livres.

**A) Quand l'Europe d'aujourd'hui se met à ressembler à la république de Weimar.** – Retour sur les années 20 et 30 du XXème siècle – La documentation de l'OSS (ancêtre de la CIA) : les travaux du Dr Murray sur la psychologie d'Hitler. – Ernest Hanfstaengl agent de l'OSS recruté pour infiltrer le premier cercle nazi fournit sa documentation à Murray. – Le but du livre : l'historiographie(ou la filmographie) ne prend jamais en compte la dimension monétaire et financière de l'ascension du dictateur. – A part l'explication du chômage, pourquoi ce silence ? La banque et les banquiers en cause. – Lorsque la monnaie est détruite ce sont toutes les valeurs du quotidien qui sont détruites. Valeurs perdues de la société de Weimar. – Les sociétés s'effondrent lorsqu'elles commencent à tricher sur les monnaies. – Oswald Spengler : « Après l'ère de la planche à Billet, l'ère des césars ». – L'histoire peut-elle se répéter ? – La BCE continue à faire de la fausse monnaie. – Aujourd'hui, la montée des communautarisme exactement parallèle à la destruction des valeurs monétaires et autres. – Interdiction des crèches mais laxisme des prières de rue. – Marc Rousset les vrais chiffres du chômage : 20 %. – Séquence historique des questions monétaires en Allemagne depuis 1914. – Témoignages du Capitaine Smith attaché militaire à Berlin se faisant passer pour un journaliste du New-York Time. – La sous-estimation de la dangerosité d'Hitler. – Les inspireurs économiques du dictateur, Godfried Feder : Manifeste contre la chaine de l'usure. – Il n'est jamais bon que les banques prennent le pouvoir, aujourd'hui les banques ont-elles le pouvoir ? – Qui pourrait être un César contemporain, hypothèse d'un César islamiste, Houellebecq (Soumission) apporte la réponse ?

**B) Une société détruite de l'intérieur.** – Le précédent révolutionnaire français 1789-1799. Bonaparte en César. – Weimar et l'hyper-inflation : 3 tonnes de papier monnaie par jour. Les prix et les salaires augmentent du matin au soir, des milliers de marks pour un œuf ! – L'iconographie de la période : la faim de G. Grosz rapprochée des photos de l'époque. – Retour à la guerre de 14 l'équation fatale l'Europe n'a plus d'or (parti aux USA) pour payer les canons on imprime de la monnaie et les soldats donnent leur sang contre du vent ! – La planche à billet a-t-elle contribué à prolonger la guerre ? – Mais les banques connaissent une forte croissance multiplient les succursales à la mesure du gonflement monétaire. – Aujourd'hui Lloyd Blankfein : « Je fais le travail de Dieu

» dimension faustienne de la question monétaire. – les dirigeants européens issus de la banque, Macron, Juncker, un hasard ? – Portrait de Rudolf Von Havenstein « Banquier central de Weimar » plonge l'Allemagne dans la misère en créant l'hyperinflation. – Fallait-il que l'Allemagne paye ? Klotz, ministre français : " l'Allemagne paiera", Keynes " Les conséquences économiques de la Paix ». – Havenstein et Pühl (qui représente le III Reich à la Banque des Règlements Internationaux) ont amené Hitler au pouvoir. – Draghi et la BCE la même politique de facilités monétaires les mêmes désordres attendus ? – L'indépendance des banques par rapport au pouvoir, une volonté des Alliés en 1919, aujourd'hui signée à Maastricht. – Après le Krach de Wall Street. De l'hyperinflation à la déflation, les salariés et les épargnants ruinés. La politique du chancelier Brüning « le massacre des pauvres » Jovanovic. – Faillites en Chaîne, Autriche Kreditanstalt, puis l'Allemagne Danat Dresdner Bank... Hitler prophète en son pays ! – La politique de Schacht, l'économie allemande condamnée à l'autarcie. – Le rôle de la banque Nationale Suisse. Schacht écarté, l'Allemagne en faillite aidée par la BNS. – Le pillage de l'or Européen par l'Allemagne, montée du stock d'or américain. Evocation du \$ désormais sans base or. – Le nouveau siège de la BCE construit par Albert Speer (fils) tout un symbole. – Le diable est dans les détails, P. Jovanovic parle d'un fascisme bancaire. – Discussion : y aura-t-il un super ministre des finances pour un budget européen ?

Le jour où Montesquieu a écrit "*Il n'y a rien de si extravagant que de faire périr un nombre innombrable d'hommes pour tirer du fond de la terre l'or et l'argent; ces métaux d'eux-mêmes absolument inutiles, et qui ne sont des richesses que parce qu'on les a choisis pour en être les signes*", il a montré surtout que Charles-Louis de Secondat, Baron de La Brède et de Montesquieu appartenait à une famille richissime qui n'avait pas besoin de s'inquiéter pour sa survie. De son château près de Bordeaux, en effet, quelle futilité que de voir des manants et des gueux exiger des pièces d'or ou d'argent pour être payés.

Quand il n'y a plus de métaux précieux en contrepartie d'une monnaie, eh bien la Nature elle-même se charge de la contrepartie: des cadavres. C'est ce qu'ont montré plus tard John Law (sujet du livre précédent) et surtout Adolf Hitler, sujet du dernier livre où on le voit clairement: fabriquer de la monnaie à partir de rien est le pire des crimes qui appellent des cadavres pour la compenser!

Même Karl Marx a été obligé d'écrire et reconnaître la même chose que le banquier JP Morgan "*il n'existe pas d'autres monnaies que l'or et l'argent*", ce qui est le seul dénominateur commun entre les deux hommes.

Montesquieu a inventé la séparation des pouvoirs, mais pas la monnaie qui existait bien avant lui. Les révolutionnaires de 1789 ont utilisé la fausse monnaie, et on sait comment cela a fini: dans le sang versé dans toute l'Europe.

## LES ARNAQUES BANCAIRES DE LA FIN DE L'ANNEE (EN IMAGES)

du 8 au 12 janvier 2018 :





Anti-Bankster's

@MrChelouc

Suivre

#caissedepargne #banksters

#voleurs pour eux c'est Noël tous les jours, merci encore...

* COM INTERV PRELEVEMENT		-8,00 €
* COM INTERV PRELEVEMENT		-8,00 €
* COM INTERV PRELEVEMENT		-8,00 €
* COM INTERV CARTE		-8,00 €
* COM INTERV CARTE		-8,00 €
* FRAIS PRELEVEMENT		-12,00 €

12:33 - 3 janv. 2018



Bonjour Mme G      Comment-allez vous?  
Pouvez-vous me préparer 1300€ en espèce



GILLE  
à moi



17:21 [Afficher les détails](#)

Bonjour Monsieur Ma

Nous avons noté votre commande.

Par contre, je m'étonne que les indemnisations soient réglées en espèces. Avez-vous vérifié ce point auprès de votre comptabilité ?

Cordialement

Estelle GI

De notre lecteur Joel: *"Big up à la Caisse d'Epargne qui bloque un virement de 100 euros d'un compte dans une Caisse du Languedoc Roussillon vers une autre du Midi Pyrénées, depuis plus de 4 jours.*

*A la base je pensais pouvoir les retirer samedi, histoire d'avoir un peu de sous pour passer les fêtes mais même à Noël les banquiers ne font pas de pause. Et quand je leur ai dit "Vous servez vraiment à rien", ils ont répondu "C'est plus la peine de venir dans cette agence pour retirer au guichet ou demander quoi que ce soit".*

Ca s'appelle la "Relation Client" du point de vue d'un banquier.

Autre mail qui colle avec d'autres du même genre, la Visa Premier qui ne fonctionne pas à l'étranger... Cela est arrivé à des amis en Espagne. Réponse du banquier "c'est par sécurité". Là on va en Turquie: *"L'été dernier, j'étais en Turquie. Je voulais réserver un hôtel avec ma carte Visa Premier (je suis client Caisse d'Epargne). Et là impossible de réserver après 5 tentatives (j'avais les provisions, pour info la somme était d'environ 700 euros) sur le site internet, ni même en direct avec le standardiste*

*. De retour en France, j'essaye d'en savoir plus, de fait, je souhaite joindre ma conseillère (qui ne décroche jamais car trop occupée ou absente) et qui doit*

*constamment me rappeler. Finalement, je décroche difficilement un RDV téléphonique (après 3 mois):*

*Je lui fais part de mon insatisfaction concernant mon expérience. Etant donné que 3-4 mois ce sont écoulés depuis le problème, impossible pour ma banquière de retrouver la trace. J'en profite pour lui demander une ristourne sur cette carte (15 euros/mois). Elle me dit que c'est pas possible mais qu'elle peut faire un effort vu le problème que j'ai eu. (L'effort sera une remise d'environ 20 euros ... sur cette année seulement).*

*Je lui demande alors qu'elle serait la solution si cela se reproduit. **Et là, elle me dit qu'avant de partir en vacances, il faut que je la prévienne (de ma destination forcément) pour qu'elle-même avertisse le service monétaire de ne pas bloquer ma carte. Je lui dit alors, pour quelle raison ma carte se bloque alors que je demande rien et souhaite profiter de mon argent à ma guise où je le veux quand je le veux. Pour des raisons de sécurité, voici sa réponse.***

*Je rétorque que c'est une privation de liberté et que c'est très arbitraire, et que si jamais cela lui arrive, elle serait bien embêtée elle aussi. Elle ne me répond pas. Je continue en disant que l'agence risque de perdre des clients et que certains n'ont pas envie de communiquer forcément à leur banquiers, leurs destinations de vacances. Après un silence, elle me dit que certains client font déjà cela. Ulcéré devant ces réponses, je termine la discussion.*

*Bref, c'est une histoire de carte Visa Premier."*

Et dire que la Visa a été vendue pendant 30 ans comme méthode de paiement à... l'étranger ! Quand à la Visa Premier, c'était le césame absolu, vous permettant de retirer 3000 euros par semaine... Mais ça c'était avant la faillite bancaire.

**LES HAUSSES DISCRETES POUR VIDER VOTRE PORTEFEUILLE  
(EN IMAGES) VIA LA CSG  
du 8 au 12 janvier 2018 :**

**Objet : évolution du taux de la contribution sociale généralisée**

Madame,

Votre retraite est aujourd'hui soumise aux prélèvements sociaux obligatoires suivants :

- la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 6,60 % ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,50 % ;
- la contribution de solidarité pour l'autonomie (Casa) au taux de 0,30 %.

Le taux de prélèvement de **la CSG évolue en 2018 (il passe de 6,60 % à 8,30 %)**. Ce nouveau taux de 8,30 % sera appliqué automatiquement à votre retraite à compter de la mensualité de janvier versée en février. La hausse du taux étant **intégralement déductible** de votre revenu imposable, ce nouveau taux se décompose ainsi :

Décomposition du taux de CSG	En 2017	Dès 2018
CSG déductible de l'impôt sur le revenu	4.20 %	5,90 %
CSG non déductible de l'impôt sur le revenu	2.40 %	2,40 %
<b>Total</b>	<b>6,60 %</b>	<b>8,30 %</b>

Afin d'évaluer l'impact de ce changement de taux et - si vous y êtes éligible - de la baisse de la taxe d'habitation qui aura lieu entre 2018 et 2020, vous pouvez vous rendre sur [www.lassuranceretraite.fr](http://www.lassuranceretraite.fr).

Recevez, Madame, nos sincères salutations.

Le Directeur



14 DEC. 2017

Paris, le

MAINES

NOTE  
à l'attention de  
Mesdames et Messieurs les directeurs  
des groupes hospitaliers, établissements hors GH, PIC et siège

Objet : Indemnité horaire pour travail de nuit.

Dans le cadre de la mise en œuvre du retour aux dispositions réglementaires, je vous informe que les heures de nuit travaillées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ne feront plus l'objet d'une majoration comme c'était le cas depuis 1993.

Actuellement pour un agent exerçant 10 heures de nuit, le montant de l'indemnité est de 12,23 € (pour ces 10 h de nuit travaillées). A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ce montant sera ramené à 10,70 €.

La mise en œuvre de ce retour au réglementaire ne nécessite aucune intervention de la part de vos directions des ressources humaines.

Vous trouverez ci-jointe la note D2017-5694 établie par la direction des ressources humaines de l'AP-HP à l'attention de Monsieur le directeur du département système d'information gestion à la DSI.

Le service de la rémunération et des données sociales du département de la gestion des personnels reste à votre disposition pour tout supplément d'information.

Contrôler les chômeurs ? Normal !  
Contrôler les réseaux sociaux ? Normal !  
Contrôler les migrants ? Pas normal !  
Contrôler les frontières ? Pas normal !  
Diminuer les APL-ASL ? Normal !  
Diminuer les allocs pour les migrants ? Pas normal !  
Augmenter les impôts pour les riches ? Pas normal !  
Massacrer fiscalement les retraités ? Normal !  
Augmenter la CSG ? Normal !  
Diminuer le forfait hospitalier ? Pas normal !  
Diminuer les taxes carburants ? Pas normal !  
Stopper les aides aux pays africains ? Pas normal !  
Faciliter les licenciements ? Normal !  
Faciliter l'embauche des travailleurs détachés ? Normal !  
S'occuper des migrants ? Normal !  
S'occuper des SDF français ? Pas normal !

.....

Et j'en oublie.

.....

Et il y en a qui ont voté pour... ça ?

## **VISA A SUSPENDU LES CARTES VISA PREPAYEES PAR DES CRYPTO-MONNAIES !!!!!**

**du 8 au 12 janvier 2018** : La guerre du monde bancaire contre le BitCoin a fait des nouvelles victimes, les cartes Visa émises par Bitwala, BitPay et Cryptopay qui sont des cartes prépayées vous permettant de payer partout avec des Bitcoins préalablement transformés en euro.

La carte est prépayée par des Bitcoins ou Ethers ou autres, et fonctionne dans le système interbancaire Visa en euros. Une bonne idée qui ne l'est pas restée longtemps vu le succès qu'elle a eu, [voir le site officiel ici de l'une d'elles](#).

Mais Visa Europe n'a pas du tout apprécié la chose... et 100% de chances qu'elle ait réagi à la demande des.. banques à qui tout cet argent échappe.

Du coup les porteurs de la Bitwala et des autres vont attendre d'être remboursés, lire ici [le Telegraph pour le croire](#).

## **LES FRANCAIS ONT VIDE LEURS LIVRETS-A ET ASSURANCES VIE POUR PASSER LES FETES DE NOEL**

**du 8 au 12 janvier 2018** : Très mauvaise nouvelle pour Emmanuel Macron et le pantin qui lui sert de ministre de l'Economie, l'information a été donnée par l'Argus de l'Assurance, les Français ont commencé à taper dans leurs économies:

*"La Fédération Française de l'Assurance a publié les chiffres de novembre 2017 sur l'assurance vie. Avec une collecte nette négative de 500 millions d'euros, novembre marque le plus mauvais mois de l'année pour le secteur ... sur les onze premiers mois de l'année 2017, la collecte nette s'établit à 6,7 Md€ contre 16,4 Md€ sur la même période en 2016".*

L'explication donnée par un expert est à mourir de rire, et incompréhensible, et ne veut surtout pas voir la réalité: les gens deviennent de plus en plus pauvres, [lire ici l'AA](#).